

243694  
15

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 AVRIL 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 6, 1963

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

*L'Imprimeur de la Reine,*

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

*Queen's Printer.*

Parliament Buildings,

Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-0

## Lettres patentes

### Abaca Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jean Duchesne, 10955, rue Tanguay, Paul Reeves, 252, rue Victoria, et Pierre Massé, 3465, Place Decelles, app. 501, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Abaca Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

## Letters Patent

### Abaca Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Duchesne, 10955 Tanguay St., Paul Reeves, 252 Victoria St., and Pierre Massé, 3465 Place Decelles, apt. 501, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Abaca Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

233-63 — 1158/106

**Les Agences de Publicité Ahuntsic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Teddy Chadwick, vendeur, 170, Lesage, Ste-Adèle, Lorraine S. Contant, coiffeuse, veuve, et Marguerite V. Caouette, infirmière, épouse séparée de biens de Jean-Louis Caouette, ces deux dernières de 10120, Place Meilleur, app. 11, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs de publicité et de conseillers en publicité, sous le nom de « Les Agences de Publicité Ahuntsic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

14893-62 — 1157/138

**Alden Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Samuel David Radenko, 3980, Côte-des-Neiges, Clarence Reuben Gross, 790, avenue Lexington, tous deux conseillers en loi de la Reine, Joel Arnold Pinsky, 4597, avenue Oxford, tous trois avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, 5394, Place Grovehill, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Alden Realty Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517

370-63 — 1159/10

**Ameublements St-Jean Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Rodolphe Prud'homme, commerçant, Thérèse Patenaude, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rodolphe Prud'homme, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 429, Baillargeon, et Jean-Denis Davignon, gérant, 369, St-Georges, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

233-63 — 1158/106

**Les Agences de Publicité Ahuntsic Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Teddy Chadwick, salesman, 170 Lesage, Ste-Adèle, Lorraine S. Contant, hairdresser, widow, and Marguerite V. Caouette, nurse, wife separate as to property of Jean-Louis Caouette, the latter two of 10120 Place Meilleur, Apt. 11, Montreal, for the following purposes:

To operate as publicity contractors and counsellors, under the name of "Les Agences de Publicité Ahuntsic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

14893-62 — 1157/138

**Alden Realty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel David Radenko, 3980 Côte-des-Neiges, Clarence Reuben Gross, 790 Lexington Avenue, both Queen's Counsels, Joel Arnold Pinsky, 4597 Oxford Avenue, all three advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, 5394 Grovehill Place, all four of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Alden Realty Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

370-63 — 1159/10

**Ameublements St-Jean Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rodolphe Prud'homme, trader, Thérèse Patenaude, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rodolphe Prud'homme, and duly authorized by him for these presents, both of 429 Baillargeon, and Jean-Denis Davignon, manager, 369 St-Georges, all three of Saint Johns, for the following purposes:

Faire le commerce de tous accessoires pouvant servir à l'usage domestique, sous le nom de « Ameublements St-Jean Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 429, rue Baillargeon, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

431-63 — 1159/11

#### Artisanat Aris-Tocrate Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Raymond Tremblay, Fernand Tremblay, tous deux ferblantiers, de 3236, rue Rouen, Montréal, Lionel Viau, ébéniste, 4697, rue Lafontaine, Montréal, et Maurice Leclét, ferblantier, 2210, rue St-Germain, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cadres, photographies, peintures, caricatures et dessins, sous le nom de « Artisanat Aris-Tocrate Cie Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

312-63 — 1158/107

#### L'Association Commerciale de Roberval Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Fournier, Maurice Roy et Oliva Girard, tous trois marchands, de Roberval, pour les objets suivants:

Grouper en association les commerçants de la ville de Roberval, sous le nom de « L'Association Commerciale de Roberval Limitée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

676-63 — 1159/62

#### Auberge de France Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Jean Braure, hôtelier, Percé, Hébert Duguay, entrepreneur, Cap-D'Espoir, et Jean-Louis Langlois, avocat, 1060, Père-Marquette, Québec, pour les objets suivants:

To carry on business dealing in all accessories used in the home, under the name of "Ameublements St-Jean Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 429 Baillargeon Street, Saint Johns, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

431-63 — 1159/11

#### Artisanat Aris-Tocrate Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Tremblay, Fernand Tremblay, both tinsmiths, of 3236 Rouen St., Montreal, Lionel Viau, cabinet-maker, 4697 Lafontaine St., Montreal, and Maurice Leclét, tinsmith, 2210 St-Germain St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in frames, photographs, paintings, caricatures and drawings, under the name of "Artisanat Aris-Tocrate Cie Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

312-63 — 1158/107

#### L'Association Commerciale de Roberval Limitée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Fournier, Maurice Roy and Oliva Girard, all three merchants, of Roberval, for the following purposes:

To group into an association the tradesmen of the town of Roberval, under the name of "L'Association Commerciale de Roberval Limitée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

676-63 — 1159/62

#### Auberge de France Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Braure, hôtelier, Percé, Hébert Duguay, contractor, Cap-D'Espoir, and Jean-Louis Langlois, advocate, 1060, Père-Marquette, Québec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Auberge de France Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Percé, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

517-63 — 1158/131

**Auberge de la Chaumière Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Guy-P. Genest, avocat, 16, Maplewood, Outremont, Pierre Magnan, avocat, 1267, Bougie, St-Laurent, et Jacques Noiseux, étudiant en droit, 4940, Piedmont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Auberge de la Chaumière Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 475, rue Morin, Ste-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

396-63 — 1158/108

**Audette Express Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Roger-G. Audette, gérant, Micheline Audette, secrétaire, Nicole Audette, étudiante garde-malade, toutes deux célibataires majeures, tous trois de 1717, de l'Église, et Yvan Bruggeman, commis 125, Bonaventure, tous quatre de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Audette Express Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

430-63 — 1158/109

**Austro-Canadian Electric Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, rue Isabella, Gregory Charlap, 2990, rue Soissons, tous deux de Montréal, et Max Slapack, 5562, rue Glencrest, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

To operate as hoteliers, under the name of "Auberge de France Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Percé, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

517-63 — 1158/131

**Auberge de la Chaumière Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy-P. Genest, advocate, 16 Maplewood, Outremont, Pierre Magnan, advocate, 1267 Bougie, St-Laurent, and Jacques Noiseux, student-at-law, 4940 Piedmont, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Auberge de la Chaumière Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 475 Morin St., Ste-Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

396-63 — 1158/108

**Audette Express Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-G. Audette, manager, Micheline Audette, secretary, Nicole Audette, student nurse, both spinsters of the full age of majority, all three of 1717 de l'Église, and Yvan Bruggeman, clerk, 125 Bonaventure, all four of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Audette Express Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

430-63 — 1158/109

**Austro-Canadian Electric Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella St., Gregory Charlap, 2990 Soissons St., both of Montreal, and Max Slapack, 5562 Glencrest St., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Austro-Canadian Electric Co. Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 455, rue Kugler, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517

15212-62 — 1159/12

#### Auto-Air Leasing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Louis G. Robichaud, 5640, rue Decelles, Montréal, André Bélanger, 620, rue Crevier, St-Laurent, et Louis-Rhéal Tremblay, 43, rue Ritchot, Repentigny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Auto-Air Leasing Limited », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8605, rue Clarke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

490-63 — 1158/132

#### Pierre Auto Location Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Paul Gamache, 901, St-Louis, Joliette, Pierre Gamache, 11, Ste-Angéline, nord, Joliette, tous deux commerçants, et Roger Perrault, comptable, Nctre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location de véhicules automobiles de tous genres, sous le nom de « Pierre Auto Location Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

574-63 — 1159/34

#### Baby-Snap Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Gilles Marcotte, vendeur, Marie-Rose Roy Marcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gilles Marcotte,

To carry on the business of electricians, under the name of "Austro-Canadian Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 455 Kugler St., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

15212-62 — 1159/12

#### Auto-Air Leasing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis G. Robichaud, 5640 Decelles Street, Montreal, André Bélanger, 620 Crevier Street, St-Laurent, and Louis-Rhéal Tremblay, 43 Ritchot Street, Repentigny, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "Auto-Air Leasing Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8605 Clarke Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

490-63 — 1158/132

#### Pierre Auto Location Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Gamache, 901 St-Louis, Joliette, Pierre Gamache, 11 Ste-Angéline North, Joliette, both traders, and Roger Perrault, accountant, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on business dealing in the rental of all types of automotive vehicles, under the name of "Pierre Auto Location Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

574-63 — 1159/34

#### Baby-Snap Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Marcotte, salesman, Marie-Rose Roy Marcotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gilles Marcotte, and duly

et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Raymond Roy, vendeur, tous trois de 1790, Pothier, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Baby-Snap Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 365-63 — 1158/27

**Paul Beaulieu Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: André Couture, 50, Speid, Lennoxville, Gaston Savard, 1900, Portland, Sherbrooke, et Gilles Pinard, 1201, Champlain, Sherbrooke, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « Paul Beaulieu Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 542-63 — 1159/76

**Beaurepaire Swimming Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Thackray Worden, ingénieur professionnel, 38, chemin Carlton, Grant Hugh Peterson, courtier en assurances, 145 chemin Brentwood, Robert Angus MacKinnon, pilote commercial, 141, chemin Brentwood, Herbert John Bailey, contrôleur de trafic aérien, 598, Beaurepaire Dr., John Townley Dixon, comptable, 122, chemin Brentwood, Dr William Gossage, médecin, 125, chemin Brentwood, et Alphonse Joseph George Baculis, arrangeur de musique, 150, chemin Carlton, tous sept de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club de natation, sous le nom de « Beaurepaire Swimming Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut posséder la corporation est de \$100,000.

authorized by him for these purposes, and Raymond Roy, salesman, all three of 1790 Pothier, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all products, articles and merchandise made wholly or in part of leather, rubber, metal, metalloïde, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, drygoods, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paints, works of arts, chemical products, products of the land, sea and forests, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Baby-Snap Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 365-63 — 1158/27

**Paul Beaulieu Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Couture, 50 Speid, Lennoxville, Gaston Savard, 1900 Portland, Sherbrooke, and Gilles Pinard, 1201 Champlain, Sherbrooke, all three notaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Paul Beaulieu Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 542-63 — 1159/76

**Beaurepaire Swimming Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Thackray Worden, professional engineer, 38 Carlton Rd., Grant Hugh Peterson, insurance broker, 145 Brentwood Rd., Robert Angus MacKinnon, commercial pilot, 141 Brentwood Rd., Herbert John Bailey, air traffic controller, 598 Beaurepaire Dr., John Towalely Dixon, accountant, 122 Brentwood Rd., Dr. William Gossage, doctor, 125 Brentwood Rd., and Alphonse Joseph George Baculis, music arranger, 150 Carlton Rd., all seven of Beaconsfield, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a swimming club, under the name of "Beaurepaire Swimming Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 417-63 — 1159/115

#### Bel-Air Taxi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Roland Bélair, chauffeur de taxi, Diane Viau, ménagère, épouse dudit Roland Bélair, tous deux de 113, rue St-Antoine, Charlemagne, et Ernest Bélair, rentier, 33, Ste-Anne, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Agir comme propriétaires de taxis et exploiter un service de taxis, sous le nom de « Bel-Air Taxi Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 113, rue St-Antoine, Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 179-63 — 1159/13

#### Julien Bellemare Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Béique, 9135, boulevard LaSalle, LaSalle, Cécilien Pelchat, 6405, Marseille, Montréal, et Ludwik R. Zubkowski, 15, Duverger, No 2, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Julien Bellemare Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1418, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 318-63 — 1158/110

#### René Bellemare Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: René Bellemare, industriel, Mme Jeannine Dupont Bellemare, ménagère, épouse commune en biens dudit René Bellemare, et Claude Bellemare, étudiant, tous trois de 893, Lambert, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le transport de combustibles et le commerce du transport de l'huile, de la gazoline et du charbon, sous le nom de « René Bellemare Ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

The head office of the corporation will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 417-63 — 1159/115

#### Bel-Air Taxi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Bélair, taxi driver, Diane Viau, housewife, wife of the said Roland Bélair, both of 113 St-Antoine St., Charlemagne, and Ernest Bélair, annuitant, 33 Ste-Anne, Pointe-Claire, for the following purposes:

To act as taxi owners and to operate a taxi service, under the name of "Bel-Air Taxi Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 113 St-Antoine St., Charlemagne, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 179-63 — 1159/13

#### Julien Bellemare Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Béique, 9135 LaSalle Boulevard, LaSalle, Cécilien Pelchat, 6405 Marseille, Montreal, and Ludwik R. Zubkowski, 15 Duverger, No. 2, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Julien Bellemare Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1418 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 318-63 — 1158/110

#### René Bellemare Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Bellemare, industrialist, Mrs. Jeannine Dupont Bellemare, housewife, wife common as to property of the said René Bellemare, and Claude Bellemare, student, all three of 893 Lambert, Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business in and the transportation of fuels and to deal in the transportation of oil, gasoline and coal, under the name of "René Bellemare Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 893, rue Lambert, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

493-63 — 1159/14

**Bernard Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Bernard Denault, constructeur, Pierrette Denault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Denault, tous deux de 3508, Harold, Fabreville, et Jean-Claude Laverdure, représentant de ventes, 704, rue Du Cardinal, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Bernard Development Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

404-63 — 1158/31

**Bert Électrique Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Lambert, maître électricien, 1034, rue St-Michel, Raymond-Marie Plamondon, entrepreneur, 971, rue des Érables, et Gustave Hunt, agent d'immeuble, 1715, rue Sheppard, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Bert Électrique Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

474-63 — 1159/15

**J. H. Boulanger, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Louise Lamoureux, secrétaire, Farnham, Pélagie Bombardier, secrétaire, avenue Philipsburg, Angéline Gagné, secrétaire, R.R. # 1, Roger Fortin, notaire, Place d'Estrie, Laurent Larocque, comptable, rue Moreau, Denis Gnocchini, technicien, avenue des Pins, et François-G. Lévesque, avocat, Place d'Estrie, ces six derniers de Bedford, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 893 Lambert Street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

493-63 — 1159/14

**Bernard Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Denault, builder, Pierrette Denault, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Denault, both of 3508 Harold, Fabreville, and Jean-Claude Laverdure, sales representative, 704 Du Cardinal St., Chomedey, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Bernard Development Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

404-63 — 1158/31

**Bert Électrique Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Lambert, master electrician, 1034 St-Michel St., Raymond-Marie Plamondon, contractor, 971 des Érables St., and Gustave Hunt, real estate agent, 1715 Sheppard, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Bert Électrique Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

5217

474-63 — 1159/15

**J. H. Boulanger, Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louise Lamoureux, secretary, Farnham, Pélagie Bombardier, secretary, Philipsburg Avenue, Angéline Gagné, secretary, R.R. # 1, Roger Fortin, notary, Place d'Estrie, Laurent Larocque, accountant, Moreau St., Denis Gnocchini, technician, des Pins Avenue, and François-G. Lévesque, advocate, Place d'Estrie, the last six of Bedford, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, d'immeuble et de construction, sous le nom de « J. H. Boulanger, Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 700 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,930 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

520-63 — 1159/16

### Bromont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, DeMarillac, Montréal, Anita Boisvert, secrétaire, fille majeure, 6626, 21e avenue, Montréal, et Lyse Boulais, secrétaire, fille majeure, 868, Mercier, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Bromont Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 40,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$90,000.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

544-63 — 1158/134

### Bucoviner Relief Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Salo Heller, courtier d'assurances, 5505, rue Elgin, Oswald Grauer, commis de bureau, 3400 avenue Ridgewood, Nathan Schwartz, teneur de livres, 4545, rue St. Kevin, Eddy Labin, 4755, rue Bouchette, Armin Treisser, 4975, avenue Carlton, tous deux manufacturiers, et Rubin Zimmerman, industriel, 5160, MacDonald, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, établir et gérer une organisation et communauté s'efforçant à comprendre ces personnes vivant présentement au Canada et qui naquirent ou vécurent assez longtemps dans la région de Bucoviner, originairement d'une province de Roumanie, sous le nom de « Bucoviner Relief Association of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

578-63 — 1159/78

To operate an investment, real estate and construction company, under the name of "J. H. Boulanger, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 700 common shares of a par value of \$1 each and into 3,930 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sutton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

520-63 — 1159/16

### Bromont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783 DeMarillac, Montreal, Anita Boisvert, secretary, fille majeure, 6626, 21st Ave., Montreal, and Lyse Boulais, secretary, fille majeure, 868 Mercier, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Bromont Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no par value and 40,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least \$90,000.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

544-63 — 1158/134

### Bucoviner Relief Association of Montreal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Salo Heller, insurance broker, 5505 Elgin Street, Oswald Grauer, office clerk, 3400 Ridgewood Avenue, Nathan Schwartz, book-keeper, 4545 St. Kevin Street, Eddy Labin, 4755 Bouchette Street, Armin Treisser, 4975 Carlton Avenue, both manufacturers, and Rubin Zimmerman, industrialist, 5160 MacDonald, all six of Montreal, for the following purposes:

To organize, establish and manage an organization and community endeavour comprising those persons now living in Canada and who were born or who lived for some substantial time in the area of Bucoviner, originally a Province of the State of Roumania, under the name of "Bucoviner Relief Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property to which the corporation may hold is limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

578-63 — 1159/78

**C.P.C. Direct Mailing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, Jean-Louis Lamoureux, 8178, Wiseman, et François Boisclair, 3418, Stanley, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de manutention de coupons, distribution de primes, promotion de vente et faire affaires comme agents de publicité, sous le nom de « C.P.C. Direct Mailing Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et en 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 400-63 — 1158/71

**C.P.C. Direct Mailing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, Jean-Louis Lamoureux, 8178 Wiseman, and François Boisclair, 3418 Stanley, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in the handling of coupons, distribution of premiums, sales promotion and to carry on business as publicity agents, under the name of "C.P.C. Direct Mailing Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 60 common shares of \$100 each and into 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 400-63 — 1158/71

**Campeau — Chomedey Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Henri Paul Lemay, avocat, 426, Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, avocat, 2540, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, et Ghislaine Gagné, secrétaire, 41, 58e avenue, Laval-des-Rapides, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Campeau — Chomedey Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 525-63 — 1159/79

**Campeau — Chomedey Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, 426 Champagneur, Outremont, Micheline Corbeil, advocate, 2540 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, and Ghislaine Gagné, secretary, 41, 58th Ave., Laval-des-Rapides, the latter two spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Campeau — Chomedey Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 525-63 — 1159/79

**La Cassette Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Monast, avocat, 1270, Place de Mérici, Hubert Walters, avocat, 460, Fontenay, tous deux de Ste-Foy, et Gisèle Bilodeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1042, 4ième avenue, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « La Cassette Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 600, boul. Hamel, centre d'achat Fleur-de-Lys, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 379-63 — 1158/111

**La Cassette Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Monast, advocate, 1270 Place de Mérici, Hubert Walters, advocate, 460 Fontenay, both of Ste-Foy, and Gisèle Bilodeau, secretary, fille majeure, in use of her rights, 1042, 4th Ave., Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing as jewellers, under the name of "La Cassette Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$5 each and into 19,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 600 Hamel Blvd., shopping Center Fleur-de-Lys, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 379-63 — 1158/111

**Central Tobacco Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Arnold Kastner, administrateur, Fanny Levy Kastner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arnold Kastner, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4200, Place Ostell, et Gladys MacLeod, secrétaire, célibataire, 2100, rue Tupper, app. 102, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de tabac, sous le nom de « Central Tobacco Sales Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 18,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517

345-63 — 1159/65

**Centre Commercial de Repentigny Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1963, constituant en corporation: Luc Parent, avocat, 560, Carlyle, Mont-Royal, Jean Gadbois, avocat, 10, avenue Grenville, Westmount, René C. Alary avocat, 3345, McCarthy, St-Laurent, Berthe Lafontaine, 1656, boul. St-Joseph, est, Montréal, et Françoise Lord, 727, Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placements, sous le nom de « Centre Commercial de Repentigny Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

673-63 — 1159/80

**Les Chaussures Beau-Pied Ltée  
Beau-Pied Shoes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1963, constituant en corporation: René Villeneuve, professeur, 54, Gendron, Michael Popowick, technicien, 58, St-François, Bernard Lattion, professeur, 37, Thibeault, André Gervais, gérant, 49, Gendron, Marcel Boisvenue, inspecteur, 156, Isabelle, tous cinq de Hull, Aurèle Osborne, professeur, 5, Forget, Ste-Rose-de-Lima, et Hervé Sicard, professeur, 638, Watt, Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Les Chaussures Beau-Pied Ltée —

**Central Tobacco Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arnold Kastner, executive, Fanny Levy Kastner, housewife, wife separate as to property of the said Arnold Kastner, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4200 Ostell Place, and Gladys MacLeod, secretary, spinster, 2100 Tupper St., apt. 102, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tobacconists, under the name of "Central Tobacco Sales Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 18,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

345-63 — 1159/65

**Centre Commercial de Repentigny Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Parent, advocate, 560 Carlyle, Mount Royal, Jean Gadbois, advocate, 10 Grenville Ave., Westmount, René C. Alary, advocate, 3345 McCarthy, St-Laurent, Berthe Lafontaine, 1656 St. Joseph Blvd., East, Montreal, and Françoise Lord, 727 Dollard, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Centre Commercial de Repentigny Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

673-63 — 1159/80

**Les Chaussures Beau-Pied Ltée  
Beau-Pied Shoes Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Villeneuve, professor, 54 Gendron, Michael Popowick, technician, 58 St-François, Bernard Lattion, professor, 37 Thibeault, André Gervais, manager, 49 Gendron, Marcel Boisvenue, inspector, 156 Isabelle, all five of Hull, Aurèle Osborne, professor, 5 Forget, Ste-Rose-de-Lima, and Hervé Sicard, professor, 638 Watt, Gatineau, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Les Chaussures Beau-Pied

Beau-Pied Shoes Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

14630-62 — 1158/5

**La Cie de Construction Cabi (1963) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Armand Poupart, c.n., avocat, 65, avenue Thornton, Mont-Royal, Armand Poupart fils, avocat, 3375, Maplewood, Montréal, et Jeanne Senay, sténographe, fille majeure, 298, Desmarchais, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Cie de Construction Cabi (1963) Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1595, rue St-Hubert, suite 302, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

495-63 — 1159/21

**La Cie de Navigation du Golfe Ltée  
Gulf Navigation Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Roch Fortin, capitaine, 43, Beaumont, Orsainville, Georgette Savard, secrétaire, épouse séparée de biens de Robert Savard, 33, Rang Ste-Geneviève, Loretteville, et Laurent P. Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La Cie de Navigation du Golfe Ltée — Gulf Navigation Co. Ltd. », avec un capital total de \$85,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

410-63 — 1158/34

**La Cie d'Excavation Lajeunesse Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Guy Godard, avocat, Jacques Duquette, avocat, et Jacqueline Simonneau, secrétaire, fille majeure, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Ltée — Beau-Pied Shoes Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincia Secretary, this 22nd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

14630-62 — 1158/5

**La Cie de Construction Cabi (1963) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Poupart, q.c., advocate, 65 Thornton Avenue, Mount Royal, Armand Poupart Jr., advocate, 3375 Maplewood, Montreal, and Jeanne Senay, stenographer, fille majeure, 298 Desmarchais, Verdun, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "La Cie de Construction Cabi (1963) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1595 St. Hubert Street, suite 302, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

495-63 — 1159/21

**La Cie de Navigation du Golfe Ltée  
Gulf Navigation Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roch Fortin, captain, 43 Beaumont, Orsainville, Georgette Savard, secretary, wife separate as to property of Robert Savard, 33 Range Ste-Geneviève, Loretteville, and Laurent P. Bolduc, advocate, 2056 Ste-Foy Road, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "La Cie de Navigation du Golfe Ltée — Gulf Navigation Co. Ltd.", with a total capital stock of \$85,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each, and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

410-63 — 1158/34

**La Cie d'Excavation Lajeunesse Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Godard, advocate, Jacques Duquette, advocate, and Jacqueline Simonneau, secretary, fille majeure, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

Exercer le commerce d'excavateurs, sous le nom de « La Cie d'Excavation Lajeunesse Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

429-63 — 1158/33

To carry on a business as excavators, under the name of "La Cie d'Excavation Lajeunesse Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

429-63 — 1158/33

#### Le Club des Cent Inc. The One Hundred Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Jean Massicotte, c.r., avocat, 670, boul. Désaulniers, St-Lambert, Gilles Drouin, directeur général en assurance, 217, Dulwich, St-Lambert, et Michelle Falardeau, avocat, célibataire majeure, 538, Cherrier, Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « Le Club des Cent Inc.—The One Hundred Club Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 89, rue St-Charles, est, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

516-63 — 1159/81

#### Club Marco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Nadeau, peintre, 147, boul. Montcalm, St-Jean, Gérard Baril, contremaître, Saint-Luc, et Paul Normandin, barbier, 374 rue St-Jacques, St-Jean, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « Club Marco Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

14892-62 — 1159/23

#### Club Social des Gourmets de Chandler

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marc Campbell, restaurateur, Robert Fraser, comptable, et Walter Levesque, gérant de banque, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

#### Le Club des Cent Inc. The One Hundred Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Massicotte, q.c., advocate, 670 Désaulniers Blvd., St-Lambert, Gilles Drouin, general director in insurance, 217 Dulwich, St-Lambert, and Michelle Falardeau, advocate, spinster, 538 Cherrier, Montreal, for the following purposes:

To form and direct a social club, under the name of "Le Club des Cent Inc.—The One Hundred Club Inc.", with a total capital stock of \$200,000 divided into 1,000 common shares of \$200 each.

The head office of the company will be at 89 St-Charles St., East, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

516-63 — 1159/81

#### Club Marco Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Benoit Nadeau, painter, 147 Montcalm Blvd., St-John's, Gérard Baril, foreman, Saint-Luc, and Paul Normandin, barber, 374 St-James St., St-John's, for the following purposes:

To form and direct a social club, under the name of "Club Marco Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

14892-62 — 1159/23

#### Club Social des Gourmets de Chandler

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marc Campbell, restaurateur, Robert Fraser, accountant, and Walter Levesque, bank manager, all three of Chandler, for the following purposes:

Grouper en association toutes les personnes de Chandler et des environs amateurs de bonne cuisine, sous le nom de « Club Social des Gourmets de Chandler ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 190-63 — 1159/24

**Club Social et Sportif Fais Bien**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Boucher, employé de Nap. Gagnon, Thomas St-Pierre, J.-Thomas Lebel, tous deux secrétaires trésoriers, Romuald Blier, laitier, Joseph Dumont, comptable, Simon Lord, garagiste, Maurice Chouinard, télégraphiste, et Eddy Chouinard, tous huit de Tourville, comté de l'Islet, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club Social et Sportif Fais Bien ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Tourville, comté de l'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 15149-62 — 1159/67

**Colibri Construction Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Yves St-Amand, entrepreneur en construction, 1538, chemin Tiffin, LeMoyné, André Fabien, avocat, 128, avenue De Châteauguay, Longueuil, et Madeleine Tessier Lavigne, secrétaire, célibataire, 1616, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Colibri Construction Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1538, chemin Tiffin, LeMoyné, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 14547-62 — 1158/36

**Commercial Warehouse Inc.  
Entrepôt Commercial Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To group into an association all the person of Chandler and vicinity amateurs of good cooking, under the name of "Club Social des Gourmets de Chandler".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 190-63 — 1159/24

**Club Social et Sportif Fais Bien**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Boucher, employee of Nap. Gagnon, Thomas St-Pierre, J.-Thomas Lebel, both secretary-treasurers, Romuald Blier, dairyman, Joseph Dumont, accountant, Simon Lord, garageman, Maurice Chouinard, telegraph operator, and Eddy Chouinard, butcher, all eight of Tourville, county of l'Islet, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club Social et Sportif Fais Bien".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Tourville, county of l'Islet, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 15149-62 — 1159/67

**Colibri Construction Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves St-Amand, building contractor, 1538 Tiffin Road, LeMoyné, André Fabien, advocate, 128 De Châteauguay Ave., Longueuil, and Madeleine Tessier Lavigne, secretary, spinster, 1616 St. Hubert St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Colibri Construction Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1538 Tiffin Road, LeMoyné, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 14547-62 — 1158/36

**Commercial Warehouse Inc.  
Entrepôt Commercial Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Sidney Lazarovitch, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, Belvédère, Québec, tous deux avocats, et André Sansfaçon, comptable, 478 ouest, 80e rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Commercial Warehouse Inc.—Entrepôt Commercial Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

566-63 — 1159/82

#### La Compagnie Da-Ri Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation: J.-David Richard, constructeur, Fleurette Lefebvre, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-David Richard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 445, rue Brodeur, Jacques-Cartier, et Cyrille Larue, courtier d'assurance agréé, 172, rue Quinn, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Compagnie Da-Ri Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-0

366-63 — 1157/118

#### Comptoir Agricole St-Hyacinthe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Simon Matte, agronome, 5395, rue Ringuet, St-Hyacinthe Annexe, Robert Robidoux, camionneur, 375, Fontaine, La Providence, et P.-Ernest L'Heureux, notaire, St-Jude, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meuniers, sous le nom de « Comptoir Agricole St-Hyacinthe Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera R. R. 2, paroisse Notre-Dame, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sidney Lazarovitch, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvédère, Quebec, both lawyers, and André Sansfaçon, accountant, 478, 80th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of « Commercial Warehouse Inc.—Entrepôt Commercial Inc. », with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-0

566-63 — 1159/82

#### La Compagnie Da-Ri Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-David Richard, builder, Fleurette Lefebvre, housewife, wife common as to property of the said J.-David Richard, and duly authorized by him for these presents, both of 445 Brodeur, Jacques-Cartier, and Cyrille Larue, accredited insurance broker, 172 Quinn St., Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « La Compagnie Da-Ri Ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

366-63 — 1157/118

#### Comptoir Agricole St-Hyacinthe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Simon Matte, agronomist, 5395 Ringuet St., St-Hyacinthe Annex, Robert Robidoux, trucker, 375 Fontaine, La Providence, and P.-Ernest L'Heureux, notary, St-Jude, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of « Comptoir Agricole St-Hyacinthe Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at R. R. 2, parish of Notre-Dame, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 469-63 — 1159/83

**La Corporation Chimique Prudentielle  
Prudential Chemical Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: F. Edmund Barnard, 624, rue Vimy, nord, Claude Bédard, 354, Châtelaine, et Pierre C. Fournier, 159, Queen, nord, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « La Corporation Chimique Prudentielle — Prudential Chemical Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 15140-62 — 1158/69

**B. Courchesne & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, 283, Mélançon, et Jeanne-Mance Ringuet, 521, Marchand, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « B. Courchesne & Fils Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard-d'Aston, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 207-63 — 1157/121

**Lucien Crevier & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Lucien Crevier, Gilles Crevier, Lionel Crevier et Léo-Paul Crevier, tous quatre vendeurs, de Saint-François-du-Lac, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Lucien Crevier & Fils Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 469-63 — 1159/83

**La Corporation Chimique Prudentielle  
Prudential Chemical Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: P. Edmund Barnard, 624 Vimy Street north, Claude Bédard, 354 Châtelaine, and Pierre C. Fournier, 159 Queen North, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "La Corporation Chimique Prudentielle — Prudential Chemical Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 15140-62 — 1158/69

**B. Courchesne & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Yolande Biron, 283 Mélançon, and Jeanne-Mance Ringuet, 521 Marchand, the latter two secretaries, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "B. Courchesne & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$10 each, 100 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each and 3,600 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Léonard-d'Aston, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 207-63 — 1157/121

**Lucien Crevier & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Crevier, Gilles Crevier, Lionel Crevier, and Léo-Paul Crevier, all four salesmen, of Saint-François-du-Lac, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles of all kinds, under the name of "Lucien Crevier & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-François-du-Lac, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

387-63 — 1158/6

#### Cuisine Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Edward I. Auerback, c.r., 250, ave. Kensington, Westmount, Mark Edmund Gordon, 36, ave. Roxboro, Westmount, Irving Shapiro, 4750 ave. Plamondon, Montréal, tous trois avocats et solliciteurs, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, 1460, rue McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ustensiles et appareils électriques, sous le nom de « Cuisine Sales Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

533-63 — 1159/85

#### DesBiens Natural Gas Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: J.-Gérard DesBiens, commerçant, Patricia DesBiens, maîtresse de maison, épouse dudit J.-Gérard DesBiens, tous deux de 1747, Gage Crescent, Ottawa, province d'Ontario, et Armand St-Martin, contremaître, 13½, rue Larose, Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et propane, sous le nom de « DesBiens Natural Gas Heating Inc. », avec un capital total de \$70,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

448-63 — 1159/86

#### Dominion Ribbon & Carbon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Pierre Trahan, avocat, 2080, de Grand Pré, Québec, Pierrette Giguère, secrétaire, 20, St-Amador, Québec, et Eddy Giguère, avocat, 2825, Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Saint-François-du-Lac, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

387-63 — 1158/6

#### Cuisine Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward I. Auerback, q.c., 250 Kensington Ave., Westmount, Mark Edmund Gordon, 36 Roxboro Ave., Westmount, Irving Shapiro, 4750 Plamondon Ave., Montreal, all three barristers and solicitors, and Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, 1460 McGregor St., Montreal, for the following purposes:

To deal in household utensils and electrical appliances, under the name of "Cuisine Sales Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

533-63 — 1159/85

#### DesBiens Natural Gas Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Gérard DesBiens, tradesman, Patricia DesBiens, housewife, wife of the said J.-Gérard DesBiens, both of 1747 Gage Crescent, Ottawa, Province of Ontario, and Armand St-Martin, foreman, 13½ Larose St., Hull, for the following purposes:

To carry on a business dealing in crude oil, gasoline, natural gas and propane, under the name of "DesBiens Natural Gas Heating Inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

448-63 — 1159/86

#### Dominion Ribbon & Carbon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Trahan, advocate, 2080 de Grand Pré, Québec, Pierrette Giguère, secretary, 20 St-Amador, Québec, and Eddy Giguère, advocate, 2825 Poitiers, Ste-Foy, for the following purposes:

Faire le commerce de papeterie, machinerie, ameublement et autres articles de bureaux, sous le nom de « Dominion Ribbon & Carbon Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et en 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3100, rue de Rouen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 294-63 — 1159/87

**Dorval Delicatessen Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, c.r., 65, avenue McNider, Outremont, Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, tous deux avocats, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, avenue Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et épiceries, sous le nom de « Dorval Delicatessen Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 589-63 — 1159/88

**Dubois Holding Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, tous deux comptables agréés, de 141, de Salaberry, et Guy Gervais, avocat, 192, Richelieu, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Dubois Holding Corporation Ltd. », avec un capital total de \$36,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,570 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 15050-62 — 1158/38

**Eastern Floats Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: James Douglas Fisher, avocat et solliciteur, Lucille Fisher, avocat, épouse séparée de biens dudit James Douglas Fisher, et dûment

To carry on business dealing in stationery, machinery, furniture and other office equipment, under the name of "Dominion Ribbon & Carbon Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 60 common shares of \$100 each and 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3100 de Rouen St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 294-63 — 1159/87

**Dorval Delicatessen Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, q.c., 65 McNider Avenue, Outremont, Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, both advocates, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products and groceries, under the name of "Dorval Delicatessen Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 589-63 — 1159/88

**Dubois Holding Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, both chartered accountants of 141 Salaberry Street, and Guy Gervais, advocate, 192 Richelieu, all three of St-Johns for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Dubois Holding Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$36,000, divided into 300 common shares of \$1 each and into 3,570 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 15050-62 — 1158/38

**Eastern Floats Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Douglas Fisher, barrister and solicitor, Lucille Fisher, advocate, wife separate as to property of the said James Douglas Fisher, and duly

autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 542, blvd Graham, et Jean Major, ingénieur, 366, avenue Brookfield, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de distributeurs et agents de ventes de flotteurs de vaisseaux aériens ainsi que toutes pièces, assemblages et sous-assemblages d'aéronefs, sous le nom de « Eastern Floats Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517

385-63 — 1159/89

**Édifice Montcalm Inc.  
Montcalm Building Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Justine Landry, secrétaire, 861, Calixa-Lavallée, Québec, Denise Nadeau, secrétaire, 862, 8e Avenue, Québec, et Jacques Delisle, avocat, 2031, Richer, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder à titre de propriétaire, louer, exploiter, transformer, mettre en valeur, améliorer un certain emplacement en la cité de Québec, sous le nom de « Édifice Montcalm Inc. — Montcalm Building Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 45,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, boul. Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

407-63 — 1158/73

**Elmwood Steak House Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: George Moshonas, Harry Simatos, tous deux restaurateurs, et Kathérine Simatos, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Elmwood Steak House Ltd. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4953, boul. Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

539-63 — 1159/90

**Les Entreprises Huki Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

authorized by him for the purpose of these presents, both of 542 Graham Blvd., and Jean Major, engineer, 366 Brookfield Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of distributors and sales agents of aircraft floats and also all other parts, assemblies and sub-assemblies of aircraft, under the name of "Eastern Floats Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

385-63 — 1159/89

**Édifice Montcalm Inc.  
Montcalm Building Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Justine Landry, secretary, 861 Calixa-Lavallée, Québec, Denise Nadeau, secretary, 862, 8th Avenue, Québec, and Jacques Delisle, advocate, 2031 Richer, Ste-Foy, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, hold, own, rent, operate, transform, develop, improve a certain emplacement in the city of Quebec, under the name of "Édifice Montcalm Inc. — Montcalm Building Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and 45,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2700 Laurier Blvd., Ste-Foy, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

407-63 — 1158/73

**Elmwood Steak House Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Moshonas, Harry Simatos, both restaurant-owners, and Kathérine Simatos, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Elmwood Steak House Ltd.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4953 Décarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

539-63 — 1159/90

**Les Entreprises Huki Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire, 2040, boul. Rosemont, Georges Prenovost, comptable agréé, et Claude Raymond, secrétaire, ces deux derniers de 6505, rue Bordeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers, sous le nom de « Les Entreprises Huki Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-0

471-63 — 1158/40

**Francoeur Auto Parts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Pierrette Gélinas, 24, rue Johnson, Thérèse Scott, R. R. no 3, et Pierrette Desjardins, 157-D, rue Paré, toutes trois secrétaires, célibataires, de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, dynamos, générateurs, piles ou batteries, accumulateurs, tableaux commutateurs, outillages d'éclairage à l'électricité, groupes générateurs d'électricité, moteurs et accessoires électriques de toutes sortes, sous le nom de « Francoeur Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-0

415-63 — 1158/76

**G. & L. Auto Parts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 1943, avenue Barclay, Montréal, tous deux avocats, Catherine Riley et Margaret Johnson, ces deux dernières secrétaires, de 2015, rue Drummond, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-moteurs, leurs pièces et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « G. & L. Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 755, rue Dorais, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

20-63 — 1158/133

bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Archambault, notary, 2040 Rosemount Blvd., Georges Prenovost, chartered accountant, and Claude Raymond, secretary, the latter two of 6505 Bordeaux St., all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as launderers, under the name of "Les Entreprises Huki Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

471-63 — 1158/40

**Francoeur Auto Parts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Gélinas, 24 Johnson Street, Thérèse Scott, R. R. No. 3, and Pierrette Desjardins, 157-D Paré Street, all three secretaries, spinsters, of Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, dynamos, generators, dry or wet batteries, storage cells, switchboards, electrical lighting supplies, electrical group generators, motors and electrical accessories of all kinds, under the name of "Francoeur Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

415-63 — 1158/76

**G. & L. Auto Parts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022 Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, 1943 Barclay Avenue, Montreal, both advocates, Catherine Riley and Margaret Johnson, the latter two secretaries, of 2015 Drummond Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "G. & L. Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, 500 class "A" shares of a par value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 755 Dorais Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-0

20-63 — 1158/133

**J. Camille Gendreau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: J.-Camille Gendreau, agronome, Rosaline J. Gendreau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Camille Gendreau, tous deux de 2527, Place Monceaux, Sillery, et Paul-Émile d'Auteuil, comptable, 112, avenue Le Cavalier, nord, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pépiniéristes, de paysagistes, de terrassiers et de grainetiers, sous le nom de « J. Camille Gendreau Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

518-63 — 1158/77

**Giant Holding Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: René Roy, photographe, 367, Villeray, Montréal, Jean-Paul Guilbault, instituteur, 75, Léopold, Longueuil, et Lionel Thivierge, vendeur, 5337, Trans-Island, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Giant Holding Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7624, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

406-63 — 1158/78

**Harvey & Simard Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Claude Harvey, plâtrier, 285, 53ème rue, ouest, Charlesbourg, Claude Simard, plâtrier, 10, rue Verret, Notre-Dame-des-Laurentides, et Claude Royer, notaire, 2785, rue Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs plâtriers, sous le nom de « Harvey & Simard Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 285, 53ème rue, ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

482-63 — 1159/29

**J. Camille Gendreau Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Camille Gendreau, agronomist, Rosaline J. Gendreau, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Camille Gendreau, both of 2527 Place Monceaux, Sillery, and Paul-Émile d'Auteuil, accountant, 112 Le Cavalier Ave., North, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate a business as nurserymen, landscape gardeners, earthwork contractors and seedsmen, under the name of « J. Camille Gendreau Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Nicolas, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

518-63 — 1158/77

**Giant Holding Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Roy, photographer, 367 Villeray, Montreal, Jean-Paul Guilbault, teacher, 75 Léopold, Longueuil, and Lionel Thivierge, salesman, 5337 Trans-Island, Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of « Giant Holding Corporation », with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7624 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

406-63 — 1158/78

**Harvey & Simard Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Harvey, plasterer, 285, 53rd St. West, Charlesbourg, Claude Simard, plasterer, 10 Verret St., Notre-Dame-des-Laurentides, and Claude Royer, notary, 2785 Poitiers St., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as contractors-plasterers, under the name of « Harvey & Simard Inc. », with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 285, 53rd St. West, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

482-63 — 1159/29

**Hôtel Richelieu Motel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Gabriel Glazer, 5850, ave., Souart, Hilliard Ginsberg, 3459, rue Drummond, tous trois avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel Richelieu Motel Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1114, première Rue, Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 390-63 — 1159/32

**Hy Fashions Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Henry L. Silverstone, Stanley Goldner et Allan B. Frank, avocats, de 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Hy Fashions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 509-63 — 1158/79

**Les Immeubles des Chutes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Robert Légaré, 15, rue Louis-Francoeur, Cap-Rouge, Guy Boutet, 1090, Villebon, Québec, tous deux professeurs de golf, Gérard Bureau, 25, d'Artois, Courville, et Angenor Bolduc, 21, Mercier, Courville, ces deux derniers constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles des Chutes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue Louis-Francoeur, Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 337-63 — 1158/80

**Hôtel Richelieu Motel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Rd., Rosemère, Gabriel Glazer, 5850 Souart Ave., Hilliard Ginsberg, 3459 Drummond St., all three advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret St., the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of inn-keepers, under the name of "Hôtel Richelieu Motel Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1114 First Street, Richelieu, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 390-63 — 1159/32

**Hy Fashions Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry L. Silverstone, Stanley Goldner and Allan B. Frank, advocates, of 4 Notre-Dame Street East, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Hy Fashions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 509-63 — 1158/79

**Les Immeubles des Chutes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Légaré, 15 Louis-Francoeur, Cap-Rouge, Guy Boutet, 1090 Villebon, Québec, both golf professors, Gérard Bureau, 25 d'Artois, Courville, and Angenor Bolduc, 21 Mercier, Courville, the latter two builders, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles des Chutes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 15 Louis-Francoeur Street, Cap-Rouge, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 337-63 — 1158/80

**Les Immeubles Rivière-aux-Pins Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Clovis Langlois, homme d'affaires, 54, avenue De Caumont, Nestor Deshaies, constructeur, 88, boul. de Varennes, et Jérôme Comeau, constructeur, 753, Pierre-Picher, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Rivière-aux-Pins Inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et en 720 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

15049-62 — 1159/95

**Imprimerie-Librairie Côté Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Laurent Côté, imprimeur, Mme Marie Beaulieu Côté, ménagère, épouse commune en biens dudit Laurent Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Hauterive, et Sarto Cloutier, avocat, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie-Librairie Côté Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

459-63 — 1158/81

**Les Industries St-Gabriel Inc.  
St. Gabriel Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Anatole Coutu, cultivateur, J.-B.-Alphonse Coutu, menuisier, et Gaston Vassart, vendeur, tous trois de St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Industries St-Gabriel Inc. — St. Gabriel Industries Inc. », avec un capital total de \$27,000, divisé en 270 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

325-63 — 1158/48

**Les Immeubles Rivière-aux-Pins Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clovis Langlois, businessman, 54 De Caumont, Ave., Nestor Deshaies, builder, 88 de Varennes Blvd., and Jérôme Comeau, builder, 753 Pierre-Picher, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Rivière-aux-Pins Inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 800 common shares of \$10 each and 720 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

15049-62 — 1159/95

**Imprimerie-Librairie Côté Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent' bearing date the 30th day of January, 1963' have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Côté, printer, Mrs. Marie Beaulieu Côté, housewife, wife common as to property of the said Laurent Côté, and duly authorized by him for these presents, both of Hauterive, and Sarto Cloutier, advocate, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on a business as printers, engravers, binders, and other similar businesses, under the name of "Imprimerie-Librairie Côté Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$25 each and into 1,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

459-63 — 1158/81

**Les Industries St-Gabriel Inc.  
St. Gabriel Industries Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anatole Coutu, farmer, J.-B.-Alphonse Coutu, joiner, and Gaston Vassart, salesman, all three of St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Industries St-Gabriel Inc. — St. Gabriel Industries Inc.", with a total capital stock of \$27,000, divided into 270 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

325-63 — 1158/48

**Inter State Paving Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Pietro Rizzuto, Giuseppe Rizzuto, Alfonso Rizzuto, Antonio Rizzuto et Filippo Rizzuto, ces trois derniers de 7303, Bordeaux, tous cinq industriels, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchands de pierre, sous le nom de « Inter State Paving Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2125, Jean-Talon, est, suite 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 472-63 — 1158/82

**Jeunette Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Stanley Golberg, comptable agréé, 453, 96 rue, Chomedey, Sidney Cutler, avocat, 6255, Place Northcrest, app. 402, et Edward Druker, étudiant en droit, 5255, chemin Côte St-Luc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Jeunette Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 421-63 — 1158/49

**Kane Bros Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Samuel Godinsky, c.r., 731, Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, Joseph S. Blumer, 5053, ave. Ponsard, et Michael G. Greenblatt, c.r., 1745, avenue des Cèdres, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'encadrements, statues, gravures et de tous genres et descriptions d'articles de nouveauté, sous le nom de « Kane Bros Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 330-63 — 1158/50

**Inter State Paving Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pietro Rizzuto, Giuseppe Rizzuto, both of 7365 Cartier, Alphonso Rizzuto, Antonio Rizzuto and Filippo Rizzuto, the last three of 7303 Bordeaux, all five industrialists, of Montreal, for the following purposes:

To do paving and to carry on business as stone merchants, under the name of "Inter State Paving Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2125 Jean-Talon, East, suite 5, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 472-63 — 1158/82

**Jeunette Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Golberg, chartered accountant, 453, 96th Street, Chomedey, Sidney Cutler, advocate, 6255 Northcrest Place, Apt. 402, and Edward Druker, law student, 5255 Côte St-Luc Rd., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Jeunette Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 421-63 — 1158/49

**Kane Bros Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Godinsky, q.c., 731 Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson, Côte-St-Luc, Joseph S. Blumer, 5053 Ponsard Ave., and Michael G. Greenblatt, q.c., 1745 Cedar, Ave., the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in picture frames, statues, pictures and novelties of every type or description, under the name of "Kane Bros Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 330-63 — 1158/50

**G. Lahaie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, 193, boul. Beaconsfield, Beaconsfield, André Brunet, avocat, 8525, rue Waverley, Montréal, et Gaétane Richer, sténographe, fille majeure, 5603, avenue Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers restaurateurs, sous le nom de «G. Lahaie Inc.», avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

13417-62 — 1159/33

**La Paix dans la Montagne Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Arcand, industriel, 175, rue Perreault, Gaston Beauchesne, industriel, 353, rue Laurier, et Roger Lussier, journaliste, 416, rue Laurier, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de «La Paix dans la Montagne Inc.».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

512-63 — 1159/102

**Lecar Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Clément Letarte, industriel, Adrien Letarte, expéditeur, et Roch Letarte, expéditeur, tous trois de Warwick, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de «Lecar Ltée», avec un capital total de \$400,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune, 975 actions privilégiées classe «A» de \$200 chacune et en 40,000 actions privilégiées classe «B» de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

362-63 — 1159/1

**G. Lahaie Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Guérin, advocate, 193 Beaconsfield, Blvd., Beaconsfield, André Brunet, advocate, 8525 Waverley, Montreal, and Gaétane Richer, stenographer, fille majeure, 5603 Coolbrook Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on as grocers, restaurateurs, under the name of "G. Lahaie Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

13417-62 — 1159/33

**La Paix dans la Montagne Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Arcand, industrialist, 175 Perreault St., Gaston Beauchesne, industrialist, 353 Laurier St., and Roger Lussier, journalist, 416 Laurier St., all three of Victoriaville, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "La Paix dans la Montagne Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

512-63 — 1159/102

**Lecar Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clément Letarte, industrialist, Adrien Letarte, shipper, and Roch Letarte, shipper, all three of Warwick, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Lecar Ltée", with a total capital stock of \$400,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each, 975 preferred class "A" shares of \$200 each and 40,000 preferred class "B" shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Warwick, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

362-63 — 1159/1

**La Ligue des Contribuables de Longueuil**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Georges Charrest, médecin, 222, Lemoyne, Gaétan Baillargeon, chef de tirage, 118, d'Anjou, Ivan A. Legault, secrétaire exécutif, 447, Quinn, Gérard U. Guérin, courtier en immeubles, 179, Labonté, Paul Martel, gérant de bureau, 289, De Lorraine, Jean-L. Rameau, secrétaire administratif, 407, Labonté, J.-Alphonse Côté, acheteur, 169, chemin Chambly, Dr Édouard-Henri Letellier, médecin, 149, St-Laurent, Olivier R. Duvernay, marchand, 143, St-Thomas, et Jacques Roux, assureur-vie, 242, St-Alexandre, tous dix de Longueuil, pour les objets suivants:

Grouper en association les contribuables de la cité de Longueuil, sous le nom de « La Ligue des Contribuables de Longueuil ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 367-63 — 1157/129

**Marché St. Louis Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Mondou, entrepreneur, 156, Mgr-Prévost, St-Eustache, Dollard Théoret, boucher, 175, Bellerive, St-Eustache, et Gilles Grenier, comptable agréé, 1395, rue Fleury, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché St. Louis Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 77, rue St-Louis, St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 571-63 — 1159/2

**Nasa Enterprises Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Dr Arnold Grossman, Dr. Nyla Elnes Grossman, épouse séparée de biens dudit Arnold Grossman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux médecins, de 122, avenue Lockhart, Mont Royal, et Saül Grossman, manufacturier, 5718, chemin Queen Mary, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et de textiles, sous le nom de « Nasa Enterprises

**La Ligue des Contribuables de Longueuil**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Georges Charrest, physician, 222 Lemoyne, Gaétan Baillargeon, head of impression department, 118 d'Anjou, Ivan A. Legault, executive secretary, 447 Quinn, Gérard U. Guérin, real estate broker, 179 Labonté, Paul Martel, office manager, 289 De Lorraine, Jean-L. Rameau, administrative secretary, 407 Labonté, J.-Alphonse Côté, buyer, 169 Chambly Road, Dr. Édouard-Henri Letellier, physician, 149 St-Laurent, Olivier R. Duvernay, merchant, 143 St-Thomas, and Jacques Roux, life insurer, 242 St-Alexandre, all ten of Longueuil, for the following purposes:

To group together into an association the tax-payers in the city of Longueuil, under the name of "La Ligue des Contribuables de Longueuil".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation acquire and may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 367-63 — 1157/129

**Marché St. Louis Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Mondou, contractor, 156 Mgr-Prévost, St-Eustache, Dollard Théoret, butcher, 175 Bellerive, St-Eustache, and Gilles Grenier, chartered accountant, 1395 Fleury St., East, Montreal, for the following purposes:

To operate a business as grocers-butchers, under the name of "Marché St. Louis Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 77 St-Louis St., St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 571-63 — 1159/2

**Nasa Enterprises Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Arnold Grossman, Dr. Nyla Elnes Grossman, wife separate as to property of the said Arnold Grossman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both medical doctors, of 122 Lockhart Ave., Mount Royal, and Saül Grossman, manufacturer, 5718 Queen Mary Rd., Hampstead, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and textiles, under the name of "Nasa Enterprises Incorporated",

Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

514-63 — 1159/6

#### P. & D. Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Léonard Bergeron, avocat, Étienne Dussault, notaire, tous deux de 269, rue Main, ouest, et Lise Vaillancourt, secrétaire, 2, rue St-Patrice, est, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « P. & D. Transport Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

753-63 — 1159/109

#### Pacific Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Adolphe Gardner, c.r., 4200 ouest, rue Sherbrooke, tous deux de Montréal, Jack Shayne, 5781, ave. Melling, tous trois avocats, et Mavis Meldrum, secrétaire, épouse séparée de biens de Gordon Meldrum, 5626, ave. Emerald, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures et peaux de fourrure, sous le nom de « Pacific Fur Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

481-63 — 1159/8

#### R. Panneton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire, 2040, boul. Rosemont, Georges Prénovost, comptable agréé, et Claudette Raymond, secrétaire, ces deux derniers de 6505, rue Bordeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

514-63 — 1159/6

#### P. & D. Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léonard Bergeron, advocate, Étienne Dussault, notary, both of 269 Main St. West, and Lise Vaillancourt, secretary, 2 St-Patrice St. East, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "P. & D. Transport Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

753-63 — 1159/109

#### Pacific Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, 3445 Côte-des-Neiges Road, Adolphe Gardner, q.c., 4200 Sherbrooke St. West, both of Montreal, Jack Shayne, 5781 Melling Ave., all three advocates, and Mavis Meldrum, secretary, wife separate as to property of Gordon Meldrum, 5626 Emerald Ave., the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in furs and fur skins, under the name of "Pacific Fur Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

481-63 — 1159/8

#### R. Panneton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Archambault, notary, 2040 Rosemont Blvd., Georges Prénovost, chartered accountant, and Claudette Raymond, secretary, the latter two of 6505 Bordeaux St., all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs électriciens, sous le nom de « R. Panneton Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

543-63 — 1159/9

### Papineau Musique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en coporation: André Lauzon, avocat, 8353, rue Drolet, Monique Radino, secrétaire, épouse séparée de biens de Vincenzo Radino, 3435, rue Frontenac, et Astrid Pelletier, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6914, Wiseman, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Papineau Musique Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 206, rue Jarry, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

467-63 — 1158/120

### Les Placements de Dolbeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1963, constituant en coporation: André Blanchet, avocat, Ghislaine Caron, secrétaire, célibataire majeure, et Ghislain Marcoux, agent d'assurances, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements de Dolbeau Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 550 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,450 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 541, boul. Walberg, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

728-63 — 1160/48

### Les Placements Bellaria Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1963, constituant en coporation: Sergio Tucci, avocat, Sebastiana Marino, ménagère, veuve non remariée de Raffaele Mari-

To carry on business as contractors-electricians, under the name of "R. Panneton Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

543-63 — 1159/9

### Papineau Musique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lauzon, advocate, 8353 Drolet St., Monique Radino, secretary, wife separate as to property of Vincenzo Radino, 3435 Frontenac St., and Astrid Pelletier, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 6914 Wiseman, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing radios, televisions, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories, and other similar merchandise, under the name of "Papineau Musique Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 206 Jarry St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

467-63 — 1158/120

### Les Placements de Dolbeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Blanchet, advocate, Ghislaine Caron, secretary, spinster, and Ghislain Marcoux, insurance agent, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To operate a company as an investment company, under the name of "Les Placements de Dolbeau Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 550 common shares of \$10 each and into 3,450 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 541 Walberg Blvd., Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

728-63 — 1160/48

### Les Placements Bellaria Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sergio Tucci, advocate, Sebastiana Marino, housewife, unmarried widow of Raffaele Marino, both of

no, tous deux de 6702, boul. St-Laurent, Luigi Albanese, avocat stagiaire, 7617, De Normanville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Bellaria Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1469, De Salaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

14872-62 — 1158/59

**Plomberie & Chauffage Cartier Inc.  
Cartier Plumbing & Heating Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Bernard Nantel, 17, avenue Bellevue, Westmount, André Surprenant, 573, Montenach, Beloeil, et Maurice Mercure, 1581, Norway, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie & Chauffage Cartier Inc. — Cartier Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

456-63 — 1158/89

**Poly-Glot (1963) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1963, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, avocat, 52, Place Beaumont, Ste-Foy, Claire Racine, secrétaire, fille majeure, 5457, avenue Royale, Boischatel, et Jacqueline Gamache, secrétaire, fille majeure, 134, Rochette, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, livres, gravures et autre médium d'information pour des fins éducatives, de divertissements et autres, sous le nom de « Poly-Glot (1963) Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE,

2517-o

551-63 — 1159/35

**Prestige Construction Ltée  
Prestige Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

6702 St-Lawrence Blvd., Luigi Albanese, law student, 7617 De Normanville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Bellaria Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1469 De Salaberry, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

14872-62 — 1158/59

**Plomberie & Chauffage Cartier Inc.  
Cartier Plumbing & Heating Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Nantel, 17 Bellevue Ave., Westmount, André Surprenant, 573 Montenach, Beloeil, and Maurice Mercure, 1581 Norway, Mount-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To operate a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie & Chauffage Cartier Inc. — Cartier Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

456-63 — 1158/89

**Poly-Glot (1963) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Séverin Lachapelle, advocate, 52 Place Beaumont, Ste-Foy, Claire Racine, secretary, fille majeure, 5457 Royale Ave., Boischatel, and Jacqueline Gamache, secretary, fille majeure, 134 Rochette, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in records, books, engravings and other media of information for educational, recreational and other purposes, under the name of "Poly-Glot (1963) Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

551-63 — 1159/35

**Prestige Construction Ltée  
Prestige Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Albert Rodrigue, constructeur, 15470, Boischatel, André Théorêt, industriel, 15447, Boischatel, tous deux de Pierrefonds, et Pierre Patenaude, comptable, 29, 14e rue, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Prestige Construction Ltée — Prestige Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15757, boulevard Gouin, ouest, Ste-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 463-63 — 1158/121

**Les Productions Ciné-Jeunes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1963, constituant en corporation: Gilles Boisvert, huissier, 5744, Delorimier, Montréal, Roger Laliberté, technicien, 6840, DeLaroche, Montréal, et Nicole Mathieu, secrétaire, fille majeure, 1452, Bishop app. 5A, Montréal, pour les objets suivants:

Réaliser des films et des émissions, de tous genres, destinés tant à la radio qu'à la télévision ou aux salles de cinéma ou à tout autre groupement ou association, sous le nom de « Les Productions Ciné-Jeunes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 250-63 — 1159/104

**Produits Alba Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Dr Gérard Tardif, chirurgien dentiste, 665, boul. Walberg, Dolbeau, Joseph Bergeron, conseiller en assurance, 82, boul. Walberg, Dolbeau, et Robert Maltais, gérant, Alma, pour les objets suivants:

Commerce de tous produits provenant des agrégats de calcite ou autres produits provenant du sol, sous le nom de « Produits Alba Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 408-63 — 1159/36

bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Rodrigue, builder, 15470, Boischatel, André Théorêt, industrialist, 15447 Boischatel, both of Pierrefonds, and Pierre Patenaude, accountant, 29, 14th Street, Roxboro, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Prestige Construction Ltée — Prestige Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 15757 Gouin Boulevard, West, Ste-Geneviève, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517 463-63 — 1158/121

**Les Productions Ciné-Jeunes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Boisvert, bailiff, 5744 Delorimier, Montreal, Roger Laliberté, technician, 6840 DeLaroche, Montreal, and Nicole Mathieu, secretary, fille majeure, 1452 Bishop, apt. 5A, Montreal, for the following purposes:

To produce films and programs of all kinds, destined for radio as well as for television or theatres or any other group or association, under the name of "Les Productions Ciné-Jeunes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517 250-63 — 1159/104

**Produits Alba Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Tardif, dental surgeon, 665 Walberg Blvd., Dolbeau, Joseph Bergeron, insurance counsellor, 82, Walberg Blvd., Dolbeau, and Robert Maltais, manager, Alma, for the following purposes:

To operate a business dealing in all products derived from the aggregate of calcite or other products from the soil, under the name of "Produits Alba Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each, 5,000 preferred shares class "A" of a par value of \$10 each and into 500 preferred shares class "B" of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517 408-63 — 1159/36

**Radi-Air Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice Beaudet, industriel, 1914, Bourbonnière, Sillery, Charles-H. Blais, ingénieur professionnel, 1215, Ernest-Lavigne, Sillery, et Roland Godbout, comptable, 340, 10e rue, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Radi-Air Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 877, boul. Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

457-63 — 1158/122

**Rapid Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: André Avery, électricien, Jocelyne Ménard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Avery, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Albert Avery, commis, tous trois de 16, 1ère rue, Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Rapid Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, 7e avenue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

310-63 — 1158/123

**St-Armand Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, tous deux comptables agréés, de 141, De Salaberry, et Guy Gervais, avocat, 192, Richelieu, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « St-Armand Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et en 396 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Armand, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

496-63 — 1158/95

**St. Jean Roofing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Radi-Air Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Beaudet, industrialist, 1914 Bourbonnière, Sillery, Charles-H. Blais, professional engineer, 1215 Ernest-Lavigne, Sillery, and Roland Godbout, accountant, 340, 10th St., Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Radi-Air Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 877 Charest Blvd., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

457-63 — 1158/122

**Rapid Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Avery, electrician, Jocelyne Ménard, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Avery, and duly authorized by him for these presents, and Albert Avery, clerk, all three of 16, 1st St., Iberville, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Rapid Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10, 7th Ave., Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

310-63 — 1158/123

**St-Armand Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, both chartered accountants, of 141 De Salaberry, and Guy Gervais, advocate, 192 Richelieu, all three of St. Johns, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "St-Armand Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each and 396 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Armand, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

496-63 — 1158/95

**St. Jean Roofing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, tous deux comptables agréés, de 141, De Salaberry, et Guy Gervais, avocat, 192, Richelieu, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de fabrication de toits et bardeaux, sous le nom de « St. Jean Roofing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de décembre 1962.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

498-63 — 1158/126

**St. Lawrence Fishing & Hunting Club Inc.  
Les Clubs de Chasse & Pêche St-Laurent Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1963, constituant en corporation: François Francoeur, avocat, Lucielle Audet, secrétaire, et Mariette Lévesque, secrétaire, ces deux derniers filles majeures et usant de leurs droits, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs de chasse et de pêche, sous le nom de « St. Lawrence Fishing & Hunting Club Inc. — Les Clubs de Chasse & Pêche St-Laurent Inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires classe « A » sans valeur au pair et en 400 actions classe « B » sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

357-63 — 1158/127

**Service des Loisirs Saint-Sixte**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: André Hébert, gérant de ventes, Huguette Legault Hébert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Hébert, tous deux de 745, rue Gratton, Roger Monast, gérant, 270, rue St-Aubin, Raymond Morin, secrétaire directeur, 805, avenue Lindsay, Marcel Beaudry, entrepreneur décorateur, 2120, de l'Église, M. le Chanoine Paul Contant, curé, 1895, de l'Église, Patrick Desgroseillers, directeur, 1705, rue du Collège, et Gilles Guérin, pharmacien, 410, avenue Tait, tous huit de St-Laurent, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Sixte, sous le nom de « Service des Loisirs Saint-Sixte ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

bearing date the 27th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Gaudette, Gilles Gaudette, both chartered accountants, of 141 De Salaberry, and Guy Gervais, advocate, 192 Richelieu, all three of St. John, for the following purposes:

To carry on business as a company manufacturing roofs and shingles, under the name of "St. Jean Roofing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Johns, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

498-63 — 1158/126

**St. Lawrence Fishing & Hunting Club Inc.  
Les Clubs de Chasse & Pêche St-Laurent Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Francoeur, advocate, Lucielle Audet, secretary, and Mariette Lévesque, secretary, the latter two spinsters of the full age of majority in use of their rights, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate hunting and fishing clubs, under the name of "St. Lawrence Fishing & Hunting Club Inc. — Les Clubs de Chasse & Pêche St-Laurent Inc.", with a capital stock divided into 400 common class "A" shares of no par value and 400 class "B" shares of no par value, and the amount with which the company will begin its operations will be at least \$4,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

357-63 — 1158/127

**Service des Loisirs Saint-Sixte**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Hébert, sales manager, Huguette Legault Hébert, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Hébert, both of 745 Gratton St., Roger Monast, manager, 270 St-Aubin St., Raymond Morin, secretary-director, 805 Lindsay Ave., Marcel Beaudry, decorating contractor, 2120 Church St., Rev. Canon Paul Contant, pastor, 1895 Church Street, Patrick Desgroseillers, director, 1705 College St., and Gilles Guérin, pharmacist, 410 Tait Ave., all eight of St-Laurent, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-Sixte, under the name of "Service des Loisirs Saint-Sixte".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

476-63 — 1159/39

The head office of the corporation will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

476-63 — 1159/39

#### La Société de Gestion Montcalm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Raoul Aubut, courtier d'assurance, Mme Fernande Dussault Aubut, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raoul Aubut, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 88, rue Fraser, et Gilles Demers, notaire, 8, Grondin, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Société de Gestion Montcalm Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

414-63 — 1159/41

#### La Société de Gestion Montcalm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Aubut, insurance broker, Mrs. Fernande Dussault Aubut, housewife, wife separate as to property of the said Raoul Aubut, and duly authorized by him for these presents, both of 88 Fraser St., and Gilles Demers, notary, 8 Grondin, all three of Lévis, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Société de Gestion Montcalm Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

414-63 — 1159/41

#### La Société de Navigation Touristique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1963, constituant en corporation: Michel Latraverse, notaire, 2250, Sherbrooke, est, Montréal, Noël Smith, homme d'affaires, 412, Brookfield, Mont-Royal, et François Smith, commerçant, 412, Brookfield, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des lignes de navigation touristiques et de transport de personnes et marchandises, sous le nom de « La Société de Navigation Touristique Limitée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

596-63 — 1159/108

#### La Société de Navigation Touristique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Latraverse, notary, 2250 Sherbrooke, East, Montreal, Noël Smith, businessman, 412 Brookfield, Mount-Royal, and François Smith, tradesman, 412 Brookfield, Mount-Royal, for the following purposes:

To establish and navigate navigation tourist lines and to transport persons and merchandise, under the name of "La Société de Navigation Touristique Limitée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

596-63 — 1159/108

#### Société d'Incinération des Cantons de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice-L. Duplessis, avocat, Mme Suzan F. Duplessis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice-L. Duplessis, et Louis-N. La Roche, avocat, tous trois de 350, boul. Charest, est, Québec, pour les objets suivants:

#### Société d'Incinération des Cantons de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, incorporating: Maurice-L. Duplessis, advocate, Mrs. Suzan F. Duplessis, wife separate as to property of the said Maurice L.-Duplessis, and Louis-N. La Roche, advocate, all three of 350 Charest Blvd., East, Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs d'incinérateurs, sous le nom de « Société d'Incinération des Cantons de l'Est Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 547-63 — 1159/40

**Société d'Incinération  
du Bas St-Laurent Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Maurice-L. Duplessis, avocat, Mme Suzan F. Duplessis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice-L. Duplessis, et Louis-N. La Roche, avocat, tous trois de 350, boul. Charest, est, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs d'incinérateurs, sous le nom de « Société d'Incinération du Bas St-Laurent Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 546-63 — 1158/125

**Sun Valley Motel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Jacques Lacoursière, avocat, 492, St-François-Xavier, Marie-Marthe Veilleux, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, 2078, rue Royale, et Laure Tourigny, sténographe, fille majeure usant de ses droits, 373, rue Des Forges, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Sun Valley Motel Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0 15000-62 — 1158/98

**Taverne Legault Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Émile Colas, 25, chemin de Casson,

To carry on a business as contractors for incinerators, under the name of "Société d'Incinération des Cantons de l'Est Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 547-63 — 1159/40

**Société d'Incinération  
du Bas St-Laurent Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice-L. Duplessis, advocate, Mrs. Suzan F. Duplessis, housewife, wife separate as to property of the said Maurice-L. Duplessis, and Louis-N. La Roche, advocate, all three of 350 Charest Blvd. East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in installing incinerators, under the name of "Société d'Incinération du Bas St-Laurent Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 546-63 — 1158/125

**Sun Valley Motel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lacoursière, advocate, 492 St-François-Xavier, Marie-Marthe Veilleux, stenographer, spinster of the full age of majority in use of her rights, 2078 Royale St., and Laure Tourigny, stenographer, spinster of the full age of majority in use of her rights, 373 Des Forges St., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Sun Valley Motel Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 15000-62 — 1158/98

**Taverne Legault Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson Road, Westmount, Gabriel

Westmount, Gabriel Lapointe, 6725, avenue MacDonald, Montréal, et Richard David, 7900, Chamilly, St-Léonard-de-Port-Maurice, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de «Taverne Legault Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

487-63 — 1159/43

Lapointe, 6725 MacDonald Ave., Montreal, and Richard David, 7900 Chamilly, St-Léonard-de-Port-Maurice, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Taverne Legault Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

487-63 — 1159/43

### Touliatos (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Nicholas Touliatos, Windsor Hotel, chambre 2135, Geracimos Monrelatos, 3945, Henri-Julien, et Evangelos Monrelatos, 4854, Esplanade, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents à commission ou commerciaux en ce qui concerne toutes sortes de produits naturels importés ou fabriqués de toute nature et description, sous le nom de «Touliatos (Canada) Limited», avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

73-63 — 1158/128

### La Tourbière Berger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Alcide Berger, menuisier, Huguette Thèberge Berger, ménagère, épouse dudit Alcide Berger, et Emmanuel Roy, comptable, tous trois de Saint-Fabien, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la tourbe et de ses sous-produits, sous le nom de «La Tourbière Berger Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Fabien, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

435-63 — 1158/100

### Trafalgar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175,

### Touliatos (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nicholas Touliatos, Windsor Hotel, room 2135, Geracimos Monrelatos, 3945 Henri-Julien, and Evangelos Monrelatos, 4854 Esplanade, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To act as commission or commercial agents in respect of all kinds of natural imported or manufactured products of every nature and description, under the name of "Touliatos (Canada) Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

73-63 — 1158/128

### La Tourbière Berger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alcide Berger, joiner, Huguette Thèberge Berger, housewife, wife of the said Alcide Berger, and Emmanuel Roy, accountant, all three of Saint-Fabien, for the following purposes:

To carry on business dealing in peat and its by-products, under the name of "La Tourbière Berger Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Fabien, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

435-63 — 1158/100

### Trafalgar Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Rd., Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St-

chemin de la Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, 4910, ave. Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Trafalgar Investments Ltd. », avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 19,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 282-63 — 1158/129

**Les Uniformes Québécois Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, Claire Lagacé, secrétaire, fille majeure, et Bernard Tellier, avocat, tous trois de 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Les Uniformes Québécois Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 394-63 — 1159/110

**Verdin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Maurice Gagné, c.r., Julien Chouinard et Raymond Lessard, tous trois avocats, de 65, rue Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Verdin Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 363, boul. Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 515-63 — 1158/101

**Vitrerie Lalongé Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Luc, Rd., both advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, 4910 Maplewood Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trafalgar Investments Ltd.", with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 19,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 282-63 — 1158/129

**Les Uniformes Québécois Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude-Armand Sheppard, advocate, Claire Lagacé, secretary, fille majeure, and Bernard Tellier, advocate, all three of 132 St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "Les Uniformes Québécois Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 394-63 — 1159/110

**Verdin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gagné, q.c., Julien Chouinard and Raymond Lessard, all three advocates of 65 Ste-Anne St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Verdin Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 363 Charest Blvd. East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 515-63 — 1158/101

**Vitrerie Lalongé Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de janvier 1963, constituant en corporation: Roger Lalongé, pompier, 9825, Merritt, Stella Lalongé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Lalongé, 9825, Merritt, et Vianney Lalongé, chauffeur d'autobus, 10625, Verville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de vitrerie, sous le nom de « Vitrierie Lalongé Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9825, rue Merritt, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24<sup>e</sup> jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

381-63 — 1158/103

#### Westmount Draperies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de février 1963, constituant en corporation: Harold Ashenmil, Julien Kotler, et Jon Kosorwich, avocat, de 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tentures, rideaux, abat-jour, stores, draperies, tapisserie d'ameublement, sous le nom de « Westmount Draperies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6<sup>e</sup> jour de février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517

587-63 — 1159/113

#### Yamel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de janvier 1963, constituant en corporation: Fernand Lemay, arpenteur géomètre, Charlotte Mathieu Lemay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Lemay, tous deux de 902, avenue Victoria, St-Lambert, et Pierre Leprohon, clerc arpenteur, 1910, boul. St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Yamel Inc. », avec un capital total de \$37,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29<sup>e</sup> jour de janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

413-63 — 1158/105

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Lalongé, fireman, 9825 Merritt, Stella Lalongé, housewife, wife separate as to property of the said Roger Lalongé, 9825 Merritt and Vianney Lalongé, chauffeur for an autobus, 10625 Verville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of materials of glass, under the name of "Vitrierie Lalongé Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9825 Merritt St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, is 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

381-63 — 1158/103

#### Westmount Draperies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Ashenmil, Julien Kotler and Jon Kosorwich, advocates, of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in drapes, curtains, shades, blinds, hangings and upholstery, under the name of "Westmount Draperies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

587-63 — 1159/113

#### Yamel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Lemay, surveyor, Charlotte Mathieu Lemay, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Lemay, both of 902 Victoria Ave., St-Lambert, and Pierre Leprohon, surveying clerk, 1910 St-Joseph Blvd., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Yamel Inc.", with a total capital stock of \$37,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

2517

413-63 — 1158/105

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Association Provinciale des Constructeurs d'Habitations du Québec Inc.**  
**Quebec Provincial Home Builders Association Inc.**

**Association Provinciale des Constructeurs d'Habitations du Québec Inc.**  
**Quebec Provincial Home Builders Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 février 1963, à la corporation « Association Provinciale des Constructeurs du District de Québec Inc. — Quebec Provincial Home Builders Association Inc. », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 décembre 1962, changeant son nom en celui de « Association Provinciale des Constructeurs d'Habitations du Québec Inc. — Quebec Provincial Home Builders Association Inc. ».

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Association Provinciale des Constructeurs du District de Québec Inc. — Quebec Provincial Home Builders Association Inc.", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated December 6, 1962, changing its name to "Association Provinciale des Constructeurs d'Habitations du Québec Inc. — Quebec Provincial Home Builders Association Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 février 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

2517-o 14918-62 — 1160/1

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 14918-62 — 1160/1

**Canadian Insurance Claims Service Corporation**  
**Service Canadien d'Évaluation de Sinistres Inc.**

**Canadian Insurance Claims Service Corporation**  
**Service Canadien d'Évaluation de Sinistres Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 février 1963, à la compagnie « Canadian Insurance Claims Service Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juillet 1954, changeant son nom en celui de « Canadian Insurance Claims Service Corporation — Service Canadien d'Évaluation de Sinistres Inc. ».

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canadian Insurance Claims Service Corp.", incorporated by letters patent dated July 22, 1954, changing its name into that of "Canadian Insurance Claims Service Corporation — Service Canadien d'Évaluation de Sinistres Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 février 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

2517-o 11610-54 — 1159/17

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 11610-54 — 1159/17

**Chalet Barb-Q Incorporée**  
**Chalet Barb-Q Incorporated**

**Chalet Barb-Q Incorporée**  
**Chalet Barb-Q Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 février 1963, à la compagnie « Chalet Barb-Q Incorporée — Chalet Barb-Q Incorporated », 1° subdivisant ses 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° subdivisant ses 600 actions privilégiées de \$100 chacune en 60,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 3° convertissant 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chalet Barb-Q Incorporée — Chalet Barb-Q Incorporated", 1. subdividing its 500 common shares of \$100 each into 50,000 common shares of \$1 each; 2. subdividing its 600 preferred shares of \$100 each into 60,000 preferred shares of \$1 each; 3. converting 40,000 common shares of \$1 each into 40,000 preferred shares of \$1 each

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 février 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

2517 3975-49 — 1159/51

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 3975-49 — 1159/51

**Châteauguay Sand Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 janvier 1963, à la compagnie « Châteauguay Sand Incorporated », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de \$25,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions ordinaires \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

12954-58 — 1159/52

**Châteauguay Sand Incorporated**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Châteauguay Sand Incorporated", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from \$25,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 250 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

12954-58 — 1159/52

**Clix Fastener Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 janvier 1963, à la compagnie « Clix Fastener Corporation », 1° subdivisant 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes concernant les actions privilégiées et les actions privilégiées catégorie « A »; 3° augmentant son capital de \$100,000 à \$450,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 35,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517

1523-37 — 1159/138

**Clix Fastener Corporation**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Clix Fastener Corporation", 1. subdividing 100 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$1 each; 2. modifying the provisions of its letters patent concerning the preferred shares and class "A" preferred shares; 3. increasing its capital from \$100,000 to \$450,000, the additional capital stock being divided into 35,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o

1523-37 — 1159/138

**Club de Golf Mont Gabriel, Inc.  
Mont Gabriel Golf Club, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 février 1963, à la compagnie « Le Club de Golf de Piedmont, Limitée—Piedmont Golf & Country Club, Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 octobre 1961, changeant son nom en celui de « Club de Golf Mont Gabriel, Inc.—Mont Gabriel Golf Club, Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

14867-61 — 1159/53

**Club de Golf Mont Gabriel, Inc.  
Mont Gabriel Golf Club, Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Club de Golf de Piedmont, Limitée—Piedmont Golf & Country Club, Limited", incorporated by letters patent dated October 24, 1961, changing its name into that of "Club de Golf Mont Gabriel, Inc.—Mont Gabriel Golf Club, Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

14867-61 — 1159/53

**Commercial Administration Inc.  
Administration Commerciale Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1963, à la compagnie « Commercial Administration Inc.—Administration Commerciale Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

12502-60 — 1160/7 2 517

**Commercial Administration Inc.  
Administration Commerciale Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Commercial Administration Inc.—Administration Commerciale Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$80,000, the additional share capital being divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

12502-60 — 1160/7

**Edlaff Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 février 1963, à la compagnie « Edlaff Limited », augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 1698-34 — 1158/112

**Foam Specialty Supply Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 février 1963, à la compagnie « Foam Specialty Supply Inc. », augmentant son capital de \$20,000, à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 11899-62 — 1159/54

**Fonderie St-Hyacinthe Foundry Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 février 1963, à la compagnie « Fonderie St-Hyacinthe Foundry Ltd. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° convertissant 250 actions ordinaires de \$100 chacune en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 42467-53 — 1160/9

**Les Formes & Supports Économiques Inc.  
Economic Forms & Supports Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 février 1963, à la compagnie « Les Formes & Supports Économiques Inc. — Economic Forms & Supports Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$35,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 11733-62 — 1160/10

**Gala Manufacturing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

**Edlaff Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Edlaff Limited", increasing its capital from \$20,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 6,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 1698-34 — 1158/112

**Foam Specialty Supply Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Foam Specialty Supply Inc.", increasing its capital stock of \$20,000, to \$40,000, the additional capital stock being divided into 2,000 common shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 11899-62 — 1159/54

**Fonderie St-Hyacinthe Foundry Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fonderie St-Hyacinthe Foundry Ltd.", 1. extending its powers; 2. converting 250 common shares of \$100 each into 250 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 42467-53 — 1160/9

**Les Formes & Supports Économiques Inc.  
Economic Forms & Supports Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Formes & Supports Économiques Inc. — Economic Forms & Supports Inc.", increasing its capital stock from \$10,000 to \$35,000, the additional share capital being divided into 1,500 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 11733-62 — 1160/10

**Gala Manufacturing Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1963, à la compagnie « Rona Lee Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de janvier 1958, changeant son nom en celui de « Gala Manufacturing Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 10059-58 — 1159-55

#### Germer Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 octobre 1962, à la compagnie « Pot aux Fèves Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de février 1958, changeant son nom en celui de « Germer Holdings Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 10347-58 — 1159/56

#### Girard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er février 1963, à la compagnie « Girard Inc. », 1° subdivisant 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune en 2,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et 250 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune en 2,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions rattachés à ses actions privilégiées classe « A » et classe « B »; 3° augmentant son capital de \$100,000 à \$250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 5214-50 — 1159/122

#### Hébert Adjustment Bureau Ltd. Bureau d'Adjustement Hébert Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « Hébert Adjustment Bureau Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1953, changeant son nom en celui de « Hébert Adjustment Bureau Ltd.—Bureau d'Adjustement Hébert Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 19682-53 — 1159/93

ry, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rona Lee Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of January, 1958, changing its name to that of "Gala Manufacturing Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 10059-58 — 1159/55

#### Germer Holdings Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pot aux Fèves Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1958, changing its name to that of "Germer Holdings Corp."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 10347-58 — 1159/56

#### Girard Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Girard Inc.", 1. subdividing 500 common shares of \$100 each into 5,000 common shares of \$10 each, 250 preferred shares class "A" shares of \$100 each into 2,500 preferred class "A" shares of \$10 each and 250 preferred class "B" shares of \$100 each into 2,500 preferred class "B" shares of \$10 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to its preferred class "A" shares and class "B" shares; 3. increasing its capital stock from \$100,000 to \$250,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of \$10 each, 2,500 preferred shares class "A" of \$10 each and into 2,500 preferred class "B" shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 5214-50 — 1159/122

#### Hébert Adjustment Bureau Ltd. Bureau d'Adjustement Hébert Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hébert Adjustment Bureau Ltd.", incorporated by letters patent on August 24, 1953, changing its name to "Hébert Adjustment Bureau Ltd.—Bureau d'Adjustement Hébert Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 19682-53 — 1159/93

**Immeubles Nelson Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1963, à la compagnie « Immeubles Nelson Inc. », 1° réduisant son capital de \$15,000 à \$2,500, le capital-actions annulé étant divisé en 350 actions ordinaires de \$10 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$2,500 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 850 actions ordinaires de \$10 chacune et en 890 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 13922-60 — 1160/30

**Immeubles Nelson Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Immeubles Nelson Inc.", 1. reducing its capital stock from \$15,000 to \$2,500, the cancelled share capital being divided into 350 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$2,500 to \$100,000, the additional share capital being divided into 850 common shares of \$10 each and 890 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 13922-60 — 1160/30

**The Italian Room Shoe Salon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 janvier 1963, à la compagnie « The Italian Room Shoe Salon Inc. », augmentant son capital-actions de \$6,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,400 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 11144-62 — 1159/57

**The Italian Room Shoe Salon Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Italian Room Shoe Salon Inc.", increasing its capital from \$6,000 to \$50,000, the additional capital stock being divided into 1,400 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 11144-62 — 1159/57

**Juvénat de-la-Salle**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 février 1963, à la corporation « Juvénat du Mont-de-la-Salle », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 avril 1961, changeant son nom en celui de « Juvénat de-la-Salle ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o 11378-61 — 1159/96

**Juvénat de-la-Salle**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Juvénat du Mont-de-la-Salle", incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 28, 1961, changing its name to "Juvénat de-la-Salle".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517 11378-61 — 1159/96

**Mija Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1963, à la compagnie « Mija Corporation », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 15773-60 — 1159/47

**Mija Corporation**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mija Corporation", amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 15773-60 — 1159/47

**Mill-Cloak Mfg. Inc.**

F Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Mill-Cloak Mfg. Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1963, à la compagnie « Mill-Cloak Mfg. Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
14017-62 — 1159/48

2517

#### Les Pieds Légers (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 janvier 1963, à la corporation « Club Social Drummond Inc. », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er décembre 1944, changeant son nom en celui de « Les Pieds Légers (1963) Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
4941-44 — 1159/60

2517-o

#### Placements Marthe Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1963, à la compagnie « Placements Marthe Gagnon Ltée », augmentant son capital de \$300,000 à \$600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
10163-62 — 1160/19

2517-o

#### Robel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1963, à la compagnie « Robel Construction Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 janvier 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
11891-61 — 1159/137

2517-o

#### Rod Service Ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 février 1963, à la compagnie « Rod Service Ltée-Ltd. », augmentant son capital de \$350,000 à \$800,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
5796-47 — 1160/32

2517-o

ters patent, bearing date the 8th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mill-Cloak Mfg. Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
14017-62 — 1159/48

2517-o

#### Les Pieds Légers (1963) Inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Club Social Drummond Inc.", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated December 1, 1944, changing its name into that of "Les Pieds Légers (1963) Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
4941-44 — 1159/60

2517

#### Placements Marthe Gagnon Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Placements Marthe Gagnon Ltée", increasing its capital stock from \$300,000, to \$600,000, the additional share capital being divided into 3,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
10163-62 — 1160/19

2517

#### Robel Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Robel Construction Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
11891-61 — 1159/137

2517

#### Rod Service Ltée-Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rod Service Ltée-Ltd.", increasing its capital stock from \$350,000 to \$800,000, the additional capital stock being divided into 4,500 preferred shares class "B" of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
5796-47 — 1160/32

2517

**Sugermor Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 février 1963, à la compagnie « Sugermor Holdings Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 12671-59 — 1159/61

**Sugermor Holdings Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sugermor Holdings Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 12671-59 — 1159/61

**Towne Auto Leasing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 février 1963, à la compagnie « Towne Auto Leasing Inc. », 1° diminuant son capital de \$100,000 à \$5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° subdivisant 500 actions ordinaires de \$10 chacune en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 février 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517 13617-62 — 1160/33

**Towne Auto Leasing Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Towne Auto Leasing Inc.", 1. reducing its capital from \$100,000 to \$5,000, the capital stock annulled being divided into 2,000 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$100 each; 2. subdividing 500 common shares of \$10 each into 5,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517-o 13617-62 — 1160/33

**Actions en séparation de biens**

**Meunier vs Rouillier**

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 599868. Dame Florence Meunier, ménagère, de la ville de Laprairie, comté de Laprairie, district de Montréal, épouse légalement commune en biens de Marcel Rouillier, contracteur, des mêmes lieux, demanderesse, vs Marcel Rouillier, contracteur, de la ville de Laprairie, comté de Laprairie, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 mars 1963.

Montréal, le 27 mars 1963.

*Le Procureur de la demanderesse.*  
ME BERNARD LEFEBVRE, C.R.

2518-o

**Actions for separation as to property**

**Meunier vs Rouillier**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 599868. Dame Florence Meunier, housewife, of the town of Laprairie, county of Laprairie, district of Montreal, wife legally common as to property of Marcel Rouillier, contractor, of the same places, plaintiff, vs Marcel Rouillier, contractor, of the town of Laprairie, county of Laprairie, district of Montreal, defendant.

An Action in separation as to property has been instituted in this cause on March the 26, 1963.

Montreal, March 27, 1963.

ME BERNARD LEFEBVRE, Q.C.,  
*Attorney for plaintiff.*

2518-o

**Tremblay vs Lefebvre**

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 121-852. Dame Yvette Tremblay, ménagère, épouse commune en biens d'Adrien Lefebvre, domiciliée et résidant à 310 Latourelle des cité et district de Québec, demanderesse; vs Adrien Lefebvre, résidant à 310 Latourelle, des cité et district de Québec, défendeur.

Prenez avis que la demanderesse a institué une poursuite en séparation de biens dans la présente instance.

Québec, ce 25 mars 1963.

*Le Procureur de la demanderesse,*  
PAUL DION.

2521-o

**Tremblay vs Lefebvre**

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 121-852. Dame Yvette Tremblay, housewife, wife common as to property of Adrien Lefebvre, domiciled and residing at 310 Latourelle in the city and district of Quebec, plaintiff; vs Adrien Lefebvre, residing at 310 Latourelle, of the city and district of Quebec, defendant.

Take notice that the plaintiff has instituted action for separation as to property in the present instance.

Quebec, March 25, 1963.

PAUL DION,  
*Attorney for the plaintiff.*

2521

## Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 449

Québec, le 19 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les plans différés de participation aux bénéfices, la Loi de l'impôt provincial sur le Revenu et la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 12 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (2-3 Elizabeth II, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déclarer quels montants peuvent être exclus du calcul du revenu d'un contribuable;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 13 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer les déductions qui peuvent être faites à l'encontre du revenu d'un contribuable;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la Loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33), le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, sur la recommandation du ministre, à changer ou modifier les impôts prévus par ladite loi;

ATTENDU QUE l'article 79c de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu prévoit, relativement aux plans différés de participation aux bénéfices, que

a) les sommes réparties par le fiduciaire ne sont pas comprises dans le revenu d'un contribuable qui participe au plan avant l'année où elles sont reçues,

b) aucun impôt n'est payable par le fiduciaire sur le revenu imposable du fonds de la fiducie créée pour mettre à exécution un plan différé de participation aux bénéfices, et

c) un employeur peut déduire, en calculant son revenu de l'année, une somme qui, ajoutée à sa contribution, s'il en verse une, aux termes d'un plan de pension, ne dépasse pas \$1,500 par employé;

ATTENDU qu'il est d'intérêt général d'adopter des dispositions semblables à celles contenues dans l'article 79c de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Revenu:

QUE les dispositions de l'article 79c de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu s'appliquent *mutatis mutandis*:

a) dans l'application de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu, aux contribuables qui participent, comme employeurs ou employés, à des plans différés de participation aux bénéfices ainsi qu'aux revenus reçus par les fiduciaires de ces plans, à compter de l'année d'imposition 1962;

b) dans l'application de la Loi de l'impôt sur les corporations aux compagnies qui participent à des plans différés de participation aux bénéfices pour les années financières de ces compagnies terminées après le premier janvier 1962.

JACQUES PRÉMONT,

2538-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 492

Québec, le 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

## Orders in Council

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 449

Quebec, March 19, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING deferred profit sharing plans, the Provincial Income Tax Act and the corporation tax act.

WHEREAS under section 12 of the Provincial Income Tax Act, (2-3 Elizabeth II, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to declare what amounts are to be excluded in computing the income of a taxpayer;

Whereas, under section 13 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the deductions that may be made from the income of a taxpayer;

WHEREAS under section 32 of the Corporation Tax Act (11 George VI, chapter 33), the Lieutenant-Governor in Council is authorized, upon the recommendation of the Minister, to change or modify the taxes provided by the said Act;

WHEREAS section 79c of the Federal Income Tax Act, concerning deferred profit sharing plans, provides that

a) amounts allocated by the trustee shall not be included in the income of a taxpayer who is a beneficiary under the plan until the year in which they are received, and

b) no tax shall be payable by the trustee, on the taxable income of the fund of the trust created to carry into effect a deferred profit sharing plan;

c) an employer may deduct in computing income for the year an amount which, when added to his contribution, if any, under a pension fund or plan, does not exceed \$1,500 per employee;

WHEREAS, it is in the public interest to adopt measures similar to those of section 79c of the Federal Income Tax Act.

WHEREOF, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the provisions of section 79c of the Federal Income Tax Act shall apply *mutatis mutandis*:

a) in the carrying out of the Provincial Income Tax Act, to taxpayers participating, as employers or employees, in deferred profit sharing plans and also to the income received by trustees under these plans, as from the taxation year 1962;

b) in the carrying out of the Corporation Tax Act, to companies participating in deferred profit sharing plans, with respect to the financial years of these companies ending after the 1st of January 1962.

JACQUES PRÉMONT,

2538-o Associate Clerk of the Executive Council.

Order in Council  
Executive Council Chamber

Number 492

Québec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

L'Association des Constructeurs du Nord-Ouest Québécois;

L'Association des Constructeurs du Nord-Ouest Québécois;

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 février 1963;

Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda; for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 9, 1963;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

WHEREAS the provisions of the agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the petition;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

ATTENDU qu'il est opportun d'établir des clauses normatives identiques pour les employeurs et les salariés des différents métiers concernés dans la juridiction territoriale déterminée dans ladite requête;

WHEREAS it is advisable and proper to determine identical standard clauses for the employers and employees of the various trades concerned, in the territorial jurisdiction determined in the said agreement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 février 1963.

THAT the said petition be accepted, in pursuance of the provisions of section 6 of the Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 9, 1963.

Sont acceptées comme parties co-contractantes de première part:

Are accepted as co-contracting parties of the first part:

La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, section de l'Abitibi;

La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec, section de l'Abitibi;

La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section Abitibi);

La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section Abitibi);

CHAPITRE 1

CHAPTER 1

I. Définitions: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) Le mot « apprenti » désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le décret.

a) The word "apprentice" means an employee who learns any one of the trades governed by the decree.

b) Les mots « apprenti plombier » ont le même sens que celui qui leur donné dans la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie, (S.R.Q. 1941, chapitre 173 et amendements).

b) The term "plumber apprentice" has the same meaning as that given to it in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173 as amended).

c) Le terme « chantier de construction » désigne l'endroit ou le lieu où est exécuté un ou des travaux définis à l'article III.

c) The words "construction site" mean the place where one or more of the operations defined in article III are carried out.

d) Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces en bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations

d) The words "carpenter-joiner" mean an employee whose work is concerned with the assembling of pieces of wood and composition wall board, carpentry work, the repairing of

des objets en bois, pose le bardeau, le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, fabrique et démonte les échafaudages, fait l'assemblage de toute pièce de bois ou métal sur un chantier de construction y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), y compris le brochage et le battage des formes, posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, « weather-strips », bardeau de bois ou de composition, divisions en acier et d'ameublements, tels que comptoirs et tablettes, y compris le posage de plancher de bois franc, qui utilise une scie mécanique ou toute machine nécessaire à la préparation du bois sur un chantier de construction et qui fait tout autre travail connexe.

e) Le mot « contremaitre » désigne tout salarié qui a l'autorité de donner des ordres à d'autres salariés sur un chantier de construction.

f) Le mot « entrepreneur » désigne toute personne, physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

Le mot « entrepreneur » désigne également toute personne, compagnie, association ou corporation ayant habituellement des salariés permanents exécutant des travaux mentionnés à l'article III.

g) Le terme « compagnon électricien » désigne tout salarié qui détient une licence « C » en exécution de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques (S.R.Q. 1941, chapitre 172 et amendements).

h) Le mot « gardien » désigne tout salarié préposé, de jour ou de nuit, à la surveillance des immeubles en construction, des outils y employés et des matériaux utilisés ou à l'être, du chauffage, des installations de toile ou autres, à la prévention des incendies, au maintien de l'ordre sur un chantier de construction, dans les camps, édifices ou bâtiments sur lesdits lieux. Il devra poinçonner sur demande de l'employeur.

i) Le terme « installations électriques » désigne toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique ou de force motrice électrique, les installations de paratonnerres, y compris dans tous les cas les fils, conduits, accessoires, dispositifs, câbles et appareils électriques, formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du courant l'alimentant.

j) Le mot « manoeuvre » désigne tout salarié préposé à la préparation manuelle du mortier, célanite ou au transport à la brouette de toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseaux, les hommes préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons, les préposés aux malaxeurs, des plâtriers ainsi que les préposés à la manutention du ciment en vrac.

k) Le terme « mécanicien de machines fixes » désigne tout salarié qui opère sur un chantier de construction une chaudière ayant plus de quinze (15) livres de pression par pouce carré.

l) Le terme « mécanicien en tuyauterie » a le même sens que lui donne la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q., 1941, chapitre 173 et amendements).

m) Le terme « mécanicien de générateur de vapeur » désigne tout salarié qui fait l'installation et l'alignement d'appareils à mouvements alter-

wooden articles and the laying of tarred paper and of felt, asbestos or other shingles, the erection and dismantling of scaffoldings, the assembling of any pieces of wood or metal on a construction site, including the following operations: concrete forms made on the job or in the shop, including forms tying and footing, setting of screens (wood or metal), windows, windowframes, weatherstrips, wood or composition shingles, steel and equipment partitions, such as counters and shelving, including the laying of hardwood floors, the operation of a power saw or of any woodworking machine on a construction site and any other occupation connected therewith.

e) The word "foreman" means an employee authorized to give orders to other employees on a construction job.

f) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or hiring one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

The word "contractor" also means any person, company, association or corporation habitually employing permanent wage-earners to perform operations mentioned in article III.

g) The term "electrician journeyman" means an employee holding license "C" under the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941, chapter 172, as amended).

h) The word "watchman" means an employee whose work, by day or night, is concerned with the watching of buildings under construction, tools and materials used or to be used, heating apparatus and canvas installations, or with fire prevention or with maintaining order on a job, in camps or buildings on the construction site. He shall punch a clock if the employer so requires.

i) The words "electrical installations" mean all installations for purposes of electrical lighting and heating, power installations, lightning-rod installations, including in all cases wires, cables, conduits, accessories, devices and electrical apparatus included in the installation itself, connected with it or used in the connection of the installation with the supply service; the said connection shall be fixed to the wall of the building or construction nearest to the supply service.

j) The word "labourer" means a worker doing the manual preparation or the conveying with a wheel-barrow of mortar, celanite or any other similar material used in the construction industry, and includes hod carriers and men whose work is to assist bricklayers, masons, mixer operators and plasterers, including the employee handling bulk cement.

k) The words "stationary engineman" mean any employee who operates, on a construction site, a boiler where the pressure exceeds fifteen (15) pounds per square inch.

l) The words "pipe mechanic" have the same meaning as is given to them in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments).

m) The words "steam generator mechanic" mean an employee who does the installation and lining up of alternating or rotating ma-

natifs ou rotatifs, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toute machine à combustion ou autre utilisée pour la production de la vapeur.

n) Le terme « mécanicien d'installations à vapeur ou à eau chaude » désigne tout salarié préposé à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de pas plus de vingt (20) pieds carrés.

o) Le terme « ouvrier en construction (Millwright) » désigne tout salarié préposé à l'installation et/ou à l'entretien de machinerie fixée en permanence ou à titre d'expérience sur un chantier de construction ou dans une usine.

p) Le terme « salaire minimum » signifie le taux spécifié dans le décret.

q) Le terme « salaire régulier » signifie le taux de salaire convenu entre l'employé et son employeur ou le représentant de ce dernier, si tel taux de salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret.

r) Le terme « salaire et demi par rapport au salaire régulier » désigne la rémunération que doit verser un employeur à son ou ses salariés pour les heures supplémentaires de travail. La base de calcul doit être le salaire ou le taux convenu s'il est supérieur au minimum fixé dans le décret. En l'absence de toute convention stipulant un taux de salaire supérieur, le taux minimum du décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération du surtemps.

s) Le terme « salaire double par rapport au salaire régulier » signifie que la rémunération du salarié pour le travail accompli les dimanches ou jours fériés, doit être le double du salaire ou taux convenu pour les heures régulières de travail, si tel salaire ou taux convenu est supérieur au taux minimum fixé par le décret. En l'absence de toute convention stipulant un taux supérieur, le taux minimum du décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération pour le travail accompli les dimanches et jours fériés.

t) Le mot « briqueteur » désigne tout salarié qui pose la brique, le terracotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse, le bloc de béton et tout autre élément de maçonnerie et qui tire les joints.

u) Le mot « journalier » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

v) Le mot « maçon » désigne tout salarié qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit et qui tire les joints.

w) Le mot « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, tels que finition du blanc, posage de la célanite, du ciment de finition ou roulé, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre, ou encore le mélange du blanc de chaux avec le ciment blanc, prépare les moulures, c'est-à-dire pose les règles pour faire le « poussage » des moulures et qui fait le posage des baguettes de coins métalliques dans le plâtre, la célanite ou le ciment.

chinery, such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and any fuel burning or other machinery used for the production of steam.

n) The words "steam or hot water mechanic" mean an employee working at the installation of stokers in furnaces with a horizontal heating surface of twenty (20) feet and less.

o) The word "millwright" means any employee whose work is concerned with the installation and maintenance of machinery installed permanently or for experimental purposes on a construction site or in a shop.

p) The term "minimum wage rate" means the rate mentioned in the decree.

q) The term "regular wage rate" means the wage rate agreed upon between the employee and his employer or representative of the employer, when such rate is higher than the minimum one determined by the decree.

r) The term "time and one half based on the regular rate" means the remuneration to be paid by an employer to his employee or employees for overtime hours worked. The basis for computing the said remuneration shall be the wage or rate agreed upon if it is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the decree shall be the basis for computing overtime remuneration.

s) The term "double time based on the regular rate" means that the employee's remuneration for time worked on Sunday and holidays shall be double the rate agreed for regular hours of work when such rate agreed is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the decree shall be the basis for computing the remuneration for time worked on Sunday and holidays.

t) The word "bricklayer" means an employee who lays brick, terracotta, gypsum blocks, artificial stone, concrete blocks and other masonry material and who does joint pointing.

u) The words "common worker" mean a worker who does common or general work.

v) The word "mason" designates an employee who lays natural or artificial stone, granite, and who does joint pointing.

w) The word "plasterer" designates a worker who does plaster coating operations, such as the finishing of plaster, the laying of celanite, cement (finishing or rolled cement), mortar, stucco, plaster mouldings, the setting and casting of ornaments, who mixes lime with plaster or with white cement, who prepares mouldings, that is to say, lays the beads to run mouldings and lays metal corner rods in plaster, celanite or cement.

## CHAPITRE 2

### *Jurisdiction territoriale, jurisdiction industrielle, exemptions*

II. Le décret s'applique aux districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda qui sont divisés en deux zones économiques comme suit:

*Zone I:* Le district électoral de Rouyn-Noranda, les cités ou villes de Malartic, Val d'Or,

## CHAPTER 2

### *Territorial jurisdiction, industrial jurisdiction, exemptions*

II. The decree shall apply to the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda divided into two economic zones, as follows:

*Zone I:* The electoral district of Rouyn-Noranda, the cities or town of Malartic, Val

Bourlamaque, Chibougamau et Chapais avec un rayon de dix (10) milles de leurs limites, de même que la région minière connue sous le nom de « Mattagami ».

*Zone II:* Le reste de la juridiction territoriale.

**III. Juridiction industrielle:** a) Le décret s'applique à tous les travaux de construction de bâtiments et de génie, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles exécutés par les ouvriers qu'il vise.

Il s'applique, entre autres, à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavage, de rues et de routes, chemins, posage d'asphalte, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, dalles et chutes, nivellement et terrassement, murs de soutènement, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, systèmes de plomberie, systèmes de chauffage, installations électriques, systèmes de climatisation et de ventilation, installations de machineries, lignes de distribution d'électricité ou de réseaux téléphoniques et à tout autre travail de même nature ou connexe.

b) Le décret s'applique aussi à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173) et à toute installation en tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant la compétence et l'habileté d'un mécanicien en tuyauterie, exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux d'installation, de réparation et de rénovation.

c) Il s'applique également à tous les employeurs et salariés exécutant des travaux de tous genres avec du liège et de l'amiante pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolation, se rattachant au métier de mécanicien en tuyauterie. Les salariés qui participent à ces opérations doivent être payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans le décret et ce, pour les fins d'installation et de service.

d) Le lavage et le nettoyage préparatoires aux travaux de peinture et de décoration faits à l'intérieur ou à l'extérieur des églises, chapelles ainsi qu'à tout autre édifice public sont assujétis au décret et les salariés qui y sont employés sont considérés comme des journaliers.

e) Le décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs, de même que l'installation de structures ou charpentes métalliques.

**IV. Exemptions:** a) L'industrie de la pulpe et du papier, l'industrie du bois de sciage, l'industrie de génération d'énergie électrique sont exemptés des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien de leurs propriétés, mais à condition qu'une convention collective de travail particulière négociée avec une union *bona fide* soit en vigueur et que telle convention particulière accorde aux salariés concernés des avantages supérieurs à ceux fixés dans le décret.

b) Les travaux visés par les ordonnances numéros 30 (bois de sciage) et 39 (opérations forestières) de la Commission du Salaire Minimum ne sont pas assujétis au décret.

c) L'exploitation des mines est exemptée du décret.

Les compagnies minières dont les employés régis par une convention collective particulière prévoyant des conditions au moins équivalentes à celles du décret en sont exemptées, sauf pour les travaux exécutés par des entrepreneurs ou des sous-traitants.

d'Or, Bourlamaque, Chibougamau and Chapais and a radius of ten (10) milse from their limits and the mining district known as "Mattagami"

*Zone II:* The remainder of the territorial jurisdiction.

**III. Industrial jurisdiction:** a) The decree shall apply to all works pertaining to construction, building and engineering, including the installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, moving of buildings performed by the workers it governs.

It shall extend, but shall not be limited to all work it connection with buildings, immoveables, scaffoldings, paving of streets and highways, roads, asphalt laying, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, flumes and chutes, levelling and earthwork, retaining walls, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, air conditioning and ventilating systems, machinery installations, electrical transmission or telephone system lines and to any other work of the same kind or connected therewith.

b) The decree shall also apply to any work governed by the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173) and to any installation of piping, immovable or portable, for any use whatsoever, requiring the skill and competency of a pipe mechanic, performed inside or outside any building, including installation, repair and renovation works.

c) It shall also apply to all employers and employees doing all kinds of work with cork or asbestos for refrigerating, heating or insulating purposes connected with the pipe mechanic trade. Workers carrying out such operations shall be paid according to the rates of wages established for their category in the decree for both installation and service purposes.

d) Washing and cleaning done prior to painting and decorating operations inside or outside churches, chapels or any other public building, shall be governed by the decree and all male employees doing such work are considered as labourers.

e) The decree shall also apply to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks, and to the installation of metal structures or frame-work.

**IV. Exemptions:** a) The pulp and paper, lumber and power industries are exempt from the provisions of the decree as regards the maintenance of their properties provided a private collective labour, agreement entered into with a *bona fide* union, be in force and establish working conditions more advantageous than the ones provided for in the decree.

b) All operations governed by Ordinances number 30 (lumber industry) and 39 (Forest operations) of the Minimum Wage Commission, are not governed by the decree.

c) The operations of mines is exempt from the provisions of the decree.

Mining Companies whose employees are governed by a collective agreement which provides for conditions at least equivalent to those of the decree are not subject to the decree, except for works executed by contractors or sub-contractors.

d) Les compagnies de chemins de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau, si ces derniers sont déjà régis par une convention collective particulière prévoyant des conditions équivalentes ou supérieures à celles fixées dans le décret.

e) Les cités, villes et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égouts, de pavages, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. Cependant, l'exemption ne s'applique pas aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales ou scolaires.

f) Le décret ne s'applique pas aux salariés permanents tels que définis par la Loi de la convention collective qui sont préposés à l'entretien d'un établissement industriel ou commercial.

g) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement provincial, y compris les pontceaux, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret.

Cette exemption ne s'applique pas toutefois aux travaux de construction de ponts, viaducs, tunnels et édifices publics, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés.

### CHAPITRE 3

#### *Durée du travail, temps supplémentaire, jours chômés, salaires, vacances payées*

V. *Durée du travail*: a) La durée maximum du travail au taux régulier est de dix (10) heures par jour les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de cinq (5) heures le samedi avant-midi.

Toutefois, dans la région de Mattagami il sera loisible de travailler durant cinq (5) heures le samedi après-midi au taux régulier.

b) Tout travail exécuté en plus du nombre d'heures quotidiennes régulières, ainsi que le samedi après-midi dans la Zone I, est considéré comme du temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans le cas des gardiens.

Toutefois, pour les travaux exécutés à plus de vingt-cinq (25) milles des limites des cités et villes comprises dans la Zone I, lorsqu'il s'agit de travaux destinés à l'exploitation des pouvoirs d'eau, à l'aménagement d'établissements industriels ou à la défense nationale, les dispositions concernant le salaire et demi par rapport au salaire régulier ne s'appliqueront pas pour le samedi après-midi. Cependant, dans aucun cas, la durée hebdomadaire de travail ne doit excéder soixante (60) heures au taux régulier.

c) *Jours chômés*: Dans les zones I et II, il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre.

d) Railroad companies are not governed by the decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a private collective agreement with the said railroad companies providing for conditions either equivalent to or more advantageous than those established by the decree.

e) The cities, towns and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying out the same works on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal or school corporation.

f) The decree shall not apply to permanent employees, as defined in the Collective Labour Agreement Act, whose work is concerned with the maintenance of an industrial or commercial establishment.

g) Road operations carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, including culverts, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the present decree.

However, bridge, tunnel, viaduct and public building construction operations carried out for any one of such departments shall be subject to the decree.

### CHAPTER 3

#### *Duration of work, overtime, holidays, wages, vacation with pay*

V. *Duration of work*: a) The maximum duration of work at regular rates shall be ten (10) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and five (5) hours on Saturday morning.

However, in the region of Matagami, work is permitted during five (5) hours on Saturday afternoon at straight time.

b) Except for watchmen, all time worked in zone I in excess of the number of regular daily hours as well as time worked on Saturday afternoon, shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half based on the regular rate.

However, outside the cities and towns comprised in zone I and a radius of twenty-five (25) miles from their limits, in the case of operations concerned with the exploitation of hydraulic resources, with the setting up of industrial establishments or with National Defence, the provisions concerning time and one half rates shall not apply to time worked on Saturday afternoon. However, the regular duration of work at regular rates shall never exceed sixty (60) hours.

c) *Holidays*: In zones I and II, there shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, January 2, Good Friday, St-Jean Baptiste Day, Labour Day, Christmas Day and December 26.

Tout travail régi par le décret et exécuté durant les jours mentionnés au paragraphe précédent doit être rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier, excepté dans le cas des gardiens.

d) La construction de routes, les travaux de nivellement, de terrassement, le posage d'asphalte et l'excavation à caractère résidentiel, à cause de leur caractère saisonnier bénéficient des conditions suivantes:

La semaine régulière de travail pour les salariés qui y sont employés est de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail. Tout travail exécuté en plus de ce nombre de soixante (60) heures pendant une même semaine de calendrier doit être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans le cas des gardiens.

e) Pour les travaux d'isolation (laine minérale sous pression ou en coussins), les polisseurs de terrazzo, les tireurs de joints et les maçons appelés à travailler à plus de quarante (40) milles de la localité où ils résident, pourront travailler plus de dix (10) heures dans une même journée sans temps supplémentaire, pourvu que leur semaine de travail ne dépasse pas soixante (60) heures.

VI. *Taux minima de salaires:* a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

All operations governed by the decree and performed on the days mentioned in the foregoing paragraph shall be paid double time computed on the regular wage rate, except in the case of watchmen.

d) The construction of roads, levelling operations, earthworks, asphalt laying and excavating work for residences, being seasonal in character, shall benefit by the following conditions:

The standard work week of employees concerned consists of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of work. Except for watchmen, all time worked in excess of sixty (60) hours in any one calendar week shall be paid at the rate of time and one half based on regular rates of pay.

e) In the case of insulating operations (steel wool in pads or loose) terrazzo polishing, joint pointing, masonry work employees required to work more than forty (40) miles away from the place where they live, may work more than ten (10) hours in the same day without overtime providing their work week does not exceed sixty (60) hours.

VI. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

<i>Métiers ou occupations — Trades</i>	<i>Taux horaires</i> <i>Hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Amianteur — Asbestos layer	\$1.85	\$1.70
Briqueur, maçon — Bricklayer, mason	2.00	1.85
Brûleur — Burner	1.80	1.65
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.90	1.75
Chauffeur de camion à béton (Ready-Mix) — Truck driver (Ready-Mix)	1.60	1.45
Chauffeur de camion de plus de 5 tonnes — Truck driver, over 5 tons	1.60	1.45
Chauffeur de camion de moins de 5 tonnes — Truck driver, under 5 tons	1.55	1.40
Chauffeur de pelle mécanique — Power shovel operator	1.70	1.55
Chauffeur de bouilloire (pitch) — Kettleman (pitch)	1.60	1.45
Couvreur — Roofer	1.75	1.60
Débossleur (véhicules-moteur) sur le chantier — Bodyworker (motor vehicles) on the filed	1.90	1.75
Entrepreneur maître-électricien détenteur de la licence « A » ou « B » et travaillant comme salarié (services personnels) — Contracting master electrician working as an employee and holding license "A" or "B" (personal services)	3.75	3.50
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.90	1.75
Épisseur de câble — Cable splicer	1.85	1.70
Poseur de blancher — Floor maker	1.90	1.75
Électricien (homme de ligne) — Electrician (lineman)	1.75	1.60
Finisseur de ciment (béton) — Cement finisher (concrete)	1.75	1.60
Foreur — Drill operator	1.65	1.50
Foreur (Shaft ou Rase) — Drill operator (Shaft or Rase)	2.00	1.85
Forgeron — Blacksmith	1.70	1.55
Forgeron (préposé aux machines drill-sharpener) — Blacksmith (drill-sharpener) operator	1.90	1.75
Gardien et chauffeur de bouilloires (chaudières) — Watchman and boiler fireman	1.55	1.40
Gréeur — Rigger	1.70	1.55
Huileur (plan de malaxeur) (de pelle) — Mixer plant oiler, Power shovel oiler	1.55	1.40
Isolation (laine minérale sous pression et en coussins) — Insulation (pads and loose)	1.60	1.45
Journalier — Common worker	1.50	1.35
Limeur — Filer	1.85	1.70
Machiniste — Machinist	2.00	1.85
Manoeuvre — Labourer	1.55	1.40
Mécanicien (moteur Diesel et gazoline) — Mechanic (Diesel and gasoline motor)	2.00	1.85
Mécanicien (gazoline seulement) — Mechanic (gasoline only)	1.90	1.75
Mécanicien (machine fixe ou portable) — Engineman (stationary or portable engine)	1.80	1.65
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage, brûleur à l'huile — Pipe mechanic, plumber, steamfitter, oil burner mechanic	1.85	1.70
Compagnon junior — Junior journeyman	1.70	1.55
Mécanicien monteur de générateur électrique — Electric generator mechanic	2.00	1.85
Ouvrier en construction — Millwright	1.70	1.55
Opérateur de scie à disque d'émeri — Emery disc saw operator	1.55	1.40
Opérateur de machine à sabler les planchers — Floor polisher operator	1.75	1.60
Opérateur de concasseur — Crusher operator	1.60	1.45

<i>Métiers ou occupations — Trades</i>	<i>Taux horaires</i> <i>Hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Peintre — Painter	\$ 1.70	\$ 1.55
Peintre (préposé aux machines à asperger) — Spray painter	1.75	1.60
Peintre (lettreur et doreur) — Painter (letterer and gilder)	2.00	1.85
Peintre (travaillant à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur) — Painter (work done outdoors at a height exceeding 45 feet)	2.00	1.85
Plâtrier — Plasterer	2.00	1.85
Préposé au rouleau (asphalte) — Asphalt rooler operator	1.65	1.50
Préposé au ratelage de l'asphalte — Asphalt raker	1.80	1.65
Préposé à la machine à étendre l'asphalte — Asphalt spreader operator	1.80	1.65
Polisseur de terrazzo (à sec) — Terrazzo polisher, dry process	1.90	1.75
Polisseur de terrazzo (humide) — Terrazzo, wet polisher	1.80	1.65
Poteur d'eau (moins de 18 ans) — Water carrier (under 18 years)	0.85	0.70
Poteur d'eau (plus de 18 ans) — Water carrier (above 18 years)	1.50	1.35
Poseur de fenêtres — Window setter	1.65	1.50
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.00	1.85
Poseur de lattes (gypse ou métal) — Lather (gypsum or metal)	1.70	1.55
Poseur de linoleum — Linoleum layer	1.80	1.65
Poseur de fer d'armature — Reinforcing steel erector	1.50	1.35
Poseur de revêtement extérieur en feuilles (moins de 60' de hauteur) — Outside sheathing (less than 60' high)	1.90	1.75
(Plus de 60' et moins de 110' de hauteur) — (More than 60' and less than 110' high)	2.00	1.85
(Plus de 110' de hauteur — More than 110' high)	2.15	2.00
Préposé à la manutention du fer d'armature — Reinforcing steel handler	1.50	1.35
Préposé au pliage du fer d'armature — Reinforcing steel (bending)	1.65	1.50
Poseur et travailleur de fer ornemental — Ornamental steel erector and worker	1.80	1.65
Poseur de marbre — Marble layer	1.80	1.65
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.90	1.75
Poseur de fer structural (travaux de moins de \$25,000.) — Structural steel erector (job of less than \$25,000.)	1.90	1.75
Poseur de tuile céramique — Ceramic tile layer	1.85	1.70
Boutefeux (préposé au sautage des mines) — Blaster	1.80	1.65
Préposé au bélier mécanique — Bulldozer operator	1.70	1.55
Préposé au tracteur — Tractor operator	1.70	1.55
Préposé au tracteur de ferme — Farm tractor operator	1.65	1.50
Préposé aux compresseurs et malaxeurs — Compressor and mixer operator	1.65	1.50
Préposé au malaxeur à béton, 5 verges et plus — Concrete mixer operator (5 yards or more)	1.80	1.65
Préposé aux grues (vapeur, gazoline, huile ou électricité) aux pelles à l'huile, à vapeur, à gazoline ou à l'électricité, aux ponts roulants — Steam, gasoline, oil or electrical crane operator, steam, gasoline, oil or electrical, shovel operator, travelling crane operator	1.85	1.70
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator	1.65	1.50
Préposé aux pompes à béton — Concrete pumps operator	1.85	1.70
Préposé aux pompes à l'eau de tous genres — Water pumps (all kinds) operator	1.65	1.50
Préposé au vibreur à béton — Concrete vibrator operator	1.50	1.35
Préposé au montage et au démontage d'échafauds de fer boulonné — Bolted steel scaffold, erecting and dismantling	1.50	1.35
Préposé à l'installation des murs rideaux — Folding partition erector	1.90	1.75
Soudeur — Welder	1.90	1.75
Soudeur Haute pression — Welder-High pressure	2.15	2.00
Tailleur de granit sur le chantier — Granite cutter (building site)	2.00	1.85
Tireur de joints sur planche murale — Joint pointer (wall boards)	2.00	1.85
Tôlier — Tinsmith	1.80	1.65
	<i>Par semaine</i> <i>Per week</i>	
Chauffeur de camion de service — Service truck driver	\$70.00	\$62.00
Gardien sur le chantier — Watchman on the job	60.00	52.00
Pointeur — Timekeeper	68.10	60.00
Vérificateur de matériaux — Material checker	68.10	60.00
Patrouilleur — Patrolman	60.00	52.00
S'il travaille le dimanche durant sa semaine de travail — If his work week includes Sunday	70.00	62.00

*Majoration:* 1. À compter du 1er juin 1963, tous les taux de salaire qui précèdent doivent être majorés de (\$0.10) dix cents de l'heure.

2. Ils devront également être majorés de (\$0.10) dix cents de l'heure à compter du 1er juin 1964 et d'un autre (\$0.10) dix cents de l'heure à compter du 1er juin 1965.

*Increases:* 1. From June 1, 1963, the above rates of wages shall be increased by ten cents (\$0.10) per hour.

2. They shall also be increased by ten cents (\$0.10) per hour from June 1, 1964 and by an other ten cents (\$0.10) per hour from June 1, 1965.

b) *Salaires minima des apprentis*: Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

*Mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, électriciens*:

1ère année... 45% du salaire du compagnon  
2ème année... 55% du salaire du compagnon  
3ème année... 65% du salaire du compagnon  
4ème année... 80% du salaire du compagnon

*Poseur de terrazzo*:

1ère année... 70% du salaire du compagnon  
2ème année... 80% du salaire du compagnon  
3ème année... 90% du salaire du compagnon

*Polisseur de terrazzo*:

1ère année... 70% du salaire du compagnon  
2ème année... 85% du salaire du compagnon

*Pour tous les autres métiers*:

1ère année... 45% du salaire du compagnon  
2ème année... 60% du salaire du compagnon  
3ème année... 80% du salaire du compagnon

c) *Salaires pour les occupations ou métiers non prévus*: La rémunération de tout salarié exerçant un métier ou occupation non prévu dans le décret doit être d'au moins quinze cents (\$0.15) l'heure de plus que le minimum fixé pour le journalier dans la zone où le travail est exécuté.

d) *Salaires des entrepreneurs-artisans*: Tout entrepreneur qui exécute lui-même un ou des travaux couverts par le décret est considéré comme salarié du métier exercé, et son salaire est fixé conformément au taux de salaire stipulé dans le décret.

e) *Prime d'équipe*: Sur les chantiers utilisant deux (2) ou trois (3) équipes de travailleurs, une prime d'équipe de (\$0.10) dix cents l'heure sera payée à tous les salariés travaillant entre 4 p.m. et 8 a.m.

f) *Avis préalable*: Tout employeur désirant renvoyer ou faire chômer un salarié le jour de travail suivant, doit l'en aviser au moins une heure avant la fin de la journée de travail. À défaut de ce faire, il doit payer à tel salarié qui se rend au lieu de travail, à titre de compensation, (3) trois heures de salaire aux taux qu'il recevait.

La dispositions précédente ne s'applique pas toutefois dans le cas où des salariés travaillant à l'extérieur en sont empêchés par la température.

g) Le salaire est payable en entier toute les deux semaines, dans un délai maximum de dix (10) jours, en monnaie ayant cours légal au Canada ou par chèque payable au pair. Tout salarié mis à pied ou congédié devra recevoir tout ce qui lui revient comme gain la journée même de la mise à pied ou de son congédiement. Sinon tel argent doit lui être expédié par la poste dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent tel congédiement ou mise à pied.

VII. *Vacances payées*: a) Tous les salariés assujettis au décret ont droit, à titre de vacances payées, à une rémunération additionnelle équivalente à 2% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paye chaque semaine. Toutefois, à compter du 1er juin 1963, la rémunération susdite sera portée à 3%.

b) Tout salarié travaillant sur des échafaudages au-dessus de l'eau profonde doit recevoir une majoration de dix (\$0.10) cents l'heure du taux prévu pour son métier ou occupation.

b) *Minimum wages of apprentices*: The following percentages shall determine the minimum wage rates of apprentices in the trades hereafter mentioned:

*Pipe mechanic, steamfitter, electrician*:

1st year... 45% of journeyman's rate  
2nd year... 55% of journeyman's rate  
3rd year... 65% of journeyman's rate  
4th year... 80% of journeyman's rate

*Terrazzo layer*:

1st year... 70% of journeyman's rate  
2nd year... 80% of journeyman's rate  
3rd year... 90% of journeyman's rate

*Terrazzo polisher*:

1st year... 70% of journeyman's rate  
2nd year... 85% of journeyman's rate

*For other trades*:

1st year... 45% of journeyman's rate  
2nd year... 60% of journeyman's rate  
3rd year... 80% of journeyman's rate

c) *Wages for occupations not mentioned*: The remuneration of employees whose trade or occupation is not provided for in the decree shall be at least fifteen (\$0.15) cents more than the minimum hourly rate of common workers in the zone where the work is executed.

d) *Wages of artisan-contractors*: Contractors executing themselves any one of the operations covered by the decree shall be considered as employee of the trade plied and their wages shall be fixed in pursuance of the rates established in the decree.

e) *Shift premium*: On construction contracts employing two (2) or three (3) shifts of workers, a shift premium of ten (\$0.10) cents per hour shall be paid to all employees working between 4:00 p.m. and 8:00 a.m.

f) *Notice*: Every employer who wishes to dispense with the services of an employee the following work day shall so inform that employee at least one hour before the end of his work day. Should the employer neglect to inform his employee, as above mentioned, and should such employee come back to work the following day, the employer shall pay him a minimum of three (3) hours' pay.

This provision shall not apply when employees whose work is outside are kept from working by untoward weather conditions.

g) Wages shall be paid entirely every two weeks, within a maximum delay of ten (10) days, with Canadian currency or by cheque payable at par. Every employee who is dismissed or suspended shall receive all sums due to him on the very day of his dismissal or suspension. Otherwise, such money shall be mailed to him within twenty-four (24) hours.

VII. *Vacation with pay*: a) All employee governed by the decree are entitled to a vacation pay equal to 2% of the wages earned. Employers shall remit the vacation pay to their employees together with their pay, every week. However, from June 1, 1963, the said vacation pay shall be increased to 3%.

b) Employees working on scaffoldings above deep water shall be paid ten (\$0.10) cents more per hour than the rate established for their trade or occupation.

e) Tout salarié travaillant dans un caisson ouvert ou un tunnel à plus de vingt (20) pieds de profondeur doit recevoir une majoration de vingt cents (\$0.20) l'heure du taux prévu dans le décret pour son métier ou occupation.

e) Employees working in open caissons or in tunnels more than twenty (20) feet deep shall be paid twenty (\$0.20) cents more per hour than the rate established in the decree for their trade or occupation.

CHAPITRE 4

CHAPTER 4

Dispositions relatives à l'apprentissage

Provisions concerning apprenticeship

VIII. a) Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus; il doit également ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans.

VIII. a) No apprentice, in any one of the building trades shall begin his apprenticeship before being sixteen (16) or after twenty-five (25) years of age.

b) Tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu spécialement à cette fin par le Comité paritaire, lequel registre doit mentionner les nom, prénoms, l'âge, le métier et l'adresse de l'apprenti; il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de la continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période de son apprentissage.

b) All the apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Parity Committee. The said register shall mention the name, age, trade and address of the apprentice; it shall also give the date of the beginning of apprenticeship, the proof of continuity of training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of his apprenticeship.

c) Un apprenti ne peut travailler sans être accompagné d'un compagnon de son métier.

c) An apprentice shall not work when not accompanied by a journeyman of his trade.

d) Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail n'est pas satisfaisant.

d) No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work does not prove satisfactory.

e) La pleine période d'apprentissage est la suivante pour les métiers ci-après décrits:

e) The full period of apprenticeship shall be as follows for the following trades:

Métiers	Période d'apprentissage
Amianteur	3 ans
Briqueleur	3 ans
Charpentier-menuisier	3 ans
Maçon	3 ans
Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur	3 ans
Plâtrier	3 ans
Tôlier	3 ans
Poseur de terrazzo	3 ans
Polisseur de terrazzo	2 ans
Tireur de joints	2 ans
Poseur de tuiles et de prélaris (tous genres)	2 ans
Finisseur de ciment	2 ans
Forgeron (construction)	2 ans
Soudeur	2 ans

Trades:	Apprenticeship period
Asbestos layer	3 years
Bricklayer	3 years
Carpenter-joiner	3 years
Mason	3 years
Painter, sprayerman, glazier, decorator	3 years
Plasterer	3 years
Tinsmith	3 years
Terrazzo layer	3 years
Terrazzo polisher	2 years
Joint pointer	2 years
Tile (all kinds) and linoleum layer	2 years
Cement finisher	2 years
Blacksmith (construction)	2 years
Welder	2 years

f) Aucun contrat individuel d'apprentissage ne sera valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

f) No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

g) L'employeur doit s'efforcer d'instruire ses apprentis dans les métiers où ils se spécialisent. Ces derniers devront rendre de bons et loyaux services et prendre soin des outils et matériaux que l'employeur mettra à leurs dispositions.

g) The employer shall do his utmost to train his apprentice in the trades they have chosen. The apprentices shall render good and loyal services; they shall take good care of tools and material supplied by the employer.

h) Aucun employeur n'a le droit d'avoir à son service plus d'un apprenti par deux compagnons, excepté pour les métiers de polisseur de terrazzo, amianteur et tôlier où il pourra y avoir un apprenti par compagnon.

h) No employer may have more than one apprentice to two journeymen with the exception of the trades of terrazzo polisher, asbestos layer and tinsmith where there may be one apprentice to every journeyman.

L'alinéa précédent ne s'applique pas dans le cas des métiers dont l'apprentissage est réglementé par une loi de cette Province.

The preceding paragraph does not apply to trades where apprenticeship is governed by an Act of this Province.

i) Disposition spéciale: Les personnes qui ont appris l'un ou l'autre des métiers visés par le décret en fréquentant une des écoles spécialisées du Département de la Jeunesse ou un centre d'apprentissage du bâtiment, doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

i) Special provision: All persons who have learned any one of the trades governed by the decree by attending a specialized school of the Youth Department or an apprenticeship centre of the building trades, shall be given a credit determined according to the duration of their studies and to the result of their examinations.

## CHAPITRE 5

*Dispositions générales*  
*Déplacement et logement des salariés*  
*Durée du décret*

IX. a) *Transport quotidien*: Tout employeur qui ordonne à un salarié de se rendre exécuter un travail en dehors du chantier habituel doit transporter ou faire transporter à ses frais ledit salarié.

De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur si ce dernier n'a pas averti le salarié que ses services seraient requis en dehors du chantier habituel.

Tout salarié rappelé par son employeur ou le représentant de ce dernier, après sa journée régulière de travail, doit recevoir une rémunération minimum équivalente à une (1) heure au taux de salaire et demi basé sur son salaire régulier.

b) *Gîte et couvert*: Dans les zones I et II, si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert aux salariés qui l'acceptent, il ne peut déduire du salaire de ces derniers plus de \$1.50 par jour.

c) *Transport et pension*: Dans tous les cas où l'employeur ne peut transporter à ses frais, quotidiennement, ses salariés qui travaillent à plus de quarante (40) milles de la localité où ils résident, il devra payer à tels salariés \$3.50 par jour pour le transport hebdomadaire et la pension quotidienne.

X. *Dispositions générales*: a) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un salarié qui s'absente du chantier un dimanche ou un jour de fête d'obligation de sa foi.

b) Lorsqu'un salarié aura travaillé après 6 heures p.m. deux (2) soirs dans la même semaine, il sera libre de refuser de travailler un autre soir après 6 heures p.m.

c) Pour les fins du décret, toute personne à laquelle est confiée du travail à la pièce ou à forfait est un salarié si elle ne fournit pas les matériaux qui y sont utilisés. Celui qui confie le travail est, pour les mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle. Le contrat intervenu doit mentionner tous les détails des travaux à être exécutés et une copie du contrat ou de la convention doit être disponible en tout temps pour fin de vérification par tout représentant du Comité paritaire.

d) Dans tous les métiers où un matériau est substitué au produit régulier et reconnu comme, par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

e) Les salariés de métier employés temporairement, dans la même semaine de calendrier à un autre travail que leur travail régulier, doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

f) Tout employeur est tenu d'inscrire sur une partie détachable du chèque de paye, de l'enveloppe de paye ou sur tout autre document qu'il peut trouver plus convenable ou pratique et qui sera remis au salarié en même temps que sa paye, les détails suivants: la période de paye, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires de ce salarié pendant cette période, le taux régulier du salaire et le détail de toutes les déductions que l'employeur a dû faire à la source.

XII. *Durée du décret*: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur

## CHAPTER 5

*General provisions*  
*Employees transportation and lodging,*  
*duration of the decree*

IX. a) *Daily commuting*: Every employer requiring employees to work at a place other than the usual place of work shall take the employees himself to that other place or pay the transportation expenses.

Also, the noon meal shall be paid by the employer when the employer has not notified his employees the day before that their services would be required at a place other than the usual place of work.

Every employee called back to work by his employer or the latter's representative after his regular work day shall be paid a minimum of one (1) hour at time and one half based on his regular rate of pay.

b) *Room and board*: In zones I and II, when the employer furnished room and board in his establishment to employees who consent thereto, he may not deduct from such employees' wages more than \$1.50 per day.

c) *Board and transportation*: In all cases where an employer cannot transport, daily, at his own expense, the employees who work at a place more than forty (40) miles distant from the place where they live, he shall pay \$3.50 per day for the weekly transport and the daily board.

X. *General provisions*: a) No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, an employee absent from work on Sunday or a feast of obligation of his creed.

b) When an employee has worked after 6:00 p.m. two (2) evenings in the same week, he may refuse to work another evening after 6:00 p.m.

c) Every person to whom job or piece-work is given shall, for the purposes of the decree, be considered as an employee when such person does not supply the materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person. The contract entered into shall mention all details regarding the work to be executed and a written copy of the contract or agreement shall be available at all times to representatives of the Parity Committee.

d) In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity, such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate shall apply.

e) Skilled workers temporarily engaged, in the course of a same calendar week, in other than their regular work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

f) Every employer shall give the following details on the back of the pay cheque, the pay envelope or any other document deemed more convenient or practical which shall be remitted to the employee with his pay: the period of payment, the number of regular and overtime hours worked by the employee during such period, the wage rate and all deductions made by the employer on the pay.

XII. *Duration of the decree*: The decree shall come in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force

jusqu'au 31 décembre 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1965 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit aussi être adressé au Ministre du Travail.

Les modifications à être apportées au décret doivent être soumises à l'autre partie par avis recommandé au moins 45 jours avant la date de l'expiration du décret ou avant la date de l'expiration de son renouvellement automatique.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493

Section « A »

Québec, le 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Sattutsu refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 janvier 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

Le sous-paragraphe « 2°-b) » de l'article XII est radié et remplacé par le suivant:

« 2°-b) Toute personne qui donne ou distribue à une autre personne du travail régi par le décret à être fait ou exécuté à domicile, tel que défini dans le sous-paragraphe « 2°-a) » précédent, est considérée comme un employeur de travailleurs à domicile et doit, au préalable, s'enregistrer valablement à cette fin, à la Commission Conjointe.

Pour être enregistré valablement, tel employeur de travailleurs à domicile doit en faire une demande écrite, par lettre recommandée adressée à la Commission Conjointe, en regard de chaque propriétaire des marchandises, indiquant et comportant:

i. ses nom, prénoms et adresse, et, s'il s'agit d'une société ceux des propriétaires enregistrés de la société et, s'il s'agit d'une corporation, ceux de ses officiers ou agents mandatés.

ii. la place d'affaires *bona fide* du requérant.

iii. les nom, prénoms et place d'affaires *bona fide* de tous les propriétaires des marchandises, à la date de l'enregistrement.

iv. l'autorisation écrite de chacun des propriétaires des marchandises, attestant que ledit propriétaire a autorisé l'employeur de travailleurs à domicile à exécuter ou à faire exécuter

until December 31, 1965. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before December 31 of the year 1965 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Amendments to be made to the decree shall be submitted to the other party at least 45 days before the date of expiration of the decree, or before the date of expiration of its automatic renewal.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493

Section "A"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING some amendments to the decree relating to the dress industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the dress industry in the province of Québec, has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments, relating to the dress industry in the province of Québec;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 12, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

Sub paragraph "2.-b)" of article XII is deleted and is replaced by the following:

"2.-b) All persons who give or distribute work falling under the jurisdiction of this decree to any person to be done or performed in the home as defined in the foregoing paragraph "2.-a)" shall be deemed to be Homework Employers and shall as a condition precedent, effect a valid registration for such purpose with the Joint Commission.

In order to be validly registered such Homework Employers shall, with respect to each owner of the goods, apply by writing forwarded by registered mail to the Joint Commission and shall state and include with such application:

i. the full name and address of the Homework Employer or Employers and if a firm of the registered owners of the firm and if a corporation of its officers and authorized agents.

ii. the *bona fide* place of business of the applicant.

iii. the full name and *bona fide* place of business of all owners of the goods at date of application.

iv. the written authorization of each such owner of the goods declaring that the said owner has authorized the Homework Employer to engage in homework in his behalf, and same shall

du travail à domicile pour son compte. Telle autorisation se continue jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par écrit à la Commission Conjointe.

Sur réception de la demande, la Commission Conjointe doit vérifier les faits y mentionnés et, si la demande est correcte, doit procéder à l'enregistrement de tel requérant comme employeur de travailleur à domicile en regard de chaque propriétaire de marchandises spécifié.

*Avis préalable:* Avant de donner du travail à domicile, chaque employeur de travailleurs à domicile doit, pour chaque modèle de vêtements, enregistrer un avis sur une formule fournie par la Commission Conjointe. Cet avis doit comporter tous les renseignements demandés dans ladite formule, conformément aux parties du paragraphe « 6<sup>a</sup>-a) » du présent article qui s'y rapportent.

*Échantillon:* Tout employeur de travailleurs à domicile doit, avec tel avis préalable, transmettre à la Commission Conjointe, sous pli séparé, un échantillon des modèles dûment marqués et certifiés, afin que la Commission Conjointe puisse déterminer le prix à la pièce à être payé à chaque travailleur à domicile. Tous les échantillons ainsi fournis doivent être retournés au propriétaire dans un délai de dix (10) jours. Si la Commission Conjointe le préfère, elle peut les retenir moyennant paiement du prix régulier de vente de tels échantillons au marchand détaillant.

*Paiement en espèces:* Lorsque chaque travailleur à domicile lui remet son travail, tout employeur de travailleurs à domicile doit lui payer, en espèces tous les salaires dus pour l'exécution de tout travail, suivant le prix à la pièce ou le prix par unité déterminé et établi par la Commission Conjointe.

Dans tout cas de violation d'une des dispositions de l'article XII de ce décret, la Commission Conjointe a le droit d'invalider l'enregistrement de tout employeur de travailleurs à domicile, lequel perd alors le droit de donner directement ou indirectement du travail à domicile.

JACQUES PRÉMONT,

2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493

Section « B »

Québec, le 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et tous ses amendements, y compris toutes les sections incorporées comme dispositions spéciales et complémentaires applicables à certains métiers, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soient prolongés jusqu'au 30 juin 1963.

La présente section remplace la section « C » de l'arrêté en conseil numéro 384 du 12 mars 1963.

JACQUES PRÉMONT,

2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

remain binding until revoked in writing to the Joint Commission.

Upon receipt of such application, the Joint Commission shall verify the facts stated therein and, if found to be in order, shall duly register such applicant as a Homework Employer, with respect to each specified owner of the goods."

*Prior notice:* Each Homework Employer shall as a condition precedent to giving out homework to homeworkers, file for each style of garment, a prior notice form to be supplied by the Joint Commission and which shall contain all the information as set out in the said form in accordance with the relevant portions of paragraph "6.-a)" of this section XII.

*Sample:* Together with such prior notice, each Homework Employer shall, under separate cover, forward to the Joint Commission a sample of the styles duly marked and certified, in order that the Joint Commission may determine the piece work price to be paid to each homeworker. All samples so supplied shall be returned to the owner within a period of ten (10) days or, at the option of the Joint Commission, retained by it upon payment of the regular selling price thereof to the retail merchant.

*Payment in Cash:* Every Homework Employer, upon taking delivery of homework from each homeworker, shall pay such homeworker in cash all wages due for all work done by such homeworker, in accordance with the piece work or unit price as determined and fixed by the Joint Commission.

In the event of a breach of any of the provisions of Section XII of this decree, the Joint Commission shall have the right to invalidate the registration of any such Homework Employer, who shall thereupon no longer have the right to directly or indirectly engage in homework."

JACQUES PRÉMONT,

2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493

Section "B"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 613 of April 6, 1962, and all its amendments, including all sections incorporated in the form of special and complementary provisions applying to certain trades, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be extended until June 30, 1963.

The present section replaces section "C" of Order in Council number 384 of March 12, 1963.

JACQUES PRÉMONT,

2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493  
Section « C »

Québec, le 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 790 du 8 mai 1962, relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1963.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493  
Section « D »

Québec, le 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 janvier 1963;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 419, soit modifié comme suit:

Le deuxième alinéa du paragraphe « d » de l'article II est remplacé par le suivant:

« Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement de la Province de Québec sont assujettis au présent décret. »

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493  
Section « E »

Québec, 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélever le Comité Conjoint des Matériaux de

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493  
Section "C"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT an extension of the duration of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree, number 790 of May 8, 1962, relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, be extended until June 30, 1963.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493  
Section "D"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 419 of April 18, 1957 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 19, 1963;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 419, be amended as follows:

The second sub-paragraph of paragraph "d" of article II is replaced by the following:

"However, bridge, tunnel, viaduct and public building construction operations carried out for any one of the Departments of the Government of the Province of Quebec shall be subject to the decree."

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493  
Section "E"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT the extension of the right to levy of the Building materials Joint Committee,

construction relativement à l'administration du décret régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité Conjoint des Matériaux de construction, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1110 du 10 juillet 1962, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 juillet 1962, relativement à l'application du décret numéro 790 du 8 mai 1962, régissant l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1963, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 493  
Section « F »

Québec, 26 mars 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de détail de Chicoutimi, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2121 du 19 décembre 1962, section « A », publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 décembre 1962, soit amendé en remplaçant aux paragraphes « a » et « c » de la section 1. « Cotisation », les mots « une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% » par les mots « une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% » et en remplaçant le paragraphe « b » de la même section par le suivant:

« b) Les artisans régis par ledit décret numéro 193 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit une cotisation mensuelle de \$1.00. »

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 42

Québec, le 9 janvier 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la pose d'affiches, de panneaux-réclames, d'enseignes lumineuses et l'établissement de cimetières d'automobiles le long des autoroutes et des voies de raccordement.

ATTENDU qu'en vertu des articles 24 et 25A de la Loi des autoroutes (Statuts refondus 1941, chapitre 141A) les affiches, panneaux-réclames, enseignes lumineuses et l'établissement de cimetières d'automobiles sont prohibés le long des autoroutes en deçà d'une distance déterminée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec*;

ATTENDU qu'il est important de protéger les abords et les voies de raccordement des autoroutes contre tout enlaidissement et particulièrement

as regards the administration of the decree governing the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Materials Joint Committee, authorized by a by-law approved by order in council number 1110 of July 10, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* of July 21, 1962, as regards the administration of the decree number 790 of May 8, 1962, governing the ornament iron and bronze industry in the region of Montreal, be extended until June 30, 1963, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 493  
Section "F"

Quebec, March 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi".

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the levy by-law of "Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi", approved by Order in Council number 2121 of December 19, 1962, section "A", published in the *Quebec Official Gazette* of December 29, 1962, be amended by replacing the words "a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1%" appearing in paragraphs "a" and "c" of the section 1. Levy, by the words "a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1%" and by replacing paragraph "b" of the same section by the following:

"b) The artisans governed by the said decree number 193 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. a monthly levy of \$1.00."

JACQUES PRÉMONT,  
2550-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 42

Quebec, January 9, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the placing of posters, panel-board advertising, luminous signs and the establishment of automobile cemeteries along autoroutes and road junctions.

WHEREAS under section 24 and 25A of the Autoroute Act (Revised Statutes 1941, chapter 141A) posters, panel-board advertising, luminous signs and the establishment of automobile cemeteries are prohibited along the autoroutes within a distance determined by an order of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS it is important to protect the approaches and the road junctions of the autoroutes against any disfigurement and especially against

contre la pose d'affiches, de panneaux-réclames, d'enseignes lumineuses et l'établissement de cimetières d'automobiles, en deçà d'une distance déterminée de ces autoroutes et voies de raccordement;

ATTENDU qu'il y a lieu de déterminer la distance en deçà de laquelle la pose d'affiches, de panneaux-réclames d'enseignes lumineuses et l'établissement de cimetières d'automobiles sont prohibés le long des autoroutes et des voies de raccordement;

ATTENDU QUE par un arrêté en conseil du 13 juillet 1961, portant le numéro 1586, la distance en deçà de laquelle la pose d'affiches et de panneaux-réclames est prohibée, le long de l'Auto-route des Laurentides a été fixée à mille pieds de la ligne d'emprise de cette autoroute sur tout son parcours et de chaque côté.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre de la voirie:

QUE l'arrêté en conseil du 13 juillet 1961, portant le numéro 1586 soit remplacé par le présent arrêté.

QUE la distance en deçà de laquelle la pose d'affiches, de panneaux-réclames et d'enseignes lumineuses est prohibée le long des autoroutes et des voies de raccordement soit fixée à mille pieds de la ligne d'emprise de ces autoroutes sur tout leur parcours et de chaque côté.

QUE la distance en deçà de laquelle les cimetières d'automobiles sont prohibés le long des autoroutes et des voies de raccordement soit fixée à mille pieds de la ligne d'emprise de ces autoroutes sur tout leur parcours et de chaque côté.

JACQUES PRÉMONT,

2578-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

the presence of posters, panel-board advertising luminous signs and the establishment of cemeteries within a determined distance of these autoroutes and road junctions;

WHEREAS it is deemed expedient to determine the distance within which the placing of posters, panel-board advertising, luminous signs and the establishment of automobile cemeteries is prohibited along these autoroutes and road junctions;

WHEREAS by an order in council of July 13, 1961, bearing number 1586, the distance within which the placing of posters, panel-board advertising and luminous signs is prohibited along the Laurentian Autoroute has been fixed to one thousand feet of the right-of-way of this autoroute along the whole of its course and no each side.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Roads:

THAT order in council of July 13, 1961, bearing number 1586 be replaced by the present order.

THAT the distance within which the placing of posters, panel-board advertising and luminous signs is prohibited along the autoroutes and road junctions be fixed to one thousand feet from the right-of-way of these autoroutes along the whole of their course and on each side.

THAT the distance within which the automobile cemeteries are prohibited along the autoroute and road junctions be fixed to one thousand feet from the right-of-way of these autoroutes along the whole of their course and on each side.

JACQUES PRÉMONT,

2578 Associate Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

### Mountainview Baptist Church

Avis est donné que « Mountainview Baptist Church », une congrégation baptiste ayant son temple à 240, Montigny, St-Hilaire, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir sa constitution en corporation sous le nom de « Mountainview Baptist Church », conformément aux dispositions du chapitre 311, S.R.Q., 1941.

Les Procureurs de la requérante,

2426-12-5 HUTCHESON, JOHNSTON & TODD.

### Paroisse des Trois-Rivières

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de la « Paroisse des Trois-Rivières », adressera une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de ville. Le nom de la municipalité projeté de ville sera le suivant: « Ville de Trois-Rivières Ouest ». Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, division d'enregistrement de Trois-Rivières, province de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes:

Plus explicitement, référant au cadastre officiel de la « Paroisse des Trois-Rivières », division d'enregistrement de Trois-Rivières, cadastre

## Miscellaneous notices

### Mountainview Baptist Church

Notice is hereby given that "Mountainview Baptist Church", a Baptist Congregation having its place of worship at 240, Montigny, St. Hilaire, P.Q., shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Mountainview Baptist Church", in conformity with the provisions of chapter 311, R.S.Q., 1941.

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,

2426-12-5-o Attorneys for the Petitioners.

### Parish of Trois-Rivières

Notice is hereby given that the municipal corporation of the "Parish of Trois-Rivières", will submit a request to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a town municipality. The name of the planned town will be as follows: "Town of Trois-Rivières Ouest". The present territory of the municipality of the "Parish of Trois-Rivières", county of St-Maurice, registry division of Trois-Rivières, Province of Québec, comprising with reference to the official cadaster of said parish, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad right of way, rivers, waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries:

More explicitly, referring to the official cadaster of the "Parish of Trois-Rivières", registry division of Trois-Rivières, official cadaster in which all

officiel dont tout le territoire faisant l'objet des présentes n'est qu'un démembrement, le susdit territoire de ladite municipalité comprend: le lot No un (1) du susdit cadastre officiel de la « Paroisse des Trois-Rivières »; le lot deux (2) dudit cadastre, sauf et à distraire la partie annexée au territoire de la cité de Trois-Rivières; les lots Nos trois (3) à cent soixante-six (166) du susdit cadastre officiel; le lot No trois cent soixante-quatorze (374) du susdit cadastre officiel.

Tous les chemins, cours d'eau, lacs, rivières, partie d'iceux compris dans le territoire borné au sud-ouest par le territoire de la municipalité de la paroisse de la Visitation de la Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice, au nord-ouest et au nord-est par le territoire de la cité de Trois-Rivières, au sud-est par le fleuve St-Laurent.

À cette fin un certificat du secrétaire-trésorier démontre que la population se chiffre à 5,100 âmes en date du 15 mars 1963.

La municipalité de la ville de Trois-Rivières Ouest sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes.

Signé à: « Paroisse des Trois-Rivières », district des Trois-Rivières, Province de Québec, ce 19ième jour de mars 1963.

*Le Maire,*  
JULES MONTOUR,  
*Le Secrétaire-trésorier,*  
ROLAND DESAULNIERS.

2450-13-2-o

### L'Église Baptiste Évangélique de Verdun

Avis est donné par les présentes que le Révérend William Henri Frey, pasteur, de même que messieurs Gérard Pomerleau et Daniel Lesar, diacres, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'incorporation de « L'Église Baptiste Évangélique de Verdun », membre de l'association des Églises Baptistes Évangéliques du Canada, suivant les dispositions du chapitre 311 des Statuts Révisés de Québec.

Montréal, Québec, le 12 mars, 1963.

*Le Procureur des requérants,*  
E. J. LATTIMER.

2522-14-5-o

the territory being the object hereby given is only a dismemberment, the said territory included: the lot No. one (1) of the said official cadaster of the "Parish of Trois-Rivières"; the lot No. two (2) of the said cadaster except the part annexed to the territory of the city of Trois-Rivières; the lots Nos three (3) to one hundred-sixty-six (166) of the said official cadaster; the lot No. three-hundreds-seventy-four (374) of the said official cadaster.

All the roads, waterways, lakes, rivers, or parts of the same enclosed in the territory borned at the southwest by the territory of the municipality of the parish of the Visitation of the Pointe-du-Lac, county of St-Maurice, at the northwest and northeast by the territory of the city of Trois-Rivières, at the southeast by the St-Lawrence River.

For this purpose a certificate from the treasurer-secretary showed a total of population being 5,100 souls, and that in date of March 15 1963.

The municipality of the town of Trois-Rivières Ouest, will be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act.

Signed at: "Parish of Trois-Rivières", district of Trois-Rivières, Province of Québec, this 19th day of March 1963.

JULES MONTOUR,  
*Mayor.*  
ROLAND DESAULNIERS,  
*Secretary-Treasurer.*

2450-13-2-o

### L'Église Baptiste Évangélique de Verdun

Notice is hereby given that the Reverend William Henri Frey, pastor, and Messrs. Gérard Pomerleau and Daniel Lesar, deacons, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation of "L'Église Baptiste Évangélique de Verdun", a member of the Fellowship of Baptist Churches of Canada, in accordance with the stipulations of Chapter 311 of the Revised Statutes of Québec.

Montreal, Québec, March 12, 1963.

E. J. LATTIMER,  
*Solicitor for Applicants.*

2522-14-5-o

## Bills — Assemblée législative

### CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 27 mars 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 8 Loi des caisses d'épargne et de crédit.
- 9 Loi des associations coopératives.
- 10 Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec.
- 11 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.
- 24 Loi modifiant la Loi du ministère de l'industrie et du commerce.

## Bills — Legislative Assembly

### LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 27th of March 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 8 Savings and Credit Unions Act.
- 9 The Cooperative Associations Act.
- 10 An Act to amend the Quebec Cooperative Syndicates Act.
- 11 An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act.
- 24 An Act to amend the Industry and Commerce Department Act.

25 Loi du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.	25 Tourism, Fish and Game Department Act.
41 Loi concernant la liquidation des compagnies à fonds social.	41 An Act respecting the winding-up of joint stock companies.
102 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dénes Boronkay à l'étude du droit et à l'exercice de la profession d'avocat.	102 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Dénes Boronkay to the study and practice of the legal profession.
103 Loi changeant le nom de Samuel Shatsky en celui de Samuel Shatsky Shadley.	103 An Act to change the name of Samuel Shatsky to that of Samuel Shatsky Shadley.
105 Loi changeant le nom d'Edward Hajdukiewicz en celui d'Edward Hajdukiewicz Edwards.	105 An Act to change the name of Edward Hajdukiewicz to that of Edward Hajdukiewicz Edwards.
109 Loi changeant le nom de Gaétan Lévesque en celui de Jean Maranda.	109 An Act to change the name of Gaétan Lévesque to that of Jean Maranda.
110 Loi concernant l'adoption de Marie Germaine Lucie Sénécal.	110 An Act respecting the adoption of Marie Germaine Lucie Sénécal.
113 Loi changeant le nom de Stanley Krawczykiewicz en celui de Stanley Krawczykiewicz Taylor.	113 An Act to change the name of Stanley Krawczykiewicz to that of Stanley Krawczykiewicz Taylor.
114 Loi changeant le nom de François Feldheim en celui de François Feldheim Feltn.	114 An Act to change the name of François Feldheim to that of François Feldheim Feltn.
118 Loi concernant l'adoption de Serge Turgeon et de Linda Turgeon.	118 An Act respecting the adoption of Serge Turgeon and Linda Turgeon.
142 Loi refondant la charte de La Prévoyance Compagnie d'Assurances.	142 An Act to consolidate the charter of The Provident Assurance Company.
156 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.	156 An Act to amend the charter of the city of Verdun.
172 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Easdon à l'exercice de la profession d'avocat.	172 An Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit George Easdon to the practice of the profession of advocate.
La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:	To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:
« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »	"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
30 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.	30 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March 1963, and for other purposes connected with the public service.
31 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964 et pour d'autres fins du service public.	31 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March 1964, and for other purposes connected with the public service.
À ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:	To these bills the Royal assent was signified in the following words:
« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur <i>benevolence</i> et sanctionne ces bills. »	"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their <i>benevolence</i> and assents to these bills."
2573-o	2573-o

### Compagnie autorisée à faire des affaires

#### ABCC Finance (Ontario) Limited

Avis est ici donné qu'en vertu de la Loi des Sociétés de prêts et de placements (S.R.Q. 1941, c. 288) « ABCC Finance (Ontario) Limited », une compagnie incorporée dans la province d'Ontario, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec conformément aux dispositions de ladite loi.

### Company Licensed to do Business

#### ABCC Finance (Ontario) Limited

Notice is hereby given that "ABCC Finance (Ontario) Limited", a company duly incorporated in the Province of Ontario, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec pursuant to the provisions of the Loan & Investment Societies Act (R.S.Q. 1941, c. 288).

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Albert Bronson Culver, avocat de 1321 rue Sherbrooke ouest, appartement B-100, Montréal, Qué.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 1500 rue Sherbrooke ouest, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, 27 février, 1963.

*L'Agent enregistré,*

2310-11-4-o

A. B. CULVER.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Albert Bronson Culver, Attorney, of 1321 Sherbrooke Street, West, Apt. B-100, Montreal, Que.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1500 Sherbrooke Street, West, Montreal, Que.

Dated at Montreal, February 27, 1963.

A. B. CULVER,

*Registered Agent.*

2310-11-4-o

## Chartes — Abandon de

### Toldi Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Toldi Ltd. », une corporation constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de janvier 1963.

Toldi Ltd.,  
*Par le Président,*  
K. A. SAXLEHNER.

2519

### Crémerie Sorel Inc.

Prenez avis que la compagnie « Crémerie Sorel Inc. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

2523-o

Me JULES TREMPÉ, notaire.

### L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai

Avis est donné que « L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mars 1963.

2539

*Le Secrétaire,*  
M. POLAK.

### La Compagnie Locale de Téléphone de St-Julien

Prenez avis que « La Compagnie Locale de Téléphone de St-Julien », demande au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

2540-o

*Le Procureur de la Compagnie,*  
ME W. JAMES JOHNSON.

### St. Catherine-Crescent Development Corporation Ltd.

Avis est par les présentes donné que « St. Catherine-Crescent Development Corporation Ltd. », a l'intention de demander au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 28 mars, 1963.

2551-o

*Le Secrétaire,*  
PHILIP F. VINEBERG.

## Charters — Surrender of

### Toldi Ltd.

Notice is hereby given that the company, "Toldi Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the town of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of January 1963.

Toldi Ltd.,  
Per: K. A. SAXLEHNER,  
*President.*

2519-o

### Crémerie Sorel Inc.

Notice is hereby given that the company "Crémerie Sorel Inc.", will ask to the Provincial Secretary the authorization to surrender its charter.

2523-o

Me JULES TREMPÉ, notary.

### L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai

Notice is hereby given that "L'Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 28th day of March, 1963.

2539-o

M. POLAK,  
*Secretary.*

### La Compagnie Locale de Téléphone de St-Julien

Take notice that "La Compagnie Locale de Téléphone de St-Julien", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

2540

ME W. JAMES JOHNSON,  
*Attorney for the Company.*

### St. Catherine-Crescent Development Corporation Ltd.

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act and amendments that "St. Catherine-Crescent Development Corporation Ltd.", intends to make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, March 28, 1963.

2551-o

PHILIP F. VINEBERG,  
*Secretary.*

**Liberty Realty Inc.**

« Liberty Realty Inc. », donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 27 mars 1963.

*Le Procureur de Liberty Realty Inc.,*

2564 **DAVID LITNER, C.R.**

**United Auto Parts  
(St-Joseph d'Alma) Ltd**

Avis est, par les présentes, donné que « United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à St-Joseph d'Alma, district de Roberval, province de Québec, demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite Loi.

Signé à Montréal, ce 11e jour de mars 1963.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
**YVAN BEAUSÉJOUR.**

2565-o

**Bagot Construction Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Bagot Construction Inc. », une compagnie constituée en corporation suivant les dispositions de la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires à Ste-Rosalie, comté de Bagot, demandera la permission au Secrétaire de la Province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Ste-Rosalie, ce 1er jour d'avril 1963.

*Le Secrétaire,*  
**ANDRÉ DUMONT.**

2579-o

**Jacques Mathieu Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Jacques Mathieu Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
**MES LACROIX, VIAU, HÉBERT  
& THIVIERGE.**

2580-o

**Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited**

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, « Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited », donne avis par les présentes qu'elle fera application à l'honorable le Secrétaire de la province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonnance son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 28 mars, 1963.

*Le Secrétaire,*  
**J. HOBUS.**

2581-o

**Liberty Realty Inc.**

"Liberty Realty Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec, for acceptance of the Surrender of its Charter.

Montreal, March 27, 1963.

**DAVID LITNER, Q.C.,**

2564-o *Attorney for Liberty Realty Inc.*

**United Auto Parts  
(St-Joseph d'Alma) Ltd**

Notice is hereby given that "United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd", a company duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in St. Joseph d'Alma, district of Roberval, province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Signed at Montreal, this 11th day of March, 1963.

**YVAN BEAUSÉJOUR,**  
*Secretary-Treasurer.*

2565-o

**Bagot Construction Inc.**

Notice is hereby given that "Bagot Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in Ste-Rosalie, in Bagot County, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Ste-Rosalie, on the 1st day of April 1963.

**ANDRÉ DUMONT,**  
*Secretary.*

2579-o

**Jacques Mathieu Inc.**

Notice is hereby given that the company "Jacques Mathieu Inc.", will apply to the Provincial Secretary, to ask permission to surrender its charter.

**MESSRS. LACROIX, VIAU, HÉBERT,  
& THIVIERGE,**  
*Attorneys for the company.*

2580-o

**Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited**

Under the provisions of the Quebec Companies' Act as amended, "Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Provincial Secretary of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., March 28, 1963.

**J. HOBUS,**  
*Secretary.*

2581-o

**Divers  
Compagnies**

**Ace Metal Strip Ltd.  
Règlement No 21**

« Qu'il soit et il est décrété comme un règlement de « Ace Metal Strip Ltd. », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de

**Miscellaneous  
Companies**

**Ace Metal Strip Ltd.  
By-law No. 21**

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Ace Metal Strip Ltd.", as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to

sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.»

Le précédent est une copie conforme du règlement adopté par le conseil d'administration de « Ace Metal Strip Ltd. », le dix-huitième jour de février 1963, et approuvé subséquemment par le vote unanime des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le dix-huitième jour de février 1963.

*Le Secrétaire,*  
NORMAND FRENETTE.

2524

11149-56

**Association of English-Speaking Interns  
of Montreal**

Extrait de l'article 14 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les membres de ladite corporation le 4 mai 1962, concernant une augmentation du nombre des directeurs de trois à dix-huit:

« Conseil d'administration — Article 14 — Composition — « Les affaires de l'association seront dirigées par un conseil d'administration comprenant deux membres généraux de chaque hôpital représenté dans l'association. »

Copie conforme certifiée.

*Le Secrétaire,*  
D. AIKMAN.

2525

10895-62

**Association of English-Speaking Interns  
of Montreal**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 13 mars 1963, approuvé les règlements généraux de « Association of English-Speaking Interns of Montreal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2525-o

10895-62

**Bétonnière Mont-Bruno Limitée  
Mount Bruno Ready Mix Limited**

*Règlement numéro 4*

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Bétonnière Mont-Bruno Limitée — Mount Bruno Ready Mix Limited », est changé de 3 qu'il était auparavant à celui de 4 en vertu du règlement numéro 4 ».

Copie certifiée du règlement numéro 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 13ème jour de février 1963 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 13e jour de février 1963 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

*Le Secrétaire,*  
PIERRE DULUDE.

2526-o

12704-61

four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.»

The foregoing is a true copy of the by-law adopted by the board of directors of « Ace Metal Strip Ltd. », on the eighteenth day of February, 1963, and subsequently approved by the unanimous vote of the shareholders present at a special general meeting of shareholders held on the eighteenth day of February, 1963.

*Secretary,*  
NORMAND FRENETTE.

2524-o

11149-56

**Association of English-Speaking Interns  
of Montreal**

Extract of Article 14 of the general by-laws of the above-named corporation, as adopted by the directors and approved by the members of the said corporation on May 4, 1962, concerning an increase in the number of directors from three to eighteen:

« Board of directors — Article 14 — Composition — « The affairs of the association shall be managed by a board of directors consisting of two general members from each hospital represented in the association. »

Certified true copy.

*Secretary,*  
D. AIKMAN.

2525-o

10895-62

**Association of English-Speaking Interns  
of Montreal**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 13, 1963, approved the general by-laws of « Association of English-Speaking Interns of Montreal », and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 28, 1963.

*Assistant Secretary of the Province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2525

10895-62

**Bétonnière Mont-Bruno Limitée  
Mount Bruno Ready Mix Limited**

*By-law number 4*

concerning the amendment in the number of the directors.

« The number of the directors of the company « Bétonnière Mont-Bruno Limitée — Mount Bruno Ready Mix Limited », is changed from 3 that it was formerly to that of 4 under by-law number 4 ».

Certified copy of by-law number 4 duly adopted at a meeting of the directors held on the 13th day of February, 1963, and approved at a special general meeting of the company held on the 13th day of February, 1963, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

*Secretary,*  
PIERRE DULUDE.

2526

12704-61

**Chambre d'Immeubles de Québec**  
**Quebec Real Estate Board**

Extrait de l'article XI des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les directeurs et approuvés par les membres le 27 décembre 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à sept:

Art. XI directeurs — a) Membres. Les affaires de la chambre sont administrées par un bureau de sept (7) directeurs.

Certifiée vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
**P.-E. DOYON.**  
5778-47

2527-o

**Chambre d'Immeubles de Québec**  
**Quebec Real Estate Board**

Excerpt of article XI of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted by the directors and approved by the members on December 27, 1962, concerning the increase in the number of the directors from five to seven:

Art. XI directors — a) Members. The affairs of the chamber are administrated by a board of seven (7) directors.

Certified true copy.

**P.-E. DOYON,**  
*Secretary.*  
5778-47

2527

**Chambre d'Immeubles de Québec**  
**Quebec Real Estate Board**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 25 mars 1963, approuvé les règlements généraux de la « Chambre d'Immeubles de Québec — Quebec Real Estate Board », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
5778-47

2527-o

**Chambre d'Immeubles de Québec**  
**Quebec Real Estate Board**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has on March 25, 1963, approved the general by-laws of "Chambre d'Immeubles de Québec — Quebec Real Estate Board", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 27, 1963.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
5778-47

2527

**Mon-Mart Discount Department Stores Inc.**

*Règlement No « A »*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Mon-Mart Discount Department Stores Inc. », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de cinq directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Extrait conforme certifié du procès verbal d'une assemblée du conseil d'administration de « Mon-Mart Discount Department Stores Inc. », tenue au bureau de la compagnie en la cité de Montréal, le 12e jour de février 1963, ledit règlement « A » ayant été approuvé ratifié et confirmé à l'unanimité par les actionnaires de ladite compagnie, à une assemblée convoquée à cette fin, ledit 12e jour de février 1963.

*Le Secrétaire,*  
**HARRY GLASSMAN.**  
11472-60

2528

**Mon-Mart Discount Department Stores Inc.**

*By-law No. "A"*

"Be it enacted, and it is hereby enacted, as a by-law of "Mon-Mart Discount Department Stores Inc.", as follows:

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors;

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true extract from the minutes of a meeting of the board of directors of "Mon-Mart Discount Department Stores Inc.", held at the office of the company in the city of Montreal, on the 12th day of February, 1963, the said by-law "A" having been unanimously approved, ratified and confirmed by the shareholders of the said company, at a meeting called for the purpose, on the said 12th day of February, 1963.

**HARRY GLASSMAN,**  
*Secretary.*  
11472-60

2528-o

**Rim Rock Oils Ltd.**  
**(No Personal Liability)**

*Règlement No 3*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Rim Rock Oils Ltd. » (No Personal Liability), comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à sept de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept directeurs.

**Rim Rock Oils Ltd.**  
**(No Personal Liability)**

*By-law No. 3*

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Rim Rock Oils Ltd." (No Personal Liability), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Copie conforme certifiée d'un règlement approuvé par un vote unanime de tous les actionnaires de « Rim Rock Oils Ltd. » (No Personal Liability), tous présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires spécialement convoquée aux fins d'étudier, sanctionner et confirmer le règlement ci-haut mentionné.

*Le Secrétaire,*  
J. F. LAUREYS.

2529

15053-62

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy of a by-law approved by a unanimous vote of all the shareholders of "Rim Rock Oils Ltd." (No Personal Liability), all present also at a special general meeting of the shareholders specifically called for the purpose of considering, sanctioning and confirming the above by-law.

J. F. LAUREYS,  
*Secretary.*

2529-o

15053-62

**Austin Toilet Service Inc.**

*Règlement No 24*

« Le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de quatre à trois ».

Je, Lew Caplan, secrétaire de « Austin Toilet Service Inc. », certifie que le règlement qui précède changeant le nombre des directeurs a été dûment passé à une assemblée dûment constituée du conseil d'administration de « Austin Toilet Service Inc. », à laquelle un quorum légal était présent, tenue le 6e jour de mars 1963, et sanctionné et confirmé par au moins les deux-tiers des votes passés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour étudier ce règlement et tenue le 6e jour de mars 1963.

*Le Secrétaire,*  
L. CAPLAN.

2541

16412-52

**Austin Toilet Service Inc.**

*By-law No. 24*

"The number of directors of the company be decreased from four to three."

I, Lew Caplan, secretary of "Austin Toilet Service Inc.", certify that the foregoing by-law altering the number of directors was duly passed at a duly constituted meeting of a board of directors of "Austin Toilet Service Inc.", at which a legal quorum was present, held on the 6th day of March, 1963, and sanctioned and confirmed by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the same and held on the 6th day of March, 1963.

L. CAPLAN,  
*Secretary.*

2541-o

16412-52

**Le Club de Curling Laval sur le Lac**

*Règlement spécial « A »*

(Tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les membres de ladite corporation le 8 février 1963, concernant la modification du nombre des directeurs.)

« Le nombre des directeurs de la corporation est porté de 3 qu'il était auparavant à 10. »

Certifiée vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
JEANNE LE SIEUR.

2542-o

14858-62

**Le Club de Curling Laval sur le Lac**

*Special by-law "A"*

(As adopted by the directors and approved by the members of the said corporation on February 8, 1963, concerning the altering of the number of directors.)

"The number of directors of the corporation has been increased from 3 as it formerly was to 10."

Certified true copy.

JEANNE LE SIEUR,  
*Secretary.*

2542

14858-62

**Le Club de Curling Laval sur le Lac**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 22 mars 1963, approuvé les règlements généraux de « Le Club de Curling Laval sur le Lac », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2542-o

14858-62

**Le Club de Curling Laval sur le Lac**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 22, 1963, approved the general by-laws of "Le Club de Curling Laval sur le Lac", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 27, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2542

14858-62

**The Export Corporation (of Canada) Limited**

*Règlement No 27*

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est diminué de quatre à trois directeurs. »

Copie conforme du règlement No 27 décrété à une assemblée des directeurs de « The Export Corporation (of Canada) Limited », tenue à

**The Export Corporation (of Canada) Limited**

*By-law No. 27*

"The number of the directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three directors."

True copy of by-law No. 27 enacted at a meeting of directors of "The Export Corporation (of Canada) Limited", held at Montreal on the

Montréal, le 18e jour de mars 1963 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 18 mars 1963 par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent des actions émises par la compagnie.

*Le Président,*  
S. SILVERMAN.

2543 4245-44

**Flaury Holdings Inc.**

*Règlement No 7*

Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement numéro sept de « Flaury Holdings Inc. »:

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de quatre à cinq. »

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de « Flaury Holdings Inc. », certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que ce qui précède est une copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue le 17 janvier 1963, dans la cité de Sillery, P.Q., et subséquentement confirmé, ratifié et approuvé par le vote de plus des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée et tenue le même jour dans la même cité pour étudier tel règlement.

Québec, P.Q., 21 janvier 1963.

(Sceau)

*Flaury Holdings Inc.*  
*Le Secrétaire-trésorier,*  
R. A. LAURIE.

2544 12263-62

**Northco International Ltd.**

*Règlement No XXII*

(Un règlement qui diminue le nombre de directeurs).

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de quatre à trois, que deux directeurs formeront quorum à toute assemblée des directeurs, et que tous les règlements antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés de manière à donner effet à ce règlement. »

Je certifie que le précédent est une copie conforme du règlement No XXII de « Northco International Ltd. », régulièrement passé à une assemblée des directeurs tenue le 12e jour de mars 1963; et que ledit règlement fut subséquentement sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 12e jour de mars 1963.

*Le Secrétaire,*  
MOLLIE SILVER.

2545 10057-61

**Recreation for the Handicapped Inc.**  
**Loisirs pour les Handicapés Inc.**

Extrait de l'article 12 des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les membres de ladite corporation le 29 novembre 1961, concernant une augmentation des directeurs de neuf à vingt-cinq:

« *Directeurs. 12.* Les affaires de la corporation seront dirigées par un conseil d'administration

18th day of March, 1963 and unanimously approved at a special general meeting of the shareholders of the company held on March 18, 1963 by the shareholders holding among themselves one hundred percent of the shares issued by the company.

S. SILVERMAN,  
*President.*

2543-o 4245-44

**Flaury Holdings Inc.**

*By-law No. 7*

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law number seven of « Flaury Holdings Inc. »:

«That the number of the directors of the company be and it is hereby increased from four to five.»

I, the undersigned secretary-treasurer of « Flaury Holdings Inc. », do hereby certify, under the seal of the company, that the foregoing is a true copy of a by-law enacted by the directors of the company at a meeting duly called and held on January 17, 1963, in the city of Sillery, P.Q., and subsequently confirmed, ratified and approved by the vote of more than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company duly called and held on the same day in the same city for considering such by-law.

Quebec, P.Q., January 21, 1963.

(Seal)

*Flaury Holdings Inc.*  
*R. A. LAURIE,*  
*Secretary-Treasurer.*

2544-o 12263-62

**Northco International Ltd.**

*By-law No. XXII*

(A by-law to decrease the number of directors).

«The number of directors of the company be decreased from four to three, that two directors shall constitute a quorum at any meeting of the directors, and that all prior by-laws of the company inconsistent therewith are hereby amended to give effect to this by-law».

I certify that the foregoing is a true copy of by-law No. XXII of « Northco International Ltd. », regularly passed at a meeting of directors held on the 12th day of March, 1963; and that such by-law was subsequently unanimously sanctioned and confirmed at a special general meeting of shareholders duly called and held on the 12th day of March, 1963.

MOLLIE SILVER,  
*Secretary.*

2545-o 10057-61

**Recreation for the Handicapped Inc.**  
**Loisirs pour les Handicapés Inc.**

Extract of article 12 of the general by-laws of the above-named corporation, as adopted by the directors and approved by the members of the said corporation on November 28, 1961, concerning an increase in the number of directors from nine to twenty-five:

«*Directors. 12.* The affairs of the corporation shall be managed by a board of twenty-five direc-

de vingt-cinq directeurs, dont dix formeront quorum. »

Certifié copie conforme.

*Le Secrétaire,*  
VALÉRIE I. McROBIE.

2546

15319-60

**Recreation for the Handicapped Inc.**  
**Loisirs pour les Handicapés Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 20 mars 1963, approuvé les règlements généraux (1 à 35) de « Recreation for the Handicapped Inc.—Loisirs pour les Handicapés Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2546-o

15319-60

**Les Immeubles Boisbrillant Inc.**  
**Boisbrillant Realities Inc.**

*Règlement Quinzième*

(augmentant le nombre des directeurs de cinq à sept (5 à 7) et fixant le quorum à quatre (4).)

« Que soit et est, par les présentes, décrété et statué comme Règlement Quinzième de « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. » :

1° que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept (5 à 7), de sorte que, à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie soit composé de sept (7) directeurs;

2° quatre (4) directeurs formeront le quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° tous les règlements, résolutions ou procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Copie certifiée conforme du Règlement Quinzième décrété par les directeurs de « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. », le 18 mars 1963 et approuvé et ratifié à l'unanimité par les détenteurs de toutes les actions ordinaires représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. », à cette fin et tenue subséquemment le même jour, le 18 mars 1963.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
YVON CÔTÉ.

2552-o

16173-61

**Trois-Rivières Paper Box Ltd**

*Règlement No 7*

(augmentation du nombre de directeurs).

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Trois-Rivières Paper Box Ltd », est changé de 3 qu'il était auparavant à celui de 4, et le règlement No 1, article 4 de la compagnie, est modifié en conséquence.

Le président et le secrétaire sont autorisés à signer les documents nécessaires à cette fin. »

Copie certifiée du règlement No 7 de la compagnie « Trois-Rivières Paper Box Ltd », adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 22e jour de février 1963, et régulièrement approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires présents

tors, of whom ten shall constitute a quorum." »

Certified true copy.

*VALÉRIE I. McROBIE,*  
*Secretary.*

2546-o

15319-60

**Recreation for the Handicapped Inc.**  
**Loisirs pour les Handicapés Inc.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 20, 1963, approved the general by-laws (1 to 35) of « Recreation for the Handicapped Inc.—Loisirs pour les Handicapés Inc. », and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 28, 1963.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

2546

15319-60

**Les Immeubles Boisbrillant Inc.**  
**Boisbrillant Realities Inc.**

*By-law Fifteen*

(increasing the number of directors from five to seven (5 to 7) and fixing the quorum to four (4).)

« That it be and it is, by these presents, enacted and decreed as by-law fifteen of « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. » :

1. that the number of the directors of the company be and it is, by these presents, increased from five to seven (5 to 7), so that in future, the board of directors of the company be composed of seven (7) directors;

2. four (4) directors shall form quorum at any meeting of the board of directors;

3. all by-laws, resolutions or previous procedures of the company, incompatible with it, are, by these presents, amended, modified and revised so as to give effect to this by-law. »

Certified copy of by-law fifteen decreed by the directors of « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. », on March 18, 1963 and approved and ratified unanimously by the holders of all common shares represented at a special general meeting of the shareholders of « Les Immeubles Boisbrillant Inc. — Boisbrillant Realities Inc. », for this purpose and subsequently held on the same day, March 18, 1963.

(Seal)

*YVON CÔTÉ,*  
*Secretary.*

2552

16173-61

**Trois-Rivières Paper Box Ltd**

*By-law No. 7*

(increasing of the number of directors)

« The number of directors of « Trois-Rivières Paper Box Ltd », has been changed from 3 as it formerly was to 4, and by-law No. 1, section 4 of the company has been amended accordingly.

The President and the Secretary have been authorized to sign all documents necessary for this purpose. »

Certified copy of by-law No. 7 of « Trois-Rivières Paper Box Ltd », adopted by the directors at a meeting held on the 22nd day of February, 1963, and unanimously approved in the regu-

à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin tenue le même jour.

*Le Secrétaire,*  
**ARMAND-J.-M. GUAY.**  
 2553-o 11812-54

**United Auto Parts  
 (St-Joseph d'Alma) Ltd**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du règlement spécial « A » de « United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd », dûment édicté et promulgué par les directeurs et approuvé et ratifié par les actionnaires de la compagnie, la compagnie a été autorisée, sujet aux dispositions dudit règlement et aux exigences de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, à abandonner ses biens et à distribuer son actif à ses actionnaires.

Signé à Montréal, ce 11e jour de mars 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
**YVAN BEAUSÉJOUR.**  
 2565-o

**The Motor Truck Club (Quebec) Inc.  
 Le Club de la Traction sur Routes  
 (Québec) Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 28 mars 1963, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de « The Motor Truck Club (Quebec) Inc. — Le Club de la Traction sur Routes (Québec) Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**  
 2574-o 377-63

**St. Lawrence Sea Products Co.**

*Règlement spécial « D »*

« Que le nombre des directeurs soit augmenté de 3 à 5 dont 3 constitueront un quorum et que les règlements No 9 et No 15 sont amendés en conséquence. »

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie, certifie que ceci est une copie exacte d'un règlement spécial adopté à une réunion de bureau de direction de la compagnie le 28 février 1963, et approuvé le même jour à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

*Le Secrétaire,*  
**BERNARD BLAIS.**  
 2575-o 10584-57

**La Société Jacques Labrecque Limitée**

*Règlement No 4*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « La Société Jacques Labrecque Limitée », (ici nommée la « Compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

lar manner by all the shareholders present at a special general meeting called for this purpose on the same day.

**ARMAND-J.-M. GUAY,**  
*Secretary.*  
 2553 11812-54

**United Auto Parts  
 (St-Joseph d'Alma) Ltd**

Notice is hereby given that under the special by-law "A" of "United Auto Parts (St. Joseph d'Alma) Ltd", duly enacted and passed by the directors and approved and ratified by the shareholders of the company, the company has been authorized, subject to the provisions of said by-law and the requirements of section 90 of the Quebec Companies Act, to surrender its property and distribute its assets to its shareholders.

Signed at Montreal, this 11th day of March 1963.

**YVAN BEAUSÉJOUR,**  
*Secretary-Treasurer.*  
 2565-o

**The Motor Truck Club (Quebec) Inc.  
 Le Club de la Traction sur Routes  
 (Québec) Inc.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 28, 1963, approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of "The Motor Truck Club (Quebec) Inc.— Le Club de la Traction sur Routes (Québec) Inc.", such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 1, 1963.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*  
 2574 377-63

**St. Lawrence Sea Products Co.**

*Special by-law "D"*

"That the number of directors be increased from 3 to 5 of whom 3 shall constitute a quorum and that By-laws No. 9 and No. 15 be amended accordingly."

I, the undersigned, secretary of the company, certify that this is a true copy of a special by-law enacted by the board of directors at their meeting of February 28, 1963, and unanimously approved on the same date at a meeting of the shareholders duly called for this purpose.

**BERNARD BLAIS,**  
*Secretary.*  
 2575-o 10584-57

**La Société Jacques Labrecque Limitée**

*By-law No. 4*

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "La Société Jacques Labrecque Limitée", (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.»

Copie conforme certifiée du règlement No 4 de «La Société Jacques Labrecque Limitée», qui fut dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 2e jour de janvier 1963, et fut subséquemment confirmé à l'unanimité par le vote de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 2e jour de janvier 1963.

Daté ce 15e jour de mars 1963.

(Sceau)

Le Secrétaire,

MARIE PAULE TURGEON.

2576

12813-61

### Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited

#### Règlement « Y »

Un règlement autorisant la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit décrété et il est décrété comme suit:

1° L'actif de la compagnie sera distribué au prorata entre ses actionnaires conformément à leurs droits respectifs ou selon les directions pour la distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2° Tous deux officiers ou directeurs de la compagnie sont par les présentes autorisés et dirigés, pour et aux nom et place de la compagnie, à signer, exécuter et adopter, et apposer le sceau de la compagnie pour, tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou faire faire et exécuter tous tels actes et choses qu'ils considéreront, à leur discrétion, opportuns aux fins d'exécuter et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires, conformément aux dispositions susmentionnées de ce règlement.

Certifiée copie conforme du règlement « Y » adopté à une assemblée des directeurs de « Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited », tenue le 28 mars 1963, et approuvé, ratifiée et confirmé à l'unanimité par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour étudier ce règlement et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., 28 mars 1963.

(Sceau)

Le Président,

R. A. DUNN.

Le Secrétaire,

J. HOBUS.

2581

### Corporation des Produits B.T.U.

#### B.T.U. Products Corporation

#### Règlement No 4

(Règlement diminuant le nombre des directeurs)

« Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme règlement No 4 de « Corporation des Produits B.T.U.—B.T.U. Products Corporation », (ci-après appelée « la Compagnie »), ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes diminué de cinq (5) à trois (3) directeurs;

2° Tous règlements, résolutions et procès-verbaux de la compagnie, inconciliables avec le présent règlement, sont en conséquence modifiés pour donner effet au présent règlement No 4 ».

Copie certifiée du règlement No 4 de la compagnie dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 18 janvier 1963 et approuvé à

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.»

Certified to be a true copy of by-law No. 4 of «La Société Jacques Labrecque Limitée», which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company held on the 2nd day of January, 1963, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 2nd day of January, 1963.

Dated this 15th day of March, 1963.

(Seal)

MARIE PAULE TURGEON,

Secretary.

2576-o

12813-61

### Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited

#### By-law "Y"

A by-law to authorize the distribution of the company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the company shall be distributed rateably amongst its shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the company by all the shareholders.

2. Any two officers or directors of the company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents instruments and writings and to and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of by-law "Y" adopted at a meeting of the directors of « Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited », held on March 28, 1963, and approved, ratified and confirmed unanimously by all the votes cast at the special general meeting of the shareholders of said company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P.Q., March 28, 1963.

(Seal)

R. A. DUNN,

President.

J. HOBUS,

Secretary.

2581-o

### Corporation des Produits B.T.U.

#### B.T.U. Products Corporation

#### By-law No. 4

(By-law decreasing the number of its directors)

« That it be and it is by these presents decreed, as by-law No. 4 of the « Corporation des Produits B.T.U.—B.T.U. Products Corporation », (hereinafter called « the company »), the following:

1. The number of the directors of the company is by these presents decreased from five (5) to three (3) directors;

2. All by-laws, resolutions and minutes of the company, irreconcilable with the present by-law, are therefore amended to give effect to the present by-law No. 4.»

Certified copy of by-law No. 4 of the company duly adopted at a meeting of the directors duly held on January 18, 1963, and unanimously

l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale dûment tenue le 18 janvier 1963.

*Le Secrétaire,*  
PAUL-A. GODIN.

2582-o

12981-62

approved by the shareholders of the company at a special general meeting duly held on January 18, 1963.

PAUL A. GODIN,  
*Secretary.*

2582

12981-62

**Motors Limited**

*Règlement No 4*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No 4 de « Motors Limited » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de cinq (5) à trois (3) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de trois (3) directeurs.

2° Deux (2) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Le règlement No 4, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont amendé, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement, portant le No 4 ».

Je certifie, par les présentes, que cette copie est une copie conforme d'un règlement adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 28 mars 1963 et adopté à l'unanimité par une assemblée spéciale des actionnaires le 28 mars 1963 et tous les détenteurs d'actions ordinaires étaient présents.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
DAMIEN SOUCY.

2592

1630-19

**Motors Limited**

*By-law No. 4*

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 4 of "Motors Limited" (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from five (5) to three (3) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three (3) directors.

2. Two (2) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. Prior by-law No. 4, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law, bearing No. 4".

I hereby certify this to be a true copy of a by-law adopted by the directors at a meeting held on March 28, 1963 and adopted unanimously by a special shareholders' meeting on March 28, 1963 and all of the common shareholders were present.

DAMIEN SOUCY,  
*Secretary-Treasurer.*

2592-o

1630-19

**Lettres patentes**

**Crands Limited**

Dans l'avis concernant l'octroi de lettres patentes constituant en corporation la compagnie dont le nom a été donné comme étant « Crands Limited » — voir *Gazette officielle de Québec*, No 45, du 10 novembre 1962, à la page 5527 — prière de lire « Crands » au lieu de « Grands », le nom de la compagnie se lisant effectivement comme suit: « Crands Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

12701-62 — 1137/79

**Letters Patent**

**Crands Limited**

In the notice concerning the granting of letters patent incorporating the company whose name was given at being "Crands Limited" — see *Quebec Official Gazette*, No. 45, of November 10, 1962, on page 5527 — kindly read "Crands" instead of "Grands", the name of the company to read effectively as follows: "Crands Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary on March 29, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

12701-62 — 1137/79

**Genie Gifts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de corriger les lettres patentes de « Genie Gifts Inc. » en date du 11 janvier 1963, en y changeant le nom de la localité du siège social de ladite compagnie de Dollard-des-Ormeaux à Roxboro.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-o

15146-62 — 1156/37

**Genie Gifts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of "Genie Gifts Inc.", dated January 11, 1963, by changing the name of the locality in which is situated the Company's head office from Dollard-des-Ormeaux to Roxboro.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2517

15146-62 — 1156/37

**Sièges sociaux****Barone Co. Ltd**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Barone Co. Ltd », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 janvier 1954, enregistrées le 10 février 1954, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au 200 ouest, rue Chabanel, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 8 mars 1963.

(Seau)  
2530-o

*Le Président,*  
LUIGI BARONE.

**203 Cote St. Catherine Road Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « 203 Cote St. Catherine Road Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 31e jour de juillet 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 105 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26e jour de mars 1963.

2531

*Le Secrétaire-trésorier,*  
A. C. POPE.

**Savoy Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Savoy Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18ème jour de février 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Rouyn, a établi son bureau au numéro 5, de la rue Principale.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Rouyn, ce 28 février 1963.

2547-o

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ROBERT DUMONT.

**Utilités Sanitaires Laurentide Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Utilités Sanitaires Laurentide Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du quatre février mil neuf cent soixante-trois et ayant son siège social à Drummondville, dans le district d'Arthabaska, a établi son bureau principal au No 472 de la rue St-Alfred, à Drummondville, Qué.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, Qué., ce 26e jour de mars mil neuf cent soixante-trois.

2548-o

*Le Secrétaire,*  
ROLLAND CHAGNON.

**Couvrette & Provost Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Couvrette & Provost Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre

**Head Offices****Barone Co. Ltd**

Notice is hereby given by these presents that "Barone Co. Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 28, 1954, registered on February 10, 1954, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 200, Chabanel Street West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Corporation as being its head office.

Montreal, March 8, 1963.

(Seal)  
2530-o

LUIGI BARONE,  
*President.*

**203 Cote St. Catherine Road Inc.**

Notice is hereby given that "203 Cote St. Catherine Road Inc.", incorporated by letters patent on the 31st day of July, 1962 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 105, St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of March, 1963.

2531-o

A. C. POPE,  
*Secretary-Treasurer.*

**Savoy Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Savoy Holdings Ltd.", incorporated by letters patent under date of February 18, 1963, and having its head office in the city of Rouyn, has established its principal office in the said city at 5, Main Street.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the company, as being its principal office.

Dated at Rouyn, February 28, 1963.

2547-o

ROBERT DUMONT,  
*Secretary-Treasurer.*

**Utilités Sanitaires Laurentide Inc.**

Notice is given that the company "Utilités Sanitaires Laurentide Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, dated February fourth, one thousand nine hundred and sixty-three and having its head office at Drummondville, in the district of Arthabaska, has established its head office at No. 472, St-Alfred St., at Drummondville, Que.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Drummondville, Que., this 26th day of March, one thousand nine hundred and sixty-three.

2548

ROLLAND CHAGNON,  
*Secretary.*

**Couvrette & Provost Ltée**

Notice is given that the company "Couvrette & Provost Ltée", incorporated by letters patent dated November 14, 1961, having its head office

1961, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'au 4 janvier 1963, au No 50, rue De Bresoles, l'a transporté au No 611, Boulevard Crémazie Ouest, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, 20 mars 1963.

*Le Secrétaire,*

GÉRARD CARRIÈRE.

2554-o

**Épiceries Frontenac Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Épiceries Frontenac Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juillet 1928, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'au 4 janvier 1963, au No 50, rue De Brésoles, l'a transporté au No 611, Boulevard Crémazie Ouest, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, 20 mars 1963.

*Le Secrétaire,*

GÉRARD CARRIÈRE.

2555-o

**Épiceries Presto Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Épiceries Presto Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 août 1961, ayant son bureau principal, dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'au 4 janvier 1963, au No 50, rue De Brésoles, l'a transporté au No 611, Boulevard Crémazie Ouest, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, 20 mars 1963.

*Le Secrétaire,*

JACQUES COUVRETTE.

2556-o

**Imprimerie Stella Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Imprimerie Stella Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 avril 1935, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'au 4 janvier 1963, au No 66 rue De Brésoles, l'a transporté au No 2244, rue Dandurand, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, 20 mars 1963.

*Le Secrétaire,*

GÉRARD CARRIÈRE.

2557-o

**George Des Lauriers (Montreal) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « George Des Lauriers (Montreal) Ltd. », constituée en corporation par la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son siège social et sa principale place d'affaires au numéro 1815 ouest, de la rue St-Jacques, à Montréal.

Montréal, ce 28e jour de mars 1963.

*Le Secrétaire,*

DENIS PAUL DES LAURIERS.

2558-o

in the city of Montreal, where its office was located until January 4, 1963, on No. 50, De Bresoles St., has moved it to 611, Crémazie West Blvd., in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, March 20, 1963.

GÉRARD CARRIÈRE,

*Secretary.*

2554

**Épiceries Frontenac Inc.**

Notice is hereby given that "Épiceries Frontenac Inc.", incorporated by letters patent dated July 20, 1928, having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until January 4, 1963, at No. 50, De Brésoles St., has moved it to No. 611, Crémazie Blvd West, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, March 20, 1963.

GÉRARD CARRIÈRE,

*Secretary.*

2555

**Épiceries Presto Ltée**

Notice is given that the company "Épiceries Presto Ltée", incorporated by letters patent dated August 10, 1961, having its head office in the city of Montreal, where its office was located until January 4, 1963, at No. 50, De Brésoles St., has moved it to No. 611, Crémazie Blvd., West, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, March 20, 1963.

JACQUES COUVRETTE,

*Secretary.*

2556

**Imprimerie Stella Limitée**

Notice is given that the company "Imprimerie Stella Limitée", incorporated by letters patent dated April 25, 1935, having its head office in the city of Montreal, where its office was situated, until January 4, 1963, at No. 66 De Brésoles St., has moved it is No. 2244, Dandurand St., in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered, by the company, as being its head office.

Montreal, March 20, 1963.

GÉRARD CARRIÈRE,

*Secretary.*

2557

**George Des Lauriers (Montreal) Ltd.**

Notice is hereby given that "George Des Lauriers (Montreal) Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 26, 1962, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its head office and main place of business at number 1815, St. James St. West, in Montreal.

Montreal, this 28th day of March, 1963.

DENIS PAUL DES LAURIERS,

*Secretary.*

2558

**Gabriel Management Limited**

Avis est donné que la compagnie « Gabriel Management Limited », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 6e jour de mars 1963, et ayant son siège social à Mont Gabriel, a établi son bureau à Mont Gabriel, comté de Terrebonne, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal ce 18e jour de mars 1963.

2559

*Le Secrétaire-trésorier,*  
P. EMMET KIERANS.

**Nettoyeurs Lucerne (1963) Limitée**  
**Lucerne Cleaners (1963) Limited***« Règlement « F » »*

(un règlement changeant la location du bureau principal de la compagnie).

« 1° Le bureau principal de la compagnie est par les présentes transporté du 75 ouest, rue Laurier, cité de Montréal, province de Québec, au 139, boulevard d'Iberville, ville de Repentigny, province de Québec.

2° Les règlements de la compagnie sont par les présentes amendés en conséquence. »

Je, soussignée, secrétaire-trésorière de « Nettoyeurs Lucerne (1963) Limitée — Lucerne Cleaners (1963) Limited », certifie par les présentes que ce qui précède constitue une copie véritable du règlement « F » dûment adopté par les directeurs de la compagnie le 19 février 1963 et dûment approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée spéciale des actionnaires convoquée à cette fin et tenue le 19 février 1963.

Montréal, le 12 mars 1963.

(Sceau)

*La Secrétaire-trésorière,*  
YOLANDE CRENIER.

2560-o

1444-38

**Télécommunications Richelieu Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Télécommunications Richelieu Limitée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 7e jour de janvier 1963, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 1050, Côte Beaver Hall.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1963.

Télécommunications Richelieu Limitée,

*Le Président,*

2561-o

JOSEPH I. Z. VALIQUETTE.

**Demande à la Législature****Succession Origène Gobeille**

Avis est par les présentes donné que Dame Eva Laroche, Joseph Henri Origène Archambault, né Gobeille, et Éphrem Tardif, chacun d'eux de la cité de Montréal, exécuteurs testamentaires en vertu du testament d'Origène Gobeille, de son vivant de la cité de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa présente ou à sa prochaine session pour la présentation d'un projet de

**Gabriel Management Limited**

Notice is hereby given that "Gabriel Management Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 6th day of March, 1963, and having its head office in Mont Gabriel, has established its office at Mont Gabriel, county of Terrebonne, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 18th day of March, 1963.

2559-o

P. EMMET KIERANS,  
*Secretary-Treasurer.*

**Nettoyeurs Lucerne (1963) Limitée**  
**Lucerne Cleaners (1963) Limited***« By-law "F" »*

(a by-law changing the location of the head office of the company).

"1. The head office of the company is by these presents moved from 75, Laurier St., West, city of Montreal, Province of Quebec, at 139, Iberville Blvd., town of Repentigny, Province of Quebec.

2. The by-laws of the company are by these presents therefore amended."

I, the undersigned, secretary-treasurer, of "Nettoyeurs Lucerne (1963) Limitée — Lucerne Cleaners (1963) Limited", certify by these presents that which precedes is a true copy of by-law "F" duly adopted by the directors of the company on February 19, 1963 and duly approved of the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special meeting of the shareholders convened for this purpose and held on February 19, 1963.

Montreal, March 12, 1963.

(Seal)

YOLANDE CRENIER,  
*Secretary-Treasurer.*

2560

1444-38

**Télécommunications Richelieu Limitée**

Notice is hereby given that "Télécommunications Richelieu Limitée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 7th day of January, 1963, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 1050, Beaver Hall Hill.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of April 1963.

Télécommunications Richelieu Limitée,

JOSEPH I. Z. VALIQUETTE,

2561-o

*President.*

**Application to Legislature****Estate Origène Gobeille**

Notice is hereby given that Dame Eva Laroche, Joseph Henri Origène Archambault, né Gobeille, and Éphrem Tardif, all of the city and district of Montreal, executors under the last will and testament of Origène Gobeille, in his lifetime of the city of Saint-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present or next session for the passing of an Act giving to the said executors full power

loi aux fins d'accorder aux exécuteurs testamentaires ci-haut mentionnés le pouvoir de vendre une propriété dépendant des substitutions créés par le testament d'Origène Gobeille reçu par M<sup>re</sup> J. Camille Paré, N.P., le 21<sup>e</sup> jour de juillet 1938, et pour toute autre fin nécessaire aux présentes.  
Montreal, le 11 mars 1963.

*Les Procureurs des requérants,*  
2346-11-4-o AWADA & BEY.

**Ville de Pierrefonds**

Avis est par les présentes donné, que la « Ville de Pierrefonds », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à sa présente session de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs concernant les matières suivantes: pour former en corporation de cité les habitants ou contribuables du territoire de la ville de Pierrefonds et leurs successeurs; faire déclarer la ville propriétaire à toutes fins que de droit des lots ci-après possédés et utilisés soit elle comme rues publiques, lots numéros 23-1 (rue Hortie) 150-9, 151-51, 151-52, 151-53, 152-52 (rue Rive Boisée) 151-55, 152-55 (rue Du Docteur) 151-79 (rue David) 151-54, 151-90 (rue des Maçons) partie lot 177 (rue Laniel) partie lot 177 (boul. Ste-Croix) 195-20 (rue Legault) 195-P-37, 195-38A et partie 195 (rue des Rivières) 195-52 (rue Noël) 195-81 et partie 195 (rue Bouchard) 197-4, 197-6, 197-7, 197-26, 197-25 (rue Coursol) partie 201 (rue Crystal) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève; amender l'article 429, par. 8 de la Loi des Cités et Villes et faire fixer les montants devant être payés par les propriétaires de terres, pour fins d'aménagement de parcs; amender l'article 463 de la Loi des Cités et Villes et exiger une servitude sur tout immeuble, d'une largeur de 5 pieds pour l'installation de fils aériens ou souterrains ou d'autres services publics; changer le mode d'imposition des taxes décrétées par les règlements d'emprunt de la « Ville de Pierrefonds » nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202, 248 concernant l'exécution des travaux de certaines conduites principales d'aqueduc, d'égout, de stations de pompage, desservant parties de la ville; amender l'article 537 de la Loi des Cités et Villes pour faire établir de quelle manière et à quelle époque les taxes scolaires peuvent être perçues par le trésorier; et pour autres fins;

Pierrefonds, ce 8 mars 1963.  
*Les Procureurs de la requérante,*  
2403-12-4-o SAVARD & ROULEAU.

of sale of the property subject to the substitutions created by the last will and testament of Origène Gobeille executed before J. Camille Paré, N.P., on the 21st day of July, 1938, and such other powers as may be necessary in connection with the said will.

Montreal, March 11, 1963.  
AWADA & BEY,  
2346-11-4-o Solicitors for the Applicants.

**Town of Pierrefonds**

Notice is hereby given that the "Town of Pierrefonds", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following: to form in a city corporation the inhabitants and the tax payers on the territory of the town of Pierrefonds; to have the town declared owner à toutes fins que de droit of the following lots possessed and utilized as public streets lots Nos 23-1 (Hortie Street) 150-9, 151-51, 151-52, 151-53, 152-52 (Rive Boisée Street) 151-55, 152-55 (du Docteur Street) 151-79 (David Street) 151-54, 151-90 (des Maçons Street) part lot 177 (Laniel Street) part lot 177 (Ste-Croix Blvd) 195-20 (Legault Street) 195-P-37, 195-38A and part 195 (des Rivières Street) 195-52 (Noël Street) 195-81 and part 195 (Bouchard Street) 197-4, 197-6, 197-7, 197-26, 197-25 (Coursol Street) part 201 (Crystal Street) of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève; to amend section 429 par. 8 of the Cities and Towns Act to fix the amounts to be paid by the owner of lands for the purpose of establishing public parks; to amend section 463 of the Cities and Towns Act to require a right-of-way of 5 feet width on any immovable, for the installation of overhead and underground wires or any other public services; to change the mode of imposition of the taxes provided for by borrowing by-laws of the "Town of Pierrefonds", Nos 108, 116, 119, 149, 186, 192, 218, 228, 233, 131, 138, 169, 173, 188, 196, 197, 202, 248 concerning the execution of works of certain water-mains, trunk sewers, and of pumping stations servicing parts of the town; to amend section 537 of the Cities and Towns Act to establish the time and manner of collection of school taxes by the treasurer; and for any other purpose.

Pierrefonds, March 8, 1963.  
SAVARD & ROULEAU,  
2403-12-4-o Attorneys for the petitioner.

**Examen du Barreau**

**Bar Examination**

**Barreau de Québec — Bar of Quebec**

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Given name	Age	Résidence Residence	Collège College
Gingras.....	Ronald-Gilles.....	23	1240, Osanam, Québec.....	Université d'Ottawa.

Québec, le 28 mars 1963 — Quebec, March 28, 1963.

*Le Secrétaire-trésorier adjoint du Barreau de Québec,*  
LUCIEN LORTIE,  
Associate Secretary-Treasurer of Quebec Bar.

**Liquidation — Avis de****Winding up Notices****Coopérative du Bas Perfection Inc.**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « Coopérative du Bas Perfection Inc. », tenue à Saint-Jean, le 13 septembre 1962, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 278), et que M. Maurice Bernier a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2566-o

723-56

**Coopérative du Bas Perfection Inc.**

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the co-operative syndicate "Coopérative du Bas Perfection Inc.", held at Saint-John's, on September 13, 1962, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Co-operative Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290) and the Winding-up Act, (*Ibid.*, chapter 278), and that Mr. Maurice Bernier has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 29, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2566

723-56

**G. L. Dante Construction Inc.**

Avis est par les présentes donné que, le 6 juillet 1962, les actionnaires de la compagnie « G. L. Dante Construction Inc. », ont régulièrement adopté une résolution déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement et que la compagnie sera dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 avril 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2567-o

14647-61

**G. L. Dante Construction Inc.**

Notice is hereby given that, on July 6, 1962, the shareholders of "G. L. Dante Construction Inc.", adopted a resolution, in the regular manner, declaring that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that the company be dissolved, the whole pursuant to the provisions of the Winding-up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278).

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 2, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2567

14647-61

**Ministère des  
Affaires municipales****Department of  
Municipal Affairs****Village d'Ayersville****Village of Ayersville**

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à un juge de la Cour supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans et pour le district de Saint-Jérôme, mardi, le 16 avril 1963, à 10 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi la corporation du village d'Ayersville, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, ce 27 mars 1963.

*Le Secrétaire,*  
ROGER DESAULNIERS.

2572-o

Public notice is hereby given, as prescribed by section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will present, pursuant to the provisions of section 38 of the said act, to a judge of the Superior Court sitting at Saint-Jérôme, in and for the district of Saint-Jérôme, Tuesday, April 16, 1963, at 10:00 o'clock a.m., a petition for the purpose of declaring in default under section V of the same Act the corporation of the village of Ayersville, in the county of Argenteuil.

Quebec, March 27, 1963.

ROGER DESAULNIERS,  
*Secretary.*

2572

**Canton de Magog****Township of Magog**

Le soussigné donne avis, que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 5 mars 1963 par le conseil municipal du canton de Magog, comté de Stanstead, et conformément aux dispositions de l'article 131-A du Code municipal, il a révoqué, en date du 26 mars 1963, le décret émis par le gouverneur-général en conseil le 25 septembre 1855, ordonnant que les publications de tous les

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on March 5, 1963, by the municipal council of the township of Magog, county of Stanstead, and pursuant to the provisions of section 131-A of the Municipal Code, the council has revoked, on March 26, 1963, the decree issued by the Governor-General in Council on September 25, 1855, ordering that the publi-

avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation précitée se fasse dans la langue anglaise seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131-A du Code municipal.

*Le Ministre des Affaires municipales,*  
2572-o PIERRE LAPORTE.

ation of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the above mentioned corporation be made in the English Language only.

The present notice is published under section 131-A of the Municipal Code.

2572 PIERRE LAPORTE,  
*Minister of Municipal Affairs.*

## Ministère de l'Agriculture Industrie laitière

### Ordonnance No 5-62-B

Région du Sud de la province de Québec

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 28 mars 1963, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2 de l'ordonnance 5-62 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 août 1962, est modifié en ajoutant, après les mots « les districts électoraux de » les mots « Beauce, Mégantic, Frontenac, Wolfe, Compton ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 avril 1963.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, *président,*  
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire,*  
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire,*  
PAUL CHARETTE, *commissaire.*

*Certifié:* ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire.*  
2589-o

## Department of Agriculture Dairy Industry

### Order No. 5-62-B

Region of Southern Quebec Province

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, March 28, 1963, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Paul Charette, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, q.c., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 2 of Order 5-62 published in the *Quebec Official Gazette* of August 25, 1962, is modified by adding, after the words "the electoral districts of" the words "Beauce, Megantic, Frontenac, Wolfe, Compton".

2. The present Order shall come into force on April 16, 1963.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, *President,*  
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner,*  
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner,*  
PAUL CHARETTE, *Commissioner.*

*Certified:* ALPHONSE SAVOIE, *Secretary.*  
2589-o

## Département de l'Instruction publique

### Bellerive

Avis est par la présente donné, que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion du territoire actuel de la commission scolaire de Bellerive, dans le comté de Labelle, à la municipalité scolaire de Nominuingue, dans le même comté.  
Québec, le 20 mars 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS,  
2463-13-2-o 102-63

### Petit-Pabos

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Petit-Pabos, dans le comté de Gaspé-Sud, à la municipalité scolaire de Pabos, dans le même comté.  
Québec, le 26 mars 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
O.-J. DESAULNIERS,  
2506-13-2-o 454-56

## Department of Education

### Bellerive

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation of the present territory of the school commission of Bellerive, in the county of Labelle, to the school municipality of Nominuingue, in the same county.  
Québec, March 20, 1963.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*  
2463-13-2 102-63

### Petit-Pabos

Application is made to annex the present territory of the school commission of Petit-Pabos, in the county of Gaspé-South, to the school municipality of Pabos, in the same county.  
Québec, March 26, 1963.

*O.-J. DESAULNIERS,*  
*Superintendent of Education.*  
2506-13-2 454-56

**Paroisse St-Michel-de-Rougemont**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Michel-de-Rougemont, dans le comté de Rouville, à la municipalité scolaire du village de St-Michel-de-Rougemont, dans le même comté.

Québec, le 26 mars 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

2507-13-2-o

360-61

**Parish of St-Michel-de-Rougemont**

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Michel-de-Rougemont, in the county of Rouville, to the school municipality of the village of St-Michel-de-Rougemont, in the same county.

Quebec, March 26, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

*Superintendent of Education.*

2507-13-2

360-61

**Montbeillard et Rollet**

Avis est par la présente donné que je me propose de révoquer l'union des corporations de syndics d'écoles pour les municipalités de Montbeillard et de Rollet, dans le comté de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 108, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Québec, le 27 mars 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

2532-14-2-o

1329-61

**Montbeillard and Rollet**

Notice is hereby given that I intend to revoke the Union of the School Syndicates Corporations for the municipalities of Montbeillard and of Rollet, in the county of Rouyn-Noranda, in accordance with the provisions of the last paragraph of section 108 of chapter 59, in the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, March 27, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

*Superintendent of Education.*

2532-14-2

1329-61

**Val-Jalbert**

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion du territoire actuel de la municipalité scolaire de Val-Jalbert, dans le comté de Roberval, à la municipalité scolaire de Chambord, dans le même comté:

Le territoire en question comprend premièrement, la partie du lot 21 du rang I, située à l'ouest de la rivière Ouiatchouan; la partie des lots 21 et 22 du rang II, située à l'ouest de la même rivière ainsi qu'une partie du lot 23 du rang II bornée à l'est par le lot No 22, à l'ouest au prolongement vers le sud jusqu'au rang III de la ligne de division, des lots 21 et 22 du rang I, tous ces lots ou parties de lots du canton Charlevoix, et deuxièmement, cette autre partie du lot No 21, à l'est de la rivière Ouiatchouan du rang I, le lot No 20-c du même rang et une partie du lot 20-b du même rang comprise entre le lot 20-c à l'ouest et bornée encore à l'est au prolongement vers le nord jusqu'au Lac Saint-Jean de la ligne séparative des lots Nos 20 et 21 du rang II, et la partie à l'est de la rivière Ouiatchouan des lots Nos 21 et 22 du rang 2, tous du même canton.

Québec, le 27 mars 1963.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

O.-J. DESAULNIERS.

2533-14-2-o

564-60

**Val-Jalbert**

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of Chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation of the present territory of the school municipality of Val-Jalbert, in the county of Roberval, to the school municipality of Chambord, in the same county:

The territory in question comprises, first, the part of lot 21 on Range I situated to the west of Ouiatchouan River; the part of lots 21 and 22 on Range II, situated to the west of the same river as well as a part of lot 23 on Range II bounded on the east by lot No. 22, on the west by the extension towards the south as far as Range III of the division line between lots 21 and 22 on Range I; all these lots or parts of lot in the township of Charlevoix, and, secondly, the part of lot No. 21, to the east of the Ouiatchouan River on Range I, the lot No. 20-c on the same Range and a part of lot 20-b on the same Range enclosed between lot 20c on the west and bounded on the east by the extension towards the north as far as lake St. John of the line separating lots Nos. 20 and 21 on Range II, and the part to the east of the Ouiatchouan River of lots 21 and 22 on Range 2, all in the same township.

Quebec, March 27, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

*Superintendent of Education.*

2533-14-2

564-60

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre****Canton de Girard**

Cadastre officiel du canton de Girard, municipalité de St-Thomas Didyme, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 14-2-2, 14-2-5, 14-2-6, sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 15 mars 1963.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

2549-o

**Department of Lands and Forests  
Cadastre****Township of Girard**

Official cadastre of the township of Girard, municipality of St-Thomas Didyme, registration division of Lac St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that lots 14-2-2, 14-2-5, 14-2-6 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 15, 1963.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

2549-o

**Paroisse de Lachine**

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la cité de Lasalle, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 944, 945, 946, 947 et 947-1 est annulée et le lot 1070 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 19 mars 1963.

2549-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Parish of Lachine**

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the city of Lasalle, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots a part of lots 944, 945, 946, 947 and 947-1 is cancelled and lot 1070 is added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 19, 1963.

2549-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Paroisse de Montréal**

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 4753 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 19 mars 1963.

2549-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Parish of Montreal**

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, municipality of the city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 4753 is added in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 19, 1963.

2549-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Paroisse de Ste-Foye**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 17-8 et 18-67 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 21 mars 1963.

2549-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Parish of Ste-Foye**

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 17-8 and 18-67 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 21, 1963.

2549-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Paroisse de Ste-Foye**

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par les présente donné que les lots 224-145 et 224-158 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 22 mars 1963.

2549-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Parish of Ste-Foye**

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 224-145 and 224-158 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 22, 1963.

2549-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Paroisse de St-Vincent-de-Paul**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, municipalité de la cité de Duvernay, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par les présente donné que les lots 68-124 à 68-126, 69-62 à 69-64, 69-43, 70-83 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 19 mars 1963.

2549-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Parish of St-Vincent-de-Paul**

Official cadastre of the parish of St-Vincent-de-Paul, municipality of the city of Duvernay, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 68-124 to 68-126, 69-62 to 69-64, 69-43, 70-83 are cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 19, 1963.

2549-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Ministère du Travail**

**Avis de modification**

*Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames  
Région de Québec*

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable

**Department of Labour**

**Notice of amendment**

*Men's and ladies' hairdressing trades  
Region of Quebec*

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Honour-

René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec, à savoir:

1° Le Syndicat Catholique des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski sera biffé des parties contractantes de deuxième part.

2° Les mots « la ville de Rimouski et un rayon de cinq (5) milles se ses limites » seront biffés du paragraphe 2° de l'article 101°.

3° L'alinéa « e » du paragraphe intitulé « Zone II » de l'article 102° sera biffé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 6 avril 1963.

2550-0

able René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 44 of January 14, 1954 and amendments, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Québec, to wit:

1. "Le Syndicat Catholique des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski" will be deleted from contracting parties of the second part.

2. The words "the town of Rimouski and a radius of five (5) miles from its limits" will be deleted from paragraph 2 of article 101.

3. Sub-paragraph "e" of the paragraph entitled "Zone II" of article 102 will be deleted.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, April 6, 1963.

2550-0

## Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 26 février 1963.

MM. Gérard Juneau, garagiste, Johnny Bergeron, rentier, Antonio Allard, commerçant, et Maurice Bergeron, cultivateur, tous de St-Paulin: commissaires pour tenir la Cour des commissaires de St-Paulin, dans le district électoral de Maskinongé.

Québec, le 5 mars 1963.

M. Jean-Claude Royer, conseiller juridique au ministère des Affaires culturelles: commissaire *per dedimus postestatem*.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,  
RAYMOND DOUVILLE.

2517-0

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commissions Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

## Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission, under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, February 26, 1963.

Messrs. Gérard Juneau, garageman, Johnny Bergeron, annuitant, Antonio Allard, tradesman, and Maurice Bergeron, farmer, all of St-Paulin; commissioners to hold the Commissioners Court of St-Paulin, in the electoral district of Maskinongé.

Québec, March 5, 1963.

Mr. Jean-Claude Royer, juridical counsellor to the Minister of Cultural Affairs: Commissioner *per dedimus postestatem*.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 2, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
Assistant Secretary of the Province.

2517

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Deux-Montagnes.....	Lécuyer, Réal (1).....	Secrétaire — Secretary...	Saint-Eustache-sur-le-Lac.
Montréal-Verdun.....	Berlinguette, Richard (2).	Gérant de ventes — Sales manager.....	Montréal.

(1) En remplacement de monsieur Luc Léveillé, démissionnaire.— In place of Mr. Luc Léveillé, resigner.

(2) En remplacement de monsieur Anatole Lesyk, démissionnaire.— In place of Mr. Anatole Lesyk, resigner.

Québec, le 27 mars 1963.

Le Président général des élections,  
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

2573-o

Quebec, March 27, 1963.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,  
Chief Returning-Officer.

2573-o

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commissions Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Gaspé-Sud .....	Frazer, Ernest (1) .....	Contremaître — Foreman.	Chandler.

(1) En remplacement de Michael Smith, démissionnaire. — In place of Mr. Michael Smith, resigner.

Québec, le 29 mars 1963.

Le Président général des élections,  
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

2573-o

Quebec, March 29, 1963.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,  
Chief Returning-Officer.

2573-o

### Soumissions

#### Ville de Bedford Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Émile E. Demers, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1, rue Principale, Bedford, comté de Missisquoi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 23 avril 1963, pour l'achat de \$87,500 d'obligations de la ville de Bedford, comté de Missisquoi, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un aux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 150 — 2e et dernière tranche de \$87,500 — construction d'un aqueduc et réseau d'alimentation d'eau potable.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Tableau d'amortissement — \$87,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964.....	\$ 500
1er mai 1965.....	500
1er mai 1966.....	500
1er mai 1967.....	500
1er mai 1968.....	500
1er mai 1969.....	1,000
1er mai 1970.....	1,000
1er mai 1971.....	1,000
1er mai 1972.....	1,000
1er mai 1973.....	1,000
1er mai 1974.....	1,500
1er mai 1975.....	1,500
1er mai 1976.....	1,500
1er mai 1977.....	1,500
1er mai 1978.....	1,500
1er mai 1979.....	2,000
1er mai 1980.....	2,000
1er mai 1981.....	2,000
1er mai 1982.....	2,000
1er mai 1983.....	64,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération

### Tenders

#### Town of Bedford County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Émile E. Demers, secretary-treasurer, town hall, 1 Main St., Bedford, county of Missisquoi, until 7:30 o'clock p.m. on Tuesday, April 23, 1963, for the purchase of an issue of \$87,500 of bonds for the town of Bedford, county of Missisquoi, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 150 — 2nd and last block of \$87,500 — construction of an aqueduct and a drinking-water pipeline system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Table of redemption — \$87,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964.....	\$ 500
May 1, 1965.....	500
May 1, 1966.....	500
May 1, 1967.....	500
May 1, 1968.....	500
May 1, 1969.....	1,000
May 1, 1970.....	1,000
May 1, 1971.....	1,000
May 1, 1972.....	1,000
May 1, 1973.....	1,000
May 1, 1974.....	1,500
May 1, 1975.....	1,500
May 1, 1976.....	1,500
May 1, 1977.....	1,500
May 1, 1978.....	1,500
May 1, 1979.....	2,000
May 1, 1980.....	2,000
May 1, 1981.....	2,000
May 1, 1982.....	2,000
May 1, 1983.....	64,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bedford, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 avril 1963 à 7.30 heures, du soir, à l'Hôtel de Ville, 1, rue Principale, Bedford, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bedford, (Comté de Missisquoi), ce 29 mars 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ÉMILE E. DEMERS.

Hôtel de Ville, 1, rue Principale, C.P. 195,  
Bedford, (Missisquoi), P.Q.  
Téléphone: CH 8-2440.

2562-o

year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bedford, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, April 23, 1963, at 7:30 o'clock p.m., in the town Hall, 1 Main St., Bedford, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bedford, (County of Missisquoi), March 29, 1963.

ÉMILE E. DEMERS,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 1 Main St., P.O.B. 195,  
Bedford, (Missisquoi), P.Q.  
Telephone: CH 8-2440.

2562

### La commission des écoles catholiques de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eug. Huot, secrétaire-trésorier, 1460, chemin Sainte-Foy, Québec 6, jusqu'à midi, heure normale de l'Est, jeudi, le 25 avril 1963, pour l'achat de \$3,000,000 d'obligations de La Commission des écoles catholiques de Québec, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt 10704 en date du 20 mars 1963; consolidation du déficit accumulé, le 30 juin 1962, constructions d'écoles et achat de mobilier scolaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Tableau d'amortissement — \$3,000,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$ 86,000
1er mai 1965	91,000
1er mai 1966	96,000
1er mai 1967	101,000
1er mai 1968	107,000
1er mai 1969	112,000
1er mai 1970	119,000
1er mai 1971	125,000
1er mai 1972	132,000
1er mai 1973	139,000
1er mai 1974	147,000
1er mai 1975	155,000
1er mai 1976	163,000
1er mai 1977	172,000

### The catholic school commission of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Eug. Huot, secretary-treasurer, 1460 Ste-Foy Road, Quebec 6, until twelve o'clock, Eastern standard time, on Thursday, April 25, 1963, for the purchase of an issue of \$3,000,000 of bonds for The catholic school commission of Quebec, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution 10704 dated March 20, 1963; funding of the accumulated deficit as at June 30, 1962, buildings of schools and purchase of school furniture.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Table of redemption — \$3,000,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$ 86,000
May 1, 1965	91,000
May 1, 1966	96,000
May 1, 1967	101,000
May 1, 1968	107,000
May 1, 1969	112,000
May 1, 1970	119,000
May 1, 1971	125,000
May 1, 1972	132,000
May 1, 1973	139,000
May 1, 1974	147,000
May 1, 1975	155,000
May 1, 1976	163,000
May 1, 1977	172,000

1er mai 1978.....	\$182,000
1er mai 1979.....	192,000
1er mai 1980.....	203,000
1er mai 1981.....	214,000
1er mai 1982.....	226,000
1er mai 1983.....	238,000

May 1, 1978.....	\$182,000
May 1, 1979.....	192,000
May 1, 1980.....	203,000
May 1, 1981.....	214,000
May 1, 1982.....	226,000
May 1, 1983.....	238,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau d'amortissement tel que ci-dessus, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'aux succursales de ladite banque à Toronto et à Ottawa, dans la province d'Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de La Commission des écoles catholiques de Québec qui sera tenue jeudi, le 25 avril 1963, à 3 heures de l'après-midi, à 1460, Sainte-Foy, Québec 6.

La Commission des écoles catholiques de Québec se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Québec, ce 28 mars 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
EUG. HUOT.

1460, chemin Sainte-Foy,  
Québec 6, P.Q.  
Téléphone: 681-6231.

2577-o

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above schedule of amortization, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the branches of the said bank in Toronto and Ottawa, in the Province of Ontario.

The said bonds will not be redeemably by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of The catholic school commission of Quebec to be held on Thursday, April 25, 1963, at 3:00 o'clock p.m., at 1460, Sainte-Foy Road, Québec 6.

The catholic school commission of Quebec does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Québec City, March 28, 1963.

*EUG. HUOT,*  
*Secretary-Treasurer.*

1460, Sainte-Foy Road,  
Québec 6, P.Q.  
Telephone: 681-6231.

2577-o

**Les commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Greenfield Park**  
Comté de Chambly

**The (Protestant) school commissioners for the municipality of Greenfield Park**  
County of Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, W. E. Board, secrétaire-trésorier, 482, avenue Springfield, Greenfield Park, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, 22 avril 1963, pour l'achat de \$540,000 d'obligations des commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. E. Board, secretary-treasurer, 482, Springfield Avenue, Greenfield Park, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, April 22, 1963, for the purchase of an issue of \$540,000 of bonds of the (Protestant) school commissioners for the municipality of Greenfield Park, county of Chambly, dated May 1, 1964 and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution en date du 14 décembre 1962 — \$540,000 — construction d'une école élémentaire de dix-neuf classes.

Resolution dated December 14, 1962 — \$540,000 — building of a nineteen elementary school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1963.

Tableau d'amortissement — \$540,000 — 20 ans

Table of redemption — \$540,000 — 20 years

Année	Capital
1er mai 1964.....	x \$54,500
1er mai 1965.....	x 58,000
1er mai 1966.....	x 61,500
1er mai 1967.....	x 65,000
1er mai 1968.....	x 69,000

Year	Capital
May 1, 1964.....	x \$54,500
May 1, 1965.....	x 58,000
May 1, 1966.....	x 61,500
May 1, 1967.....	x 65,000
May 1, 1968.....	x 69,000

1er mai 1969.....	\$10,000	May 1, 1969.....	\$10,000
1er mai 1970.....	10,500	May 1, 1970.....	10,500
1er mai 1971.....	11,000	May 1, 1971.....	11,000
1er mai 1972.....	12,000	May 1, 1972.....	12,000
1er mai 1973.....	12,500	May 1, 1973.....	12,500
1er mai 1974.....	13,500	May 1, 1974.....	13,500
1er mai 1975.....	14,000	May 1, 1975.....	14,000
1er mai 1976.....	15,000	May 1, 1976.....	15,000
1er mai 1977.....	16,000	May 1, 1977.....	16,000
1er mai 1978.....	17,000	May 1, 1978.....	17,000
1er mai 1979.....	18,000	May 1, 1979.....	18,000
1er mai 1980.....	19,000	May 1, 1980.....	19,000
1er mai 1981.....	20,000	May 1, 1981.....	20,000
1er mai 1982.....	21,000	May 1, 1982.....	21,000
1er mai 1983.....	22,500	May 1, 1983.....	22,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$315,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$63,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert,

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, aussi bien qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, 22e jour d'avril 1963 à 8 heures p.m., à l'école « Royal George », 482, avenue Springfield, Greenfield Park, comté de Chambly.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, (Comté de Chambly), ce 2e jour d'avril 1963.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
W. E. BOARD.

482, avenue Springfield,  
Greenfield Park, (Chambly), P. Q.  
Téléphone: OR-1-8454. 2584

**Municipalité de Labrecque (St-Léon)**  
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné G.-H. Lemay, secrétaire-trésorier, St-Léon-de-Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 22 avril 1963, pour l'achat de \$48,500 d'obligations de la municipalité de Labrecque, comté de Chicoutimi, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$315,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$63,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, April 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m. at Royal George school, 482 Springfield Avenue, Greenfield Park, county of Chambly.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, (County of Chambly), April 2, 1963.

*W. E. BOARD,*  
*Secretary-Treasurer.*

482, Springfield Avenue,  
Greenfield Park, (Chambly), P. Q.  
Telephone: OR-1-8454. 2584-0

**Municipality of Labrecque (St-Léon)**  
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G.-H. Lemay, secretary-treasurer, St-Léon-de-Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock p.m. Monday, April 22, 1963, for the purchase of an issue of \$48,500 of bonds for the municipality of Labrecque, county of Chicoutimi, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement No 38 — \$48,500 — tel que modifié — travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Tableau d'amortissement — \$48,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	\$ 500
1er mai 1965	500
1er mai 1966	500
1er mai 1967	500
1er mai 1968	1,000
1er mai 1969	1,000
1er mai 1970	1,000
1er mai 1971	1,000
1er mai 1972	1,000
1er mai 1973	1,000
1er mai 1974	1,000
1er mai 1975	1,000
1er mai 1976	1,000
1er mai 1977	1,500
1er mai 1978	1,500
1er mai 1979	1,500
1er mai 1980	1,500
1er mai 1981	1,500
1er mai 1982	2,000
1er mai 1983	28,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 avril 1963 à 8 heures du soir, en la salle du collège, St-Léon-de-Chicoutimi, comté de Jonquière-Kénogami.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Labrecque, (Comté de Chicoutimi), ce 2 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,  
G.-H. LEMAY.

St-Léon-de-Chicoutimi,  
(Jonquière-Kénogami), P.Q.,  
Téléphone: No-2-7327.

2585-0

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine  
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Raoul Rocheleau, secrétaire-trésorier, 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 23 avril 1963, pour l'achat de \$435,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries

By-law No. 38 — \$48,500 — as amended — work on sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Table of redemption — \$48,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	\$ 500
May 1, 1965	500
May 1, 1966	500
May 1, 1967	500
May 1, 1968	1,000
May 1, 1969	1,000
May 1, 1970	1,000
May 1, 1971	1,000
May 1, 1972	1,000
May 1, 1973	1,000
May 1, 1974	1,000
May 1, 1975	1,000
May 1, 1976	1,000
May 1, 1977	1,500
May 1, 1978	1,500
May 1, 1979	1,500
May 1, 1980	1,500
May 1, 1981	1,500
May 1, 1982	2,000
May 1, 1983	28,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds for the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the College Hall, St-Léon-de-Chicoutimi, county of Jonquière-Kénogami.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Labrecque, (County of Chicoutimi), April 2, 1963.

G.-H. LEMAY,  
Secretary-Treasurer.

St-Léon-de-Chicoutimi,  
(Jonquière-Kénogami), P.Q.,  
Telephone: No -2-7327.

2585

The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine  
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raoul Rocheleau, secretary-treasurer, 80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, April 23, 1963, for the purchase of an issue of \$435,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1

du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 28 février 1963 — \$435,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Tableau d'amortissement — \$435,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964	x\$34,500
1er mai 1965	x 36,500
1er mai 1966	x 39,000
1er mai 1967	x 41,000
1er mai 1968	x 43,500
1er mai 1969	10,500
1er mai 1970	11,000
1er mai 1971	11,500
1er mai 1972	12,500
1er mai 1973	13,000
1er mai 1974	14,000
1er mai 1975	14,500
1er mai 1976	15,500
1er mai 1977	16,500
1er mai 1978	17,500
1er mai 1979	18,500
1er mai 1980	19,500
1er mai 1981	20,500
1er mai 1982	22,000
1er mai 1983	23,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$180,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$36,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 23 avril 1963 à 8 heures du soir, 80, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 3 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,  
RAOUL ROCHELEAU.

80, rue Dorval, C.P. 190,

Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.

Téléphone: FR 5-4749, code 819. 2590-0

1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 28, 1963 — \$435,000 construction of an elementary school of 12 classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Table of redemption — \$435,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964	x\$34,500
May 1, 1965	x 36,500
May 1, 1966	x 39,000
May 1, 1967	x 41,000
May 1, 1968	x 43,500
May 1, 1969	10,500
May 1, 1970	11,000
May 1, 1971	11,500
May 1, 1972	12,500
May 1, 1973	13,000
May 1, 1974	14,000
May 1, 1975	14,500
May 1, 1976	15,500
May 1, 1977	16,500
May 1, 1978	17,500
May 1, 1979	18,500
May 1, 1980	19,500
May 1, 1981	20,500
May 1, 1982	22,000
May 1, 1983	23,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$180,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$36,000 each from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 23, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at 80 Dorval Street, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain), April 3, 1963.

RAOUL ROCHELEAU,  
Secretary-Treasurer.

80 Dorval St. P.O.B. 190,

Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.

Telephone: FR 5-4749, code 819. 2590

**Ville de Dollard-des-Ormeaux**  
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Labrosse, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., 203, Boulevard Hymus, Pointe-Claire ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'École Catholique, Boil. Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, lundi, le 22 avril 1963, pour l'achat de \$1,000,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1963 et remboursables par séries du 1er mai 1964 au 1er mai 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 36 — \$6,500 — aqueduc; 56 — \$29,000 — aqueduc, égouts et voirie; 65 — \$375,000 — installation d'enseignes de rues, éclairage, etc; 73 — \$27,000 — pavage, aqueduc et égouts; 78 — \$12,000 — pavage, drainage, aqueduc et égouts; 88 — \$150,500 — égouts et drainage; 89 — \$100,000 — pavage, drainage, aqueduc et égouts; 92 — \$300,000 — aqueduc et drainage.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1963.

Tableau d'amortissement — \$1,000,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1964.....	\$ 13,000
1er mai 1965.....	14,000
1er mai 1966.....	15,000
1er mai 1967.....	15,000
1er mai 1968.....	21,000
1er mai 1969.....	21,000
1er mai 1970.....	24,000
1er mai 1971.....	24,000
1er mai 1972.....	25,000
1er mai 1973.....	25,000
1er mai 1974.....	28,000
1er mai 1975.....	29,000
1er mai 1976.....	30,000
1er mai 1977.....	31,000
1er mai 1978.....	32,000
1er mai 1979.....	33,000
1er mai 1980.....	35,000
1er mai 1981.....	36,000
1er mai 1982.....	38,000
1er mai 1983.....	511,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal 1% du montant de l'emprunt et, devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

**Town of Dollard-des-Ormeaux**  
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Labrosse, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., 203 Hymus Blvd., Pointe-Claire, or until 8:00 o'clock p.m., in the Catholic School, Anselme Lavigne Blvd., Dollard-des-Ormeaux, Monday, April 22, 1963, for the purchase of an issue of \$1,000,000 of bonds for the Town of Dollard-des-Ormeaux, county of Jacques-Cartier, dated May 1, 1963, and redeemable serially from May 1, 1964 to May 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 36 — \$6,500 — aqueduc; 56 — \$29,000 — aqueduc, sewers and roadwork; 65 — \$375,000 — installation of street signs, lighting, etc; 73 — \$27,000 — paving, aqueduc and sewers; 78 — \$12,000 — paving, drainage, aqueduc and sewers; 88 — \$150,500 — sewers and drainage; 89 — \$100,000 — paving, drainage, aqueduc and sewers; 92 — \$300,000 — aqueduc and drainage.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1963.

Table of redemption — \$1,000,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1964.....	\$ 13,000
May 1, 1965.....	14,000
May 1, 1966.....	15,000
May 1, 1967.....	15,000
May 1, 1968.....	21,000
May 1, 1969.....	21,000
May 1, 1970.....	24,000
May 1, 1971.....	24,000
May 1, 1972.....	25,000
May 1, 1973.....	25,000
May 1, 1974.....	28,000
May 1, 1975.....	29,000
May 1, 1976.....	30,000
May 1, 1977.....	31,000
May 1, 1978.....	32,000
May 1, 1979.....	33,000
May 1, 1980.....	35,000
May 1, 1981.....	36,000
May 1, 1982.....	38,000
May 1, 1983.....	511,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 avril 1963 à 8 heures du soir, École Catholique, 35 Boul. Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux, (Comté de Jacques-Cartier), ce 3 avril 1963.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
RENÉ LABROSSE.

203, Boulevard Hymus,  
Pointe-Claire, (Jacques-Cartier), P.Q.  
Téléphone: OX-7-1290. 2591-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, April 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Catholic School, 35 Anselme Lavigne Blvd., Dollard-des-Ormeaux, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux, (County of Jacques-Cartier), April 3, 1963.

RENÉ LABROSSE,  
*Secretary-Treasurer.*

203 Hymus Blvd.,  
Pointe-Claire, (Jacques-Cartier), P.Q.  
Telephone: OX-7-1290. 2591

## Syndicats coopératifs

### La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Sherbrooke

*(Loi des syndicats coopératifs de Québec)*

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de la « Caisse d'Établissement Rural de Sherbrooke », tenue le 29 janvier 1963, le nom dudit syndicat coopératif a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Sherbrooke ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2520-o 64-62

### La Caisse Populaire de Saint-Barnabé Nord

*(Loi des syndicats coopératifs de Québec)*

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de « La Caisse Populaire de St-Barnabé », tenue le 7 février 1963, le nom dudit syndicat coopératif a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « La Caisse Populaire de Saint-Barnabé Nord ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2586-o 2802-36

## Syndicat professionnel

### Association des Principaux de la Cité de Hull

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Principaux de la Cité de Hull », a été autorisée par le secrétaire de la province le 8 mars 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Hull, district judiciaire de Hull.

Québec, le 11 mars 1963.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

2534-o

## Cooperative Syndicates

### La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Sherbrooke

*(Quebec Cooperative Syndicates Act)*

Notice is given that at a general meeting of the associates of the « Caisse d'Établissement Rural de Sherbrooke », held on January 29, 1963, the name of the said cooperative syndicate was, by resolution duly adopted for this purpose, changed into that of « La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Sherbrooke ».

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 7, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2520 64-62

### La Caisse Populaire de Saint-Barnabé Nord

*(Quebec Cooperative Syndicate Act)*

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of « La Caisse Populaire de St-Barnabé », held on February 7, 1963, the name of the said cooperative syndicate has been, by a resolution duly adopted for this purpose, changed to « La Caisse Populaire de Saint-Barnabé Nord ».

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 28, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2586 2802-36

## Professional Syndicate

### Association des Principaux de la Cité de Hull

*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of « Association des Principaux de la Cité de Hull », has been authorized by the Provincial Secretary on March 8, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Hull, judicial district of Hull.

Québec, March 11, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

2534

## Vente d'effets non-réclamé

### Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1962, et non réclamés au bureau de la « Canadian Pacific Express Company », à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le deuxième jour de mai 1963, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué. Le 18 mars 1963.

Canadian Pacific Express Company,  
Le Surintendant général,  
K. H. NEWINGER.

2404-12-6-o

## Sale of Unclaimed Goods

### Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1962, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128, King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the second day of May 1963, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que. March 18, 1963.

Canadian Pacific Express Company,  
K. H. NEWINGER,  
General Superintendent.

2404-12-6-o

## Ventes par licitation

### Meilleur vs Charpentier et al

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 581 997, Irène Meilleur, demanderesse, vs Maurice Charpentier et al, défendeurs, et Le Ministre du Revenu National du Canada et al, mis en cause es qualité.

#### Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Maurice Archambault, le 21 décembre 1962, dans une cause dans laquelle Irène Meilleur, fille majeure, ménagère, des cité et district de Montréal, est demanderesse, et Maurice, André, Dollard, Claude, Marcel, Robert et Jacques Charpentier et Jeannine Charpentier, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Le Ministre du Revenu National du Canada, agissant pour le compte du Gouvernement Canadien, au nom de Sa Majesté la Reine, Division des Droits Successoraux, et le Ministre des Finances de la Province de Québec, agissant pour le compte du Gouvernement de la Province, Division des Droits Successoraux, sont mis en cause es qualité, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ou immeuble connu sous le numéro trois cent soixante-cinq (365) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie avec une bâtisse dessus érigées portant les numéros civiques 1199 à 1207 de la rue Plessis et 1204 à 1210 de la rue Dalcourt, en la cité de Montréal;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1963, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31, au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être

## Sales by Licitation

### Meilleur vs Charpentier et al

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 581 997, Irène Meilleur, plaintiff, vs Maurice Charpentier et al, defendants, and The Minister of National Revenue of Canada et al, mis en cause es quality.

#### Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Maurice Archambault, on the 21st day of December 1962, in a case in which Irène Meilleur, spinster, housewife, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Maurice, André, Dollard, Claude, Marcel, Robert and Jacques Charpentier and Jeannine Charpentier, spinster, all of the city and district of Montreal, are defendants, and The Minister of National Revenue of Canada, acting on behalf of the Canadian Government, in the name of Her Majesty the Queen, Division of Succession Duties, and The Minister of Finance of the Province of Quebec, acting on behalf of the Provincial Government, Division of Succession Duties, are mis en cause es quality, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement or immoveable known under number three hundred and sixty-five (365) on the official plan and book of reference of the Ste-Marie Ward with a building thereon erected bearing civic numbers 1199 to 1207 Plessis Street and 1204 to 1210 Dalcourt Street, in the city of Montreal;

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-THIRD day of APRIL 1963, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any oppo-

déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de trois mille dollars (\$3,000) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 11 mars 1963.

*Les Procureurs de la demanderesse,*  
2336-11-2-o GONTHIER & BERNIER.

#### Ferland vs Lehouillier et al

Province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, No: 29-147. Ferland, demandeur vs Lehouillier et al, défendeurs.

##### Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Joseph de Beauce, district de Beauce, le premier jour d'octobre 1962, dans la cause ci-dessus, ordonnant la licitation de l'immeuble ainsi décrit:

« Un emplacement situé en le village de Ste-Marie-Beauce, sur la route Carter, d'un arpent de front sur un arpent et trois-quart de profondeur, plus ou moins, avec bâtisses, circonstances et dépendances, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-six (No 436) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Marie de Beauce, sauf et à distraire la partie vendue à Jean-Baptiste Carter. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIÈME jour de mai 1963, à DIX heures a.m., au bureau du Protonotaire, au palais de justice à St-Joseph de Beauce, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de cent dollars (\$100.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Ste-Marie de Beauce, ce 18 mars 1963.

*Le Procureur du demandeur,*  
2417-12-2-o LOUIS-ALFRED FERLAND.

sition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of three thousand dollars (\$3,000) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, March 11, 1963.

GONTHIER & BERNIER,  
2336-11-2-o Attorneys for Plaintiff.

#### Ferland vs Lehouillier et al

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 29-147. Ferland, plaintiff, vs Lehouillier et al, defendants.

##### Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at St-Joseph de Beauce, district of Beauce, on the first day of October, 1962, in the above-mentioned case, ordering the licitation of the immoveable described thus:

"An emplacement situated in the village of Ste-Marie-Beauce, on Carter Road, measuring one arpent in front, by one and three-quarters arpent in depth, more or less, with the buildings, circumstances and dependencies, known and designated under number four hundred and thirty-six (No. 436) in the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Marie de Beauce; save and to be withdrawn is the part sold to Jean-Baptiste Carter."

The immoveable designated above will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SECOND day of MAY, 1963, at TEN o'clock a.m. in the office of the prothonotary, in the Court House in St-Joseph de Beauce, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges as filed in the records of the Prothonotary of the said Court; any opposition to annul, to secure charge or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication, and failing, the interested parties, to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from doing so.

A deposit of one hundred dollars (\$100.00) shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Ste-Marie de Beauce, March 18, 1963.

LOUIS-ALFRED FERLAND,  
2417-12-2 Attorney for the Plaintiff.

## Vente — Loi de faillite

### Camille Thibeault

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, (Siégeant en matière de Faillite), C.S. No F-165. Dans l'affaire de la Faillite de: Camille Thibeault, garagiste, Causapsal, P.Q., failli.

##### Avis de vente à l'encan

Avis est par les présentes donné que MARDI, e TRENTIÈME jour d'AVRIL 1963, à DEUX

## Sale — Bankruptcy Act

### Camille Thibeault

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (Sitting in a matter of bankruptcy) S.C. No. F-165. In the matter of bankruptcy of Camille Thibeault, garage-keeper, Causapsal; P.Q., bankrupt.

##### Notice of Sale by auction

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTYTH day of APRIL, 1963, at TWO

heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Causapscaal, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

Lot numéro quatre-A-vingt-neuf (4-A-29) du cadastre officiel, du rang un (1) nord, du canton Casuspscaal, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du code des procédures civiles et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif, avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J. Bte Desjardins, registraire des faillites.

Condition de paiement: comptant.

Rimouski, ce 21e jour de mars 1963.

Le Syndic licencié,

HENRI-A. MARTIN.

160 de l'Évêché, Rimouski, P.Q. 2483-13-2-o

o'clock in the forenoon, will be sold by public auction at the parochial Church door of Causapscaal, the immoveable in this bankruptcy, as follows:

Lot number four-A-twenty-nine (4-A-29) in the official cadaster of range one (1) north, in the township of Casuspscaal, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This immoveable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by apply to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act; this sale is equivalent to a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J. Bte Desjardins, registrar of bankruptcies.

Conditions of payment: cash

Rimouski, this 21st day of March, 1963.

HENRI-A. MARTIN,

Licensed trustee.

160 de l'Évêché, Rimouski, P.Q. 2483-13-2

## Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec  
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 6529. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, une compa-

gnie ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Newark, comté d'Essex, dans les États-Unis d'Amérique, et ayant aussi son siège social pour le Canada, en la cité de Toronto, province d'Ontario, et ayant encore sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, dûment licenciée en vertu de la Loi des assurances du Canada, demanderesse vs WILLIAM SLIMMON, de la ville de Châteauguay, et y résidant au No 98, rue des Tulipes, défendeur.

À savoir: « Un emplacement ayant front sur la rue des Tulipes, en la ville de Châteauguay, connu comme étant la subdivision trente du lot cinquante (50-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique, 98, rue des Tulipes. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Châteauguay, dit district de Beauharnois, le NEUVIÈME jour de MAI, 1963, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

ERNEST POIRIER.

Valleyfield Qué., le 27 mars 1963. 2536-14-2

[1ère insertion: le 6 avril 1963]

### Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec  
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 586-220. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, une cor-

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec  
District of Beauharnois

Superior Court, No. 6529. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, a company

having its head office and principal place of business in the city of Newark in the county of Essex, in the United States of America, and also having its head office for Canada, in the city of Toronto, Province of Ontario, and also having its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, duly licensed under the Insurance Act, of Canada, plaintiff, vs WILLIAM SLIMMON of the town of Châteauguay, and there residing at No. 98 des Tulipes Street, defendant.

To wit: "An emplacement fronting on des Tulipes Street, in the town of Châteauguay, known as subdivision thirty of lot fifty (50-30) on the official plan and book of reference for the parish of St. Joachim de Châteauguay.

With the building thereon erected bearing civic number 98 des Tulipes Street."

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Châteauguay, said district of Beauharnois on the NINTH day of MAY 1963, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff.

Valleyfield, Que., March 27, 1963. 2536-14-2-o

[1st insertion: April 6, 1963]

### Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec  
District of Beauharnois

Superior Court, No. 586-220. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation

poration légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, et une place d'affaires en la cité et district de Montréal, demanderesse *vs* WRENNIE PAYTON PARRISH, mécanicien, autrefois de la cité et du district de Montréal, et de la cité de Châteauguay, district de Beauharnois, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

À savoir: Ce certain emplacement situé dans la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire cinquante-trois (53-276), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Joachim de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay, mesurant soixante pieds de largeur, par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et spécialement un bungalow.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, le HUITIÈME jour de MAI 1963, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER,  
Valleyfield, le 28 mars 1963. 2537-14-2  
[1<sup>re</sup> insertion le 6 avril 1963]

legally constituted, having its principal place of business in the city of Ottawa, province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* WRENNIE PAYTON PARRISH, mechanic, heretofore of the city and district of Montreal, and of the city of Châteauguay, district of Beauharnois, and now of places unknown, defendant.

To wit: That certain emplacement situated in the town of Châteauguay, county of Châteauguay, known and designated as being lot number two hundred and seventy-six of the official subdivision of lot original fifty-three (53-276), upon the official plan and book of reference of the parish of St. Joachim de Châteauguay, registry division of Châteauguay, measuring sixty feet in width, by one hundred and twenty-five feet in depth, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependancies, and specially a bungalow.

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Châteauguay, county of Châteauguay, the EIGHTH day of MAY, 1963, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Valleyfield, March 28, 1963. 2537-14-2-o  
[1st insertion on April 6, 1963]

## B E D F O R D

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 11,741. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, demandeur, *vs* FER-  
NAND TESSIER, défendeur, et PHILIPPE A.  
JOLIN, es-qualité, mis-en-cause.

« Une certaine terre située dans le neuvième rang du canton de Stukely, composée des lots huit cent soixante-sept, huit cent soixante et onze huit cent soixante-quatorze, huit cent soixante-quinze et huit cent soixante-seize (867, 871, 874, 875, 876, rang 9) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Stukely, avec les bâtisses dessus construites. À distraire cependant du lot huit cent soixante-quinze (875) un lopin d'environ un arpent et demi, borné par le cordon du lot 985 et suivant le bas de la côte jusqu'au chemin du dixième rang, vendu à André Martin, tel que décret dans un acte enregistré sous le numéro 78,699. »

« Pour être vendu « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Bonsecours, district de Bedford, comté de Shefford, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL (24) 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Palais de Justice, *Le Shérif,*  
Bureau du Shérif, PAUL ST. MARTIN,  
Sweetsburg, P.Q., ce 7 mars 1963. 2328-11-2-o

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

District électoral de Shefford à Granby

Cour de Magistrat, { BERNARD LÉGARÉ,  
No 17-327. { demandeur, *vs* RO-  
LAND MAINVILLE, dé-  
fendeur.

Comme appartenant au défendeur.

« Un terrain maintenant situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-sept de la subdivision officielle du

## B E D F O R D

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 11,741. { CREDIT BUREAU,  
plaintiff, *vs* FERNAND TES-  
SIER, defendant, and PHILIPPE A. JOLIN,  
es-qualité, mis-en-cause.

« A certain farm situated on the ninth range in the township of Stukely, composed of lots eight hundred and sixty-seven, eight hundred and seventy-one, eight hundred and seventy-four, eight hundred and seventy-five and eight hundred and seventy-six (867, 871, 874, 875, 876, range 9) in the official plan and book of reference for the said township of Stukely, with the buildings thereon constructed. To be withdrawn, however, from lot eight hundred and seventy-five (875) is a strip of approximately one and one-half arpent, bounded by the line of lot 985, and following the bottom of the hill as far as the road of the tenth range, sold to André Martin, as described in a deed registered under number 78,699. »

« To be sold « en bloc », at the parochial church door of Bonsecours, district of Bedford, county of Shefford, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL (24), 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,  
Court House, Sheriff,  
Sweetsburg, P.Q., March 7, 1963. 2328-11-2

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Electoral district of Shefford at Granby

Magistrate's Court, { BERNARD LÉGARÉ,  
No. 17-327. { plaintiff, *vs* ROLAND  
MAINVILLE, defendant.

As belonging to defendant.

« A lot of land presently situated in the city of Granby, known and designated as being lot number twenty-seven of the official subdivision

lot originaire numéro sept cent treize, aux plans et livre de renvoi officiel du cadastre du canton de Granby, comté de Shefford, circonstances et dépendances. »

« Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale St-Joseph de Granby, district de Bedford, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1963, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Palais de Justice, PAUL ST. MARTIN.  
Sweetsburg, P.Q. le 5 mars 1963. 2329-11-2-0

of the original lot number seven hundred and thirteen, on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Granby, county of Shefford, circumstances and dependencies." »

"To be sold "en bloc", at the parochial church door of St-Joseph de Granby, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of APRIL, 1963, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST. MARTIN,  
Court House, Sheriff.  
Sweetsburg, P.Q. March 5, 1963. 2329-11-2

CHICOUTIMI

*Fieri Facias*

District de Chicoutimi

District de Roberval, { JUSTIN DALLAIRE  
Cour Supérieure, { LTÉE, corporation  
Numéro 27,410. { légalement constituée  
ayant son siège social en la cité d'Alma, deman-  
deresse *vs* ÉDOUARD BERTRAND, journalier,  
de Notre-Dame du Rosaire, défendeur et RO-  
BERT LAPOINTE et LÉONIDAS GAGNON,  
régistrateurs, Bureau d'Enregistrement, Palais  
de Justice, Chicoutimi, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement situé à Notre-Dame du Rosaire, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro quinze (ptie 15), du rang neuf (9), au cadastre officiel du canton Labrecque et borné: au nord, à la route du rang neuf; au sud, au terrain de Edmond Guérin; à l'ouest, au terrain d'Edmond Guérin soit à quatre cent sept pieds environ de la ligne de division des lots quinze et seize desdits rang et canton; et à l'est, au terrain d'Edmond Guérin, soit à environ quatre cent huit pieds de la ligne de division des lots quatorze et quinze desdits rang et canton. Le tout avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire, le HUITIÈME jour du mois de MAI 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Chicoutimi, le 29 mars 1963. RENÉ DELISLE.  
2569-14-2-0

CHICOUTIMI

*Fieri Facias*

District of Chicoutimi

District of Roberval, { JUSTIN DALLAIRE  
Superior Court, { LTÉE, body legally  
Number 27,410. { incorporated, having its  
head office in the city of Alma, plaintiff, *vs*  
ÉDOUARD BERTRAND, day-labourer, of  
Notre-Dame du Rosaire, defendant, and RO-  
BERT LAPOINTE and LÉONIDAS GAGNON,  
registrars, Registry Office, Court House, Chi-  
coutimi, mis-en-cause.

"A lot of land or emplacement situated in Notre-Dame du Rosaire, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, forming part of lot number fifteen (P. 15), on range nine (9), in the official cadaster of the township of Labrecque, and bounded on the north by the road of range nine, on the south by the land belonging to Edmond Guérin, on the west, by the terrain of Edmond Guérin, this is, four hundred and seven feet, approximately, from the division line of lots fifteen and sixteen on said range and in said township, and on the east by the land belonging to Edmond Guérin, that is approximately four hundred and eight feet from the division line of lots fourteen and fifteen on the said range and in said township. The whole with buildings thereon constructed." »

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Rosaire, on the EIGHTH day of the month of MAY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,  
Chicoutimi, March 29, 1963. Sheriff.  
2569-14-2

GASPÉ

Province de Québec — District de Gaspé

Cour Supérieure, { GERMAINE ST-LAU-  
No 26,673. { RENT, marchande pu-  
blique, épouse contractuelle-  
ment séparée de biens de Gabriel Maloney,  
huissier, de l'endroit appelé St-Joachim de  
Tourelle, district de Gaspé, et y faisant affaires  
seule sous la raison sociale de « Magasin du  
Chic », et ledit Gabriel Maloney comparaisant  
aux fins d'autoriser son épouse, demanderesse,  
*vs* SALOMON THERRIEN, de l'endroit appelé  
Petite Tourelle, district de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« La subdivision deux (2), du lot numéro dix-neuf (19) B, (19-B-2), rang un (1), canton de Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

GASPÉ

Province of Quebec — District of Gaspé

Superior Court, { GERMAINE ST-LAU-  
No. 26,673. { RENT, public mer-  
chant, wife contractually se-  
parate as to property of Gabriel Maloney, bailiff,  
of a place called St-Joachim de Tourelle, district  
of Gaspé, and carrying on business alone under  
the style name of "Magasin du Chic", and the  
said Gabriel Maloney, appearing for the  
purpose of authorizing his wife, plaintiff, *vs* SA-  
LOMON THERRIEN, of a place called Petite  
Tourelle, district of Gaspé, defendant.

The property for sale is the following:

"Subdivision two (2), of lot number nineteen (19) B, (19-B-2), range one (1), township of Tourelle, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies." »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Tourelle, comté et district de Gaspé, LUNDI, le SIXIÈME jour de MAI de l'an mil neuf cent soixante-trois à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Percé, le 1er avril 1963.

Le Shérif,  
PERCY BIARD,  
2587-14-20

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Tourelle, county and district of Gaspé, MONDAY, the SIXTH day of MAY, of the year one thousand nine hundred and sixty-three at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Percé, April 1, 1963.

PERCY BIARD,  
Sheriff.  
2587-14-2

## HULL

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { DR. PETER N. MAC-  
No 1018. { LACHLAN, médecin,  
domicilié à Buckingham, dis-  
trict de Hull, et ayant payé toutes ses cotisations  
au Collège des Médecins de la Province de  
Québec; demandeur, vs RÉAL LATOUR, des  
mêmes lieux, défendeur.

« Un terrain faisant partie de la moitié est  
du lot numéro dix (Ptie. ½ est 10), du sixième  
rang (rg. 6) au cadastre officiel du canton de  
Buckingham, comté de Papineau, mesurant deux  
cent huit pieds (208') de largeur sur une profon-  
deur de deux cent cinquante pieds (250'), mesure  
anglaise, plus ou moins, et borné comme suit:  
en front ou au sud par le chemin de la sixième  
concession; en arrière ou au nord par partie dudit  
lot restant la propriété de la venderesse; d'un  
côté ou à l'ouest par partie dudit lot appartenant  
à Joseph Martin ou représentants; et de l'autre  
côté ou à l'est par partie dudit lot appartenant à  
Paul Gauthier *et al*, ou représentants.

« Sous réserve en faveur de Dame Dorothy  
Hill ou représentants, en faveur de la partie  
dudit lot restant sa propriété, d'une servitude  
ou droit de passage perpétuel, à pied ou en  
voiture, sur une bande de terrain faisant partie  
de l'immeuble présentement vendu mesurant  
dix (10') pieds de largeur à compter de la limite  
ouest d'icelui, sur une profondeur de deux cent  
cinquante pieds (250') à compter du chemin de  
la sixième (6ième) concession, pour communiquer  
dudit chemin à la partie dudit lot dix restant sa  
propriété. Tel passage pourra être utilisé tant  
par l'acquéreur que par la venderesse (Mme  
Dorothy Hill), et tant pour le bénéfice de leur  
immeuble respectif, tel que décrit à la vente  
80046; » avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église St.  
Grégoire de Naziance, en la Ville de Buckingham,  
le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1963, à  
TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
ce 6 mars 1963.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE,  
2330-11-20

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { CHARLES RUSSELL,  
No 3138. { du village de Bristol,  
dans le comté de Pontiac,  
propriétaire de station estivale, demandeur, vs  
Dame JULIETTE LÉGER, de la cité d'Ottawa,  
dans le comté de Carleton et province d'Ontario,  
épouse séparée de biens de Gérard J. L. Bisson,  
du même endroit, agent, et ledit GÉRARD J. L.  
BISSON, aux fins d'autoriser sadite épouse,  
défendeurs.

« Un certain morceau ou parcelle de terre, situé  
à Kirk's Ferry, connu et désigné comme étant  
partie du lot numéro treize (Ptie 13) dans le

## HULL

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { DR. PETER N. MAC-  
No. 1018. { LACHLAN, physician,  
domiciled at Buckingham, dis-  
trict of Hull, and having paid all his fees to  
the College of Physicians of the Province of  
Quebec, plaintiff, vs RÉAL LATOUR, of the  
same places, defendant.

« A lot of land forming part of the east half of  
lot number ten (P. East ½ 10), on the sixth  
range (R. 6) in the official cadaster of the town-  
ship of Buckingham, county of Papineau, mea-  
suring two hundred and eight feet (208') in  
width by a depth of two hundred and fifty feet  
(250'), English measure, more or less, and bound-  
ed as follows: in front or on the south by the  
road of the sixth concession, in the rear or on the  
north by part of the same lot remaining the  
property of the vendor, on one side or on the  
west by part of the said lot belonging to Joseph  
Martin or representatives, and on the other  
side or on the east by part of the same lot belong-  
ing to Paul Gauthier *et al* or representatives.

« Under reserve, in favor of Dame Dorothy  
Hill or representatives, of the part of said lot  
remaining her property, of a servitude of a  
perpetual right of way, on foot or in vehicle, on  
a strip of land forming part of the immoveable  
presently sold, measuring ten (10') feet in  
width from the west limit of the latter, by a depth  
of two hundred and fifty feet (250'), from the  
road of the sixth concession (6th), leading from  
the said road to the part of said lot ten remaining  
her property. Such a right of way may be used  
by both the purchaser and by the vendor (Mrs.  
Dorothy Hill), and as well as for the benefit of  
their respective immoveable, as described in the  
deed of sale 80046; with buildings thereon  
erected.»

To be sold at the church door of St. Grégoire  
de Naziance, in the Town of Buckingham, on the  
NINETEENTH day of APRIL, 1963, at  
THREE o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
March 6, 1963.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
2330-11-2

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { CHARLES RUSSELL,  
No. 3138. { of the village of Bristol,  
in the county of Pontiac,  
resort owner, plaintiff, vs Dame JULIETTE  
LÉGER, of the city of Ottawa, in the county of  
Carleton and Province of Ontario, wife separate  
as to property of Gérard J. L. Bisson, of the same  
place, agent, and the said GÉRARD J. L.  
BISSON, for the purpose of authorizing his said  
wife, defendants.

« A certain piece or parcel of land, situate at  
Kirk's Ferry, known and designated as being  
part of lot number thirteen (Pt. 13) in the tenth

dixième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, mesurant cinquante pieds de largeur de front et quatre-vingt-cinq pieds de largeur en arrière par cent pieds de profondeur (50' x 85' x 100') mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné comme suit: en front jusqu'à l'est par une lisière de terre cinq pieds (5') de largeur, séparant ledit morceau de terre d'un autre morceau de terre vacant formant partie du même lot, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds de profondeur (50' x 100') qui fait front au chemin public; d'un côté, vers le nord par une autre portion du même lot appartenant à Antonio Mantha ou représentants, en arrière vers l'ouest et de l'autre côté vers le sud, par une plus grande portion dudit lot treize (13), appartenant à la succession de Louis Bisson ou représentants; de même que toutes les bâtisses dessus érigées et tous les droits, membres et appartenances y appartenant; comprenant tous les droits de passage tels que créés selon les termes de l'acte d'acquisition des débiteurs.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Étienne, à Old Chelsea, district de Hull, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, -  
ce 9 mars 1963.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
2331-11-2

range upon the official plan and book of reference of the township of Hull, measuring fifty feet in width in front and eighty-five feet in width in rear by one hundred feet in depth (50' x 85' x 100') English measure and more or less, and being bounded as follows: in front to the east by a strip of land five feet (5') in width, separating the said parcel of land from another vacant parcel of land forming part of the same lot, measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet in depth (50' x 100') which fronts on the public road; on one side, to the north by another portion of the same lot belonging to Antonio Mantha or representatives, in rear to the west and on the other side to the south, by a greater portion of said lot thirteen (13), belonging to the estate of Louis Bisson or representatives; together with all buildings thereon erected and all rights, members and appurtenances thereunto belonging; including all rights of passage as created under the terms of the debtors deed of acquisition.

To be sold at the church door St. Étienne, at Old Chelsea, district of Hull, the SEVENTEENTH day of APRIL, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
March 9, 1963.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
2331-11-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { JOS. ROOKE, papetier, 434  
No 3401. { rue Principale, Gatineau,  
P.Q., demandeur, vs MIKE  
LAFRAMBOISE, de Buckingham, P.Q., défendeur.

Un immeuble de forme irrégulière connu comme le lot numéro quatre cent quarante-six de subdivision numéro cinq cent trente-trois (533-446) borné au nord par les lots 533-156, 533-157, 533-158, 533-159, 453-333 et 454-334, au sud-est par le lot 533-448, au sud par le lot 533-445, et à l'ouest par la rue Main, au cadastre officiel révisé de la Ville de Buckingham. Avec dépendances et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Grégoire de Naziance à Buckingham, le SEIZIÈME jour d'AVRIL, 1963, à QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
11 mars 1963.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
2349-11-2-0

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { JOS. ROOKE, stationer, 434  
No. 3401. { Main St., Gatineau, P.Q.,  
plaintiff, vs MIKE LAFRAM-  
BOISE, of Buckingham, P.Q., defendant.

An immoveable irregular in shape known as lot number four hundred and forty-six of subdivision number five hundred and thirty-three (533-446), bounded on the north by lots 533-156, 533-157, 533-158, 533-159, 453-333 and 454-334, on the southeast by lot 533-448, on the south by lot 533-445 and on the west by Main St., on the official revised cadaster for the town of Buckingham. With dependencies and circumstances.

To be sold at the church door of St. Grégoire de Naziance in Buckingham, on the SIXTEENTH day of APRIL, 1963, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
March 11, 1963.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
2349-11-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, { IMPERIAL OIL LIMITED,  
No 2201. { corporation légalement  
constituée, ayant sa principale  
place d'affaires pour la Province de Québec, dans  
les cité et district de Montréal, demanderesse,  
vs AYLNER PARK DEVELOPMENT COR-  
PORATION, corporation légalement constituée,  
ayant sa principale place d'affaires dans la ville  
d'Aylmer, district de Hull, défenderesse.

« Une propriété immobilière connue et désignée comme étant le lot cent-quatre-vingt-deux de la subdivision du lot dix-huit « C » (18C-182), du premier rang, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, et mesurant quatre-vingt-cinq pieds (85') de largeur sur sa limite est et soixante-quinze pieds (75') de largeur sur sa limite ouest sur soixante-cinq pieds (65') de profondeur sur sa limite nord et soixante-quinze pieds (75') de profondeur sur sa limite

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, { IMPERIAL OIL LIMITED,  
No. 2201. { a corporation legally cons-  
tituted, having its principal  
place of business for the Province of Quebec, in the  
city and district of Montreal, plaintiff, vs AYL-  
NER PARK DEVELOPMENT CORPORA-  
TION, a corporation legally constituted, having  
its principal place of business in the town of  
Aylmer, district of Hull, defendant.

« An immoveable property known and described as being lot one hundred and eighty-two of the subdivision of lot eighteen « C » (18C-182), range first, according to the official plan and book of reference for the township of Hull, measuring eighty-five feet (85') in width in its east boundary and seventy-five feet (75') in width in its west boundary by sixty-five feet (65') in depth in its north boundary and seventy-five feet (75') in depth in its south boundary, the north-west

sud, son coin nord-ouest étant une courbe d'un rayon de dix pieds (10'), avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Une propriété immobilière connue et désignée comme étant composée de la partie centrale du lot trois cent-seize de la subdivision du lot dix-huit « C » et de la partie centrale du lot soixante-douze de la subdivision du lot dix-neuf (C. Ptie 18C-316 et 19-72) du premier rang, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, et mesurant cinquante-huit pieds (58') de largeur sur soixante-dix-sept pieds et sept-dixième (77.7') d'un pied de profondeur, bornée vers le nord par les parties nord desdits lots trois-cent-seize et soixante-douze (N. Pties 18C-316 et 19-72), à une ligne tirée parallèlement à la limite nord desdits lots trois-cent-seize et soixante-douze (18C-316 et 19-72), et à dix pieds (10') au sud d'icelle, vers le sud par les parties sud desdits lots trois-cent-seize et soixante-douze (S. Pties 18C-316 et 19-72), à une ligne tirée parallèlement à la limite sud desdits lots trois-cent-seize et soixante-douze (18C-316 et 19-72) et à sept pieds (7') au nord d'icelle et vers l'ouest par la partie du lot soixante-deux et la subdivision dudit lot dix-neuf (Ptie 19-62), avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église St. Paul, en la ville d'Aylmer, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL, 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
ce 11 mars, 1963.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
2353-11-2

Canada — Province de Québec  
District of Hull

Cour Supérieure, { LAURENCE DENT,  
No 3607. { domicilié à Lochaber,  
Québec, comté de Papineau,  
district de Hull, demandeur; vs LORENZO  
BOISVERT, ouvrier, domicilié à Thurso, district  
de Hull, Québec, défendeur; et FRANÇOIS  
LEDUC, registrateur, division d'enregistrement  
de Papineau, domicilié à Papineauville, Québec,  
district de Hull, mis-en-cause.

« Une lisière de terrain ou un emplacement connu et désigné conformément aux plan et livre de renvoi pour le village de Thurso, comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-seize (ptie 96), mesurant quarante pieds (40') de largeur, commençant à la propriété d'Émile Raymond, partie du même lot allant vers le nord, par une profondeur de cent pieds (100'), commençant à la rue Alexandre allant vers l'est; borné de front vers l'ouest par la rue Alexandre; vers l'est par le résidu dudit lot; au sud, par partie du même lot, appartenant à Émile Raymond, et au nord par partie du même lot, appartenant à Rhéal Giroux; avec bâtisses dessus érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église St. Jean l'Évangéliste, à Thurso, dit district, le DIXIÈME jour de MAI 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
ce 1 avril 1963.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
2588-14-2

## IBERVILLE

Canada — Province de Québec  
District d'Iberville

Cour Supérieure, { J. I. CASE CREDIT COR-  
No 12,420. { PORATION, corps po-  
litique ayant sa principale

corner thereof being a curve with ten feet (10') radius, with all the buildings thereon erected.

An immoveable property known and described as being composed of the center part of lot three hundred and sixteen of the subdivision of lot eighteen "C" and of the center part of lot seventy-two of the subdivision of lot nineteen (C. Pt. 18C-316 and 19-72), range first, according to the official plan and book of reference for the township of Hull, measuring fifty-eight feet (58') in width by seventy-seven feet and seven tenths (77.7') in depth bounded towards the north by the north parts of said lots three hundred and sixteen and seventy-two (N. Pts. 18C-316 and 19-72), at a line drawn parallel to the north boundary of said lots three hundred and sixteen and seventy-two (18C-316 and 19-72), and at ten feet (10') south thereof, towards the south by the south parts of said lots three hundred and sixteen and seventy-two (S. Pts. 18C-316 and 19-72), at a line drawn parallel to the south boundary of said lots three hundred and sixteen and seventy-two (18C-316 and 19-72) and at seven feet (7') north thereof, and towards the West by part of lot sixty-two of the subdivision of said lot nineteen (Pt. 19-62), with all the buildings thereon erected.

To be sold in block of the church door of St. Paul, in the town of Aylmer, on the TWENTY-THIRD day of APRIL, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
this March 11, 1963.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
2353-11-2-0

Canada — Province of Quebec  
district of Hull

Superior Court, { LAURENCE DENT,  
No. 3607. { domiciled at Lochaber,  
Québec, county of Papineau,  
district of Hull, plaintiff, vs LORENZO BOIS-  
VERT, labourer, domiciled at Thurso, district  
of Hull, Québec, defendant, and FRANÇOIS  
LEDUC, registrar, registration office of Papineau,  
domiciled at Papineauville, Québec, district of  
Hull, mis-en-cause.

« A track of land or emplacement known and designated according to the plan and in the book of reference for the village of Thurso, as being a part of the lot number ninety-six (P.96), measuring forty feet (40') in width, starting from the property of Émile Raymond, part of the same lot going towards the north, by a depth of one hundred feet (100'), starting from Alexander Street going towards the East; bounded in front to the West by Alexander Street; to the East by the residue of the said lot; to the south, by part of the same lot, belonging to Émile Raymond, and to the north by part of the same lot, belonging to Rhéal Giroux, with buildings thereon erected ».

To be sold at the church door of St. Jean l'Évangéliste, at Thurso, said district the TENTH day of MAY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
April 1, 1963.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
2588-14-2-0

## IBERVILLE

Canada — Province of Quebec  
District of Iberville

Superior Court, { J. I. CASE CREDIT COR-  
No. 12,420. { PORATION, body po-  
litic having its head office in

place d'affaire de Racine, dans l'état de Wisconsin, un des états unis d'Amérique, et sa principale place d'affaires en la province de Québec dans les cité et district de Montréal, dûment autorisé à faire affaires dans la province de Québec par une licence extra-provinciale, demanderesse, *vs* ALDÉRIC JETTE, domicilié et résidant à St-Alexandre, district d'Iberville, défendeur.

Racine, in the State of Wisconsin, one of the United States of America, and its head place of business in the province of Quebec in the city and district of Montreal, duly authorized to carry on business in the Province of Quebec by an Extra-Provincial permit, plaintiff, *vs* ALDÉRIC JETTE, domiciled and residing at St-Alexandre, district of Iberville, defendant,

Comme appartenant au défendeur: savoir:

1° Une terre, située en la paroisse de St-Alexandre, dans le rang de la Grande-Ligne, connu et désigné sous le lot No 321 des plans et livres de renvoi officiel de la paroisse de St-Alexandre, contenant 56 arpents en superficie avec la maison et autres constructions y érigées;

2° Une terre située en la paroisse de St-Alexandre, connue et désignée sous le lot 145 des plans et livre de St-Alexandre, contenant deux arpents et demi de largeur sur 28 arpents de profondeur avec une grange dessus construite, à distraire le terrain suivant mesurant un arpent et quart de largeur le long dudit rang sur un arpent de profondeur et borné en front au sud par ledit rang; en profondeur et à l'ouest par le reste dudit lot, à l'est par le terrain de M. O. Lacroix.

3° Une terre située dans la paroisse de St-Alexandre dans le rang de la Grande-Ligne contenant deux arpents de largeur sur 28 de profondeur plus ou moins, composé de la totalité du lot 314 et de l'arpent nord-ouest (Attenant audit lot 314) du lot 313 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Alexandre, borné en front par le chemin public, en arrière par le lot 412 du côté sud-est par l'arpent sud-est dudit lot 313 et du côté nord-ouest par le lot 315 avec maison et autres bâtisses y érigées.

Opposition à fin de charge et affidavit produits par la Société Financière du Québec, pour un montant de \$19,648.06.

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Alexandre, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Saint-Jean, le 6 mars 1963. *ESDRAS LAFOREST.*  
2320-11-2-0

As belonging to the defendant, to wit:

1. A farm situated in the parish of St-Alexandre, on Grande-Ligne Range, known and designated under lot No. 321 in the official plan and book of reference for the parish of St-Alexandre, having an area of 56 arpents, with the house and other buildings thereon erected;

2. Another farm situated in the parish of St-Alexandre, known and designated under lot 145 in the plans and book of St-Alexandre, measuring two and one-half arpents in width by 28 arpents in depth, with a barn thereon constructed; to be withdrawn is the following terrain measuring one and one-quarter arpent in width along the said range by one arpent in depth, and is bounded in front, on the south, by the said range, in depth and on the west by the remainder of said lot, on the east by the land belonging to Mr. O. Lacroix.

3. A farm situated in the parish of St-Alexandre on Grande-Ligne range, measuring two arpents in width by 28 in depth, more or less, composed of the whole of lot 314 and of the north-west arpent (bordering on said lot 314) of lot 313 in the official plan and book of reference of the parish of St-Alexandre, bounded in front by the public road, in the rear by lot 412, on the south-east side by the south-east arpent of said lot 313 and on the north-west side by lot 315 with a house and other buildings thereon erected.

Opposition to encumbrance and affidavit produced by La Société Financière du Québec, for an amount of \$19,648.06.

To be sold at the Church door of St-Alexandre, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ESDRAS LAFOREST,*  
Saint Johns, March 6, 1963. *Sheriff.*  
2320-11-2

Canada — Province de Québec  
District d'Iberville

Cour Supérieure, **HOUSEHOLD FINANCE**  
No 12,023. **CORPORATION OF**  
**CANADA**, corporation poli-

tique et incorporée ayant une place d'affaires en la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse *vs* DOMINA LAVARIÈRE, actuellement résidant à Napierville, district d'Iberville et DAME REGINE LAVARIÈRE, ménagère épouse dudit Domina Lavarière, et dûment autorisée par ce dernier, domiciliée à Napierville, district d'Iberville, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs savoir:

« Le lot no 321, borné au nord, par le lot no 315, à l'est par le chemin public, au sud par le lot No 322, et à l'ouest par le lot No 397, mesurant en front 4 arpents et 4 pieds sur dix arpents de profondeur; contenant en superficie quarante arpents et vingt-deux perches (40.22) avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de Napierville, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Saint-Jean, le 12 mars 1963. *ESDRAS LAFOREST.*  
2355-11-2-0

Canada — Province of Quebec  
District of Iberville

Superior Court, **HOUSEHOLD FINANCE**  
No. 12,023. **CORPORATION OF**  
**CANADA**, body politic and

corporate having a place of business in the City of Saint Johns, district of Iberville, plaintiff *vs* DOMINA LAVARIÈRE, presently residing at Napierville, district of Iberville, and DAME REGINE LAVARIÈRE, housewife, wife of the said Domina Lavarière, and duly authorized by the latter, domiciled at Napierville, district of Iberville, defendants.

As belonging to the defendants, to wit:

“Lot No. 321, bounded on the north by lot No. 315, on the east by the public road, on the south by lot No. 322, and on the west by lot No. 397, measuring, in front, 4 arpents and 4 feet by ten arpents in depth, having an area of forty arpents and twenty-two rods (40.22), with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Napierville, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ESDRAS LAFOREST,*  
Saint Johns, March 12, 1963. *Sheriff.*  
2355-11-2

## JOLIETTE

Canada — Province de Québec  
District de Joliette

Cour Supérieure, { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE JOLIETTE, corporation légalement constituée ayant son principal établissement à Joliette, district de Joliette, demanderesse, *contre*, OVILA ALLEN, demeurant à Gatineau Mills, district de Hull, marchand, défendeur.

« Un emplacement situé angle de la rue De Lanaudière et de la rue Ste-Angélique en la cité de Joliette, connu et désigné comme étant une partie du lot No 371 (P. 371) aux plan et livre de renvoi officiel de la ville de Joliette, mesurant 48 pi. anglais de largeur en front, vers le sud-est sur toute la profondeur qu'il y a à partir de la rue De Lanaudière, jusqu'au terrain d'Albert Parent (autrefois Gérard Coutu), et borné comme suit: en front, vers le sud-est, par la Rue De Lanaudière; en arrière, vers le nord-ouest, par le résidu dudit lot No 371 appartenant à Albert Parent; du côté, vers le nord-est, par le lot No 372; de l'autre côté, vers le sud-ouest, par la rue Ste-Angélique, tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées, audit immeuble, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, 450 rue St-Louis, en la cité et le district de Joliette, le JEUDI, DIX-HUITIÈME jour du mois d'AVRIL de l'an 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, ce 8 mars 1963. 2337-11-2-0

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, *vs* RÉAL BÉRUBÉ, défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Un lot de terre, ensemble les bâtisses y édifiées, situé en la paroisse de Notre-Dame du Lac, connu et désigné comme étant le lot numéro six du quatrième rang (lot 6, rg. IV) au cadastre officiel pour une partie de la seigneurie de Madawaska (Lac Témiscouata), mesurant huit chaînes et quatre-vingt-dix mailles au nord-est, huit chaînes et soixante-dix-neuf mailles au sud-ouest, quatre-vingt-six chaînes, de profondeur moyenne, contenant en superficie soixante-quinze acres et sept dixièmes.

La juste moitié sud-est en profondeur du lot de terre sans bâtisses situé en la paroisse de Notre-Dame du Lac, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt et un du quatrième rang (½ S.E. lot 21, rg. IV) au cadastre officiel pour une partie de la seigneurie de Madawaska (Lac Témiscouata), mesurant ladite moitié six chaînes de largeur, sur une profondeur de quatre-vingt-six chaînes et soixante-dix-huit mailles, contenant en superficie cinquante-deux acres et sept centièmes, et bornée au nord-ouest à l'autre juste moitié en profondeur du même lot appartenant à Jos.

## JOLIETTE

Canada — Province of Quebec  
District of Joliette

Superior Court, { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF JOLIETTE, corporation legally incorporated, having its head office in Joliette, district of Joliette, plaintiff, *versus* OVILA ALLEN, living at Gatineau Mills, district of Hull, merchant, defendant.

« An emplacement situated at the corner of De Lanaudière and Ste-Angélique Streets, in the city of Joliette, known and designated as being a part of lot 371 (P. 371) in the official plan and book of reference for the town of Joliette, measuring 48 English feet in width in front, on the south-east, by the entire depth which exists between De Lanaudière Street and the land of Albert Parent (formerly Gérard Coutu), and bounded as follows: in front, on the south-east by De Lanaudière St., in the rear, on the north-west by the remainder of the said lot No. 371, belonging to Albert Parent, on the side, on the north-east, by lot No. 372, on the other side, on the south-west, by Ste-Angélique St.; the whole as it is presently to be found, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable, with all the buildings thereon constructed. »

To be sold in my office, in the Court House, 450 St-Louis St., in the city and district of Joliette, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, in the year 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHARLES ÉLÉMENT,  
Joliette, March 8, 1963. Sheriff. 2337-11-2

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Kamouraska

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff, *vs* RÉAL BÉRUBÉ, defendant.

To be sold (en bloc) the following immoveables.

« A lot of land, together with the buildings thereon erected, situated in the parish of Notre-Dame du Lac, known and designated as being lot number six of the fourth range (lot 6, rge IV), on the official cadaster for a part of the seigniorie of Madawaska (Lake Temiscouata), measuring eight chains and ninety links on the northeast, eight chains and seventy-nine links on the southwest, eighty-six chains in medium depth, containing in area seventy-five acres and seven tenths.

The exact southeast half in depth of the lot of land without buildings situated in the parish of Notre-Dame du Lac, known and designated as being lot number twenty-one of the fourth range (S.E. ½ lot 21 rge IV) on the official cadaster for a part of the seigniorie of Madawaska (Lake Temiscouata), measuring the said half six chains in width, on a depth of eighty-six chains and seventy-eight links, containing in area fifty-two acres and seven one/hundredths, and bounded on the northwest by the exact half in depth of the same lot belonging to Jos. Bélanger, on the

Bélanger, au nord-est par le troisième rang, au sud-est par le lot numéro vingt-deux dudit quatrième rang, et au sud-ouest par le cinquième rang. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac, comté de Temiscouata, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif,  
Rivière-du-Loup,  
ce 11 mars 1963.

**MAURICE MORIN.**

2342-11-2-0

[Première insertion le 16 mars 1963]

northeast by the third range, on the southeast, by lot number twenty-two of the said fourth range on the southwest by the fifty range."

To be sold at the church door of Notre-Dame du Lac, county of Temiscouata, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

**MAURICE MORIN,**

Sheriff's Office,  
Rivière-du-Loup,  
March 11, 1963.

*Sheriff.*

2342-11-2

[First insertion March 16, 1963]

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montmagny

Cour Supérieure, { **L ÉVIS AUTOMOBILE**  
No 110-604. { **INC.**, corps politique  
légalement constitué, ayant  
son siège social et principale place d'affaires à  
Lévis, district de Québec, demanderesse; vs  
**LOUIS GAMACHE**, domicilié et résidant à St-  
Pamphile, comté de l'Islet, district de Montma-  
gny, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant  
le lot seize (16) dans le rang quatre (4) du canton  
Casgrain, comté de l'Islet, district de Montma-  
gny, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-  
Pamphile, comté de l'Islet, SAMEDI, le VING-  
TIÈME jour d'AVRIL 1963, à DIX heures de  
l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Palais de Justice,  
Montmagny, ce 5 mars 1963.

*Le Député-Shérif,*

**PIERRE MERCIER.**

2321-11-2-0

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montmagny

Superior Court, { **L ÉVIS AUTOMOBILE**  
No. 110-604. { **INC.**, a body politic  
legally incorporated, having  
its head office and principal place of business at  
Lévis, district of Québec, plaintiff; vs **LOUIS**  
**GAMACHE**, domiciled and residing at St-Pam-  
phile, county de L'Islet, District of Montma-  
gny, defendant.

« An immoveable known and designated as  
being lot sixteen (16) in range four (4) of the  
Casgrain township, county of L'Islet, district of  
Montmagny, with buildings thereon erected. »

To be sold at the church door of St-Pamphile,  
county of L'Islet, SATURDAY, on the TWEN-  
TIETH day of APRIL, 1963, at TEN o'clock in  
the forenoon.

Sheriff's Office,  
Court House,  
Montmagny, March 5, 1963.

**PIERRE MERCIER,**

*Deputy-Sheriff.*

2321-11-2

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LES COMMISSAIRES**  
No 694 715 { **D'ÉCOLES POUR**  
**LA VILLE DE SAINT-**

**ELZÉAR**, dans le comté de Laval, demande-  
resse, vs **JARDINS MONTMARTRE LTÉE**,  
défenderesse.

« 1° Un lopin de terre de forme irrégulière  
étant partie du lot connu et désigné sous le  
numéro quatre cent cinquante (p. 450) aux plan  
et livre de renvoi officiels du cadastre de la  
paroisse de St-Vincent-de-Paul; borné au nord-  
est par partie du lot 449; au sud-est par partie  
du lot 70 et par le lot 69 et partie du lot 68;  
au sud-ouest par partie du lot 451 ci-après  
décrite; au nord-ouest par les voies du Canadian  
Pacific Railway et mesurant dans la ligne nord-  
est, mille trente pieds (1030'); dans la ligne sud-  
ouest mille cent six pieds (1106'); par des lar-  
geurs de deux cents soixante pieds et cinq  
dixièmes de pied (260.5'); au sud-est; et deux  
cent cinquante-trois pieds (253') au nord-ouest,  
mesuré à angle droit avec les lignes latérales,  
contenant une superficie de 287,045 pieds carrés  
ou sept arpents carrés et huit dixièmes d'arpent  
carrés (7.8 arp. c.);

2° Un lopin de terre de forme trapezoidale,  
étant partie du lot numéro quatre cent cinquante  
et un (P. 451) du dit cadastre; borné au nord-est

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE SCHOOL COM-**  
No. 694 715 { **MISSIONERS FOR**  
**THE TOWN OF SAINT-**

**ELZÉAR**, in the county of Laval, plaintiff, vs  
**JARDINS MONTMARTRE LTÉE**, defendant.

« 1. A strip of land irregular in shape, being  
part of the lot known and designated under  
number four hundred and fifty (P. 450) in the  
official plan and book of reference for the ca-  
daster of the parish of St-Vincent-de-Paul,  
bounded on the north-east by a part of lot 449,  
on the south-east by part of lot 70, and by lot  
69 and part of lot 68, on the south-west by part  
of lot 451 hereinafter described, on the north-  
west by the Canadian Pacific Railway, and  
measuring, on its north-east line, one thousand  
and thirty feet (1030'), on its south-west line  
one thousand one hundred and six feet (1106')  
by widths of two hundred and sixty and five-  
tenths feet (260.5') on the south-east, and two  
hundred and fifty-three feet (253') on the  
north-west, measured at a right angle with the  
lateral lines, having an area of 287,045 square  
feet or seven and eight-tenths square arpents  
(7.8 sq. arpents);

2. A strip of land trapezoided in shape, being  
part of lot number four hundred and fifty-one  
(P. 451), in the said cadaster, bounded on the

par partie du lot 450 ci-haut décrite; au sud-est par partie des lots 68 et 66; au sud-ouest par partie du lot numéro 454; et au nord-ouest par les voies du Canadian Pacific Railway, mesurant dans la ligne nord-est, mille cent six pieds (1106'); dans la ligne sud-ouest, mille deux cent quarante-huit pieds (1248') par deux cent soixante-huit pieds et cinq dixièmes de pied (268.5') de largeur mesuré à angle droit avec les lignes latérales contenant une superficie de 316,024 pieds carrés ou 8.6 arp. c.

« Toutes les dimensions sont en mesure anglaise et les superficies en mesures anglaises et françaises;

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Elzéar, comté de Laval, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL 1963, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, le 12 mars 1963.

Le Shérif,

L.-P. CAISSE, C.R.  
2356-11-2-0

north-east by part of lot 450 described above, on the south-east by part of lots 68 and 66, on the south-west by part of lot number 454, and on the north-west by Canadian Pacific Railway, measuring, on its north-east line, one thousand one hundred and six feet (1106'), on its south-west line, one thousand two hundred and forty-eight feet (1248'), by two hundred and sixty-eight and five-tenths feet (268.5') in width, measured at a right angle with the lateral lines, having an area of 316,024 square feet or 8.6 sq. arpents.

"All the dimensions are in English measure, and the areas in English and French measures;

The whole as it is presently to be found with all the inherent rights, and all active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Elzéar, county of Laval, on the NINETEENTH day of the month of APRIL, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, March 12, 1963.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff.  
2356-11-2

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LES COMMISSAIRES  
No 689 278. { D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE

VILLE DE SAINT-FRANÇOIS, demanderesse, vs BOCKLER INVESTMENT CORP., WILLROTH INVESTMENT CO. LTD., et JAKMAR INVESTMENT CORP., défenderesses.

« Une terre située à Ville St-François et composée, savoir:

1° D'une partie du lot numéro soixante-deux (P. No 62) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François, de figure irrégulière et étant bornée vers le nord-ouest par une partie du lot No 63 cette ligne mesurant trente-quatre arpents et six dixièmes d'arpent, vers le nord-est par une partie du lot No 62 cette ligne mesurant cent cinquante-deux pieds (152') vers le nord-ouest par ladite partie du lot No 62 et cette ligne mesurant trois cent trente-trois pieds et neuf dixièmes de pied (333.9') au chemin public et trente-deux pieds (32') du chemin public à la rivière; vers le nord-est par la rivière et cette ligne mesurant cent soixante-quinze pieds (175'); vers le sud-est par le lot No 61 et cette ligne mesurant trente-deux pieds (32') de la rivière au chemin public et trente-cinq arpents et deux cent quarante-sept millièmes d'arpent (35.247) dudit chemin public jusqu'à la ligne de profondeur; vers le sud-ouest par les lots Nos 356 et 355A et cette ligne mesurant deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (299.5');

2° D'une partie du lot numéro soixante-trois (P. No 63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François, de figure irrégulière et bornée vers le nord-ouest par le lot No 65 et cette ligne mesurant trente-cinq arpents et six cent soixante-cinq millièmes d'arpent (35.665); vers le nord-est par le lot No 64 et par une partie du lot No 63 et cette ligne mesurant trois cent vingt-sept pieds et six dixièmes de pied (327.6'); vers le sud-est par une partie du lot No 62 et cette ligne mesurant trente-quatre arpents et six dixièmes d'arpent (34.6); vers le sud-ouest par le lot No 355A et cette ligne mesurant deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (299.5'). Cette

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court — District of Montreal

Montréal, to wit: { THE SCHOOL COM-  
No. 689 278. { MISSIONERS FOR  
THE MUNICIPALITY

OF THE TOWN OF SAINT-FRANÇOIS, plaintiff, vs BOCKLER INVESTMENT CORP., WILLROTH INVESTMENT CO. LTD., and JAKMAR INVESTMENT CORP., defendants.

"A farm situated in the town of St-François and composed, to wit:

1. Of a part of lot number sixty-two (Pt. No. 62) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-François, of irregular figure and being bounded on the northwest by a part of lot No. 63, this line measuring thirty-four arpents and six-tenths of an arpent, on the northeast, by a part of lot No. 62, this line measuring one hundred and fifty-two feet (152') on the northwest by the said part of lot No. 62 and this line measuring three hundred and thirty-three feet and nine-tenths of a foot (333.9') at the public highway and thirty-two feet (32') from the public highway to the river; on the northeast by the river and this line measuring one hundred and seventy-five feet (175'); on the southeast, by the lot No. 61 and this line measuring thirty-two feet (32') from the river to the public highway and thirty-five arpents and two hundred and forty-seven thousandths of an arpent (35.247) from the public road to the line of depth; on the southwest, by lots Nos. 356 and 355A and this line measuring two hundred and ninety-nine feet and five-tenths of a foot (299.5');

2. Of a part of lot numbers sixty-three (Pt. No. 63) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-François, of irregular figure and bounded on the northwest by lot No. 65 and this line measuring thirty-five arpents and six hundred and sixty-five thousandths (35.665); on the northeast by lot No. 64 and by a part of lot No. 63 and this line measuring three hundred and twenty-seven feet and six-tenths of a foot (327.6'); on the southeast, by a part of lot No. 62 and this line measuring thirty-four arpents and six-tenths of an arpent (34.6); on the southwest, by lot No. 355A and this line measuring two hundred and ninety-nine feet and five-tenths of a foot (299.5). This farm

terre composée d'une partie des lots Nos 62 et 63, ayant une superficie totale de cent cinq arpents et deux mille cent quatre-vingt-quatorze dix millièmes d'arpent (105.2194).

Toutes les mesures ici données sont anglaises. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, comté de Laval, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL 1963, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 12 mars 1963. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, c.r. 2357-11-2-0

composed of a part of lots Nos. 62 and 63, having a total area of one hundred and five arpents and two thousand one hundred and ninety-four thousandths of an arpent (105.2194).

All these measures hereby given are English. »

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, county of Laval, on the NINETEENTH day of the month of APRIL, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, March 12, 1963. *L.-P. CAISSE, q.c., Sheriff.* 2357-11-2

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { JULES SAURIOL, demandeur, vs ARMAND BOIVIN ET CHIEF INVESTMENT CO., défendeurs, et GABRIEL ALBERT TERRAULT, mis-en-cause.

« Une terre située au nord du rang de « La Petite Côte », en la ville de Fabreville, connu et désignée comme faisant partie du lot numéro deux cent quarante-sept (P. 247) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval:

Cette dite partie de lot est bornée au nord-ouest par les lots numéros 56 et 57, à l'est par le lot numéro 248, au sud-est par le chemin de « La Petite Côte », au sud par une autre partie du lot numéro 247, à l'ouest par une autre partie du lot numéro 247, et par le lot numéro 246.

Mesurant deux cent vingt-trois pieds (223.00) dans la ligne sud-est, en front du chemin de « La Petite Côte », quatre cent soixante-quatre pieds (464.0) dans la ligne nord-ouest, en arrière, quatre mille neuf cent cinquante et un pieds et cinq dixièmes de pied (4951.5) dans une ligne ouest le long du lot numéro 246, cent quatre-vingt-douze pieds (192.0) dans une autre ligne ouest, quatre-vingt-seize pieds (96.0) dans la ligne sud.

Contenant en superficie un million cinq cent trente mille cinquante-trois pieds carrés (1,530,053) équivalent à quarante et un arpents et cinq cent soixante-seize millièmes d'arpents (41.576 arp.).

Toute les dimensions dans la présente description sont en pieds anglais, sans bâtisse.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparente ou occultes attachées audit immeuble et notamment servitudes en faveur de Bell Telephone Company suivant actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté Laval sous les numéros 59488 et 74075. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL 1963, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 12 mars 1963. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, c.r. 2358-11-2-0

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { JULES SAURIOL, plaintiff, vs ARMAND BOIVIN AND CHIEF INVESTMENT CO., defendants, and GABRIEL ALBERT TERRAULT, mis-en-cause.

« A farm situated on the north of the range of « La Petite Côte » in the town of Fabreville, known and designated as forming part of lot number two hundred and forty-seven (Pt. 247) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Rose, county of Laval:

This said part of lot is bounded on the northwest by lots Nos 56 and 57, on the east, by lot number 248, on the southeast, by the road of « La Petite Côte », on the south, by another part of lot number 247, on the west, by another part of lot number 247, and by lot number 246.

Measuring two hundred and twenty-three feet (223.00) in the southeast line in front by the road of « La Petite Côte », four hundred and sixty-four feet (464.0) in the northwest line, in rear, four thousand nine hundred and fifty-one feet and five-tenths of a foot (4951.5) in a west line along lot number 246 one hundred and ninety-two feet (192.0) in another west line, ninety-six feet (96.0) in the south line.

Containing in area of one million five hundred and thirty thousand fifty-three square feet (1,530,053) equivalent to forty-one arpents and five hundred and seventy-six thousandths of an arpent (41.576 arp.).

All the dimensions in the present description are in English feet, without building.

As the whole is presently to be found with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached to the said immoveable and notably servitudes in favor of Bell Telephone Company according to registered deeds with the Registration Office of the county of Laval, under numbers 59488 and 74075. »

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Rose, county of Laval, on the NINETEENTH day of the month of APRIL, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, March 12, 1963. *L.-P. CAISSE, q.c., Sheriff.* 2358-11-2

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { MARCEL LAMBERT INC., corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires à 37 rue St-Henri, Lévis, district de Québec, contre ROGER BLANCHET, domicilié et résidant à 13 rue De

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { MARCEL LAMBERT INC., a body politic legally incorporated having its head office at 37 St-Henri St., Lévis, district of Quebec, against ROGER BLANCHET, domiciled and residing at 13 De Billy St., Lévis,

Billy, Lévis, district de Québec et ROGER BLANCHET INC., corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à St-Télesphore, comté de Lévis, district de Québec, défendeurs et JULES CARRIER, registraire, division d'enregistrement de Lévis, district de Québec.

« Un terrain situé à St-Télesphore, au sud de la route Trans-Canada, de forme irrégulière, adjacent à la route Cantin du côté est, contenant dans sa ligne nord en front à la route Trans-Canada, cent vingt-cinq pieds et cinq-dixième (125.5); dans sa ligne est, quatre cent quatre pieds et cinq-dixième (404.5); dans sa ligne sud, cent cinquante-quatre pieds (154); et dans sa ligne ouest en suivant la ligne, de ladite route Cantin, quatre cent quarante-deux pieds et trois-dixième (442.3); contenant en superficie soixante-six mille neuf cent cinquante-deux (66,952) pieds carrés et connu et désigné comme étant une partie du lot numéro 36 (Ptie 36) au cadastre pour la paroisse de St-Télesphore, dans le comté de Lévis.

« Un terrain situé à la limite sud du terrain sus-décrit et y étant adjacent, s'étendant de la route Cantin jusqu'à la ligne des divisions des lots vingt-cinq (25) et trente-six (36) dudit cadastre, de cent quatre-vingt-dix sept (197) pieds de front sur la route Cantin sur une profondeur de trois cent soixante-treize (373) pieds; ledit terrain est connu et désigné comme étant une partie du lot trente-six (Ptie 36) du même cadastre. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-David, comté de Lévis, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, c.R.  
Québec, le 12 mars 1963. 2360-11-2-o  
[Première insertion: 16 mars 1963]  
[Deuxième insertion: 6 avril 1963]

district of Quebec, and ROGER BLANCHET INC., a body politic, legally incorporated having a place of business at St-Télesphore, county of Lévis, district of Quebec, defendants and JULES CARRIER, registrar, registration division of Lévis, district of Quebec.

"A lot of land situated at St-Télesphore, south of the Trans-Canada highway, of irregular form, adjacent to the Cantin road, on the east side, containing in its north line in front at the Trans-Canada highway, one hundred and twenty-five feet and five-tenths (125.5); in its east line, four hundred and four feet and five-tenths (404.5); in its south line, one hundred and fifty-four feet (154); and in its west line by following the line of the said Cantin road, four hundred and forty-two feet and three-tenths (442.3); containing in area sixty-six thousand nine hundred and fifty-two (66,952) square feet and known and designated as being a part of lot number 36 (Pt. 36) on the cadaster for the parish of St-Télesphore, in the county of Lévis.

"A lot of land situated at the south limit of the lot of land above described and adjacent thereto, extending from the Cantin road to the line of the divisions of lots twenty-five (25) and thirty-six (36) of the said cadaster of one hundred and ninety-seven (197) feet in front on the Cantin road by a depth of three hundred and seventy-three (373) feet; the said lot of land is known and designated as being a part of lot thirty-six (Pt. 36) of the same cadaster."

To be sold at the church door of St-David, county of Lévis, on the NINETEENTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, q.c.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*  
Quebec, March 12, 1963. 2360-11-2  
[First insertion: March 16, 1963]  
[Second insertion: April 6, 1963]

## ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure, { THE CROWN LIFE INSURANCE CO., corps politique légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, vs LÉVIS GINGRAS, gentilhomme, domicilié à 511 rue Martel, Rouyn, district de Rouyn-Noranda, P.Q.

La subdivision portant le numéro 21, du lot 26A, rang VII sud, canton de Rouyn, avec bâtisses et propriétés y érigées, portant le numéro civique 511, rue Martel, à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Bernadette de Glenwood de Rouyn, le SEPTIÈME jour de MAI 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

2570-14-2-o DIANIS LAFRENIÈRE.

## ROUYN-NORANDA

Superior Court, { THE CROWN LIFE INSURANCE CO., body politic legally incorporated, having its head office in Toronto, province of Ontario, and a place of business in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, vs LÉVIS GINGRAS, gentleman, domiciled at 511 Martel St., Rouyn, district of Rouyn-Noranda, P.Q.

Subdivision bearing number 21 of lot 26A, range VII south, township of Rouyn, with buildings and properties thereon erected, bearing civic number 511 Martel St., in Rouyn, county of Rouyn-Noranda, P.Q.

To be sold at the church door of Ste-Bernadette de Glenwood in Rouyn, on the SEVENTH day of MAY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,

2570-14-2 *Sheriff.*

## SAGUENAY

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corps politique léga-

## SAGUENAY

Canada — Province of Québec  
District of Saguenay

Superior Court, { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., a body politic, legally

lement incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME GHISLAINE DESBIENS, épouse contractuellement séparée de biens d'Arthur Godin, et ce dernier, tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous deux de Forestville, district de Saguenay, défendeurs.

« Lot G-409-3) De figure trapézoïdale, borné au nord-ouest par le lot G-410-2, au nord-est par le lot G-158, au sud-est par le lot G-409-2, au sud-ouest par le lot G-409-1; mesurant au nord-ouest 38.78 pieds, au nord-est 26.04 pieds, au sud-est 31.53 pieds, au sud-ouest 25 pieds; contenant en superficie neuf cent soixante-neuf et cinq dixièmes de pieds carrés (969.5) pieds carrés.

Lot No G-410-2) De figure trapézoïdale, borné au nord-ouest par la route nationale No 15, au nord-est par le lot G-158-A, au sud-est par le lot G-409-3, au sud-ouest par le lot G-410-1; mesurant au nord-ouest 67.80 pieds, au nord-est 104.12 pieds, au sud-est 38.78 pieds, au sud-ouest 100 pieds. Contenant en superficie cinq mille trois cent vingt-neuf pieds carrés (5,329 pieds carrés). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

(Au cadastre officiel pour le canton Laval)

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Forestville, comté de Saguenay, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL 1963 à DEUX heures et DEMI de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.  
La Malbaie, le 11 mars 1963. 2332-11-2-0

incorporated, having its head office in the Province of Quebec, district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME GHISLAINE DESBIENS, wife contractually separate as to property of Arthur Godin, and the latter, as much personally as to authorize his wife, both of Forestville, district of Saguenay, defendants.

« Lot G-409-3) Of trapezoidal form, bounded on the northwest by lot G-410-2, on the northeast by lot G-158, on the southeast by lot G-409-2, on the southwest, by lot G-409-1; measuring on the northwest 38.78 feet, on the northeast 26.04 feet, on the southeast 31.53 feet, on the southwest, 25 feet; containing in area nine hundred and sixty-nine and five-tenths square feet, (969.5) square feet.

Lot No. G-410-2) Of trapezoidal form, bounded on the northwest by the national highway No. 15 on the northeast by lot G-158-A, on the southeast, by lot G-409-3, on the southwest, by lot G-410-1; measuring on the northwest 67.80 feet, on the northeast 104.12 feet, on the southeast 38.78 feet, on the southwest 100 feet. Containing in area five thousand three hundred and twenty-nine square feet (5,329 square feet). With buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

(Official cadastre for the township of Laval)

To be sold at the church door of the parish of Forestville, county of Saguenay, on the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, 1963, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
La Malbaie, March 11, 1963. 2332-11-2

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Témiscamingue  
Province of Québec

Cour Supérieure, (DAME OZELINA BOU-  
Ville Marie, LANGER, veuve de  
No 1170. { Hormidas Boulanger, de son  
vivant cultivateur domicilié à  
Lorrainville, elle-même domicilié à Lorrainville,  
district de Témiscamingue, demanderesse, *vs*  
GEORGES PÉTRIN, et ROSARIO PÉTRIN  
résidant à Béarn district de Témiscamingue,  
défendeurs.

L'angle sud-est du lot numéro 6, rang 7, canton de Duhamel, de 1/2 acre en superficie; borné à l'est au chemin des cantons Duhamel et Laverlochère, au nord à un autre chemin public; à l'ouest et au sud au C.P.R.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Béarn, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1963 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Ville Marie, P.Q. J.-P. HALLÉE.  
Le 5 mars 1963. 2322-21-2-0

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, (GEORGES MEILLEUR,  
No 33607. { marchand de St-Jovite,  
district de Terrebonne, fai-

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Témiscamingue  
Province of Quebec

Superior Court, (DAME OZELINA BOU-  
Ville Marie, LANGER, widow of  
No. 1170. { Hormidas Boulanger, in his  
lifetime farmer, domiciled at  
Lorrainville, herself domiciled in Lorrainville,  
district of Témiscamingue, plaintiff, *vs* GEOR-  
GES PÉTRIN, and ROSARIO PÉTRIN,  
residing at Béarn, district of Témiscamingue,  
defendants.

The south-east corner of lot number 6, range 7, township of Duhamel, having an area of 1/2 acre, bounded on the east by the road of Duhamel and Laverlochère townships, on the north by another public road, on the west and on the south by the C.P.R.

To be sold at the Parochial Church door of Béarn, on the TWENTY-THIRD day of APRIL, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J.-P. HALLÉE,  
Ville Marie, P.Q. Sheriff.  
March 5, 1963. 2322-11-2

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, (GEORGES MEILLEUR,  
No. 33607. { merchant of St-Jovite,  
district of Terrebonne, car-

sant affaires sous les nom et raison sociale de « Geo. Meilleur Enr. », demandeur *vs* HOWARD DUNCAN, domicilié à St-Jovite, district de Terrebonne, défendeur.

*Avis de vente*

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur;

« 1° Un lopin de terre faisant partie d'un lot numéro quatre cent soixante-neuf (p. 469) des plan et livre de renvoi officiels du canton De Salaberry, mesurant, ce lopin de terre, soixante-quinze pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur et borné en front au sud par une rue publique, à l'ouest par une rue projetée, au nord et à l'est par autres parties dudit lot quatre cent soixante-neuf restant la propriété d'Aurèle Lafleur;

2° Et plus particulièrement, les lignes nord et sud du terrain vendu devant être les prolongements en ligne droite vers l'est des lignes nord et sud de l'emplacement vendu à Roger Locas par l'acte 212206, et la ligne ouest du terrain vendu devant être parallèle à la rue St-Georges nord et située à deux cents pieds à l'est de cette rue;

3° Avec maison y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de St-Jovite, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif,

VILLENEUVE HUOT.

Le 6e mars 1963.

2350-11-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { R ENÉ GUAY, journalier  
No 35 363. { de Grenville, district de  
Terrebonne, demandeur, *vs*  
HENRY CARPENTER, restaurateur de Grenville, (St. Philippe R.R. 1) dit district, défendeur.

*Avis de vente*

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur;

« 1° Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme formant partie du lot numéro un lettre « D » dans le second rang (ptie 1D rg 11) mesurant sur les lignes nord et sud soixante-dix pieds (70') chacune, et sur les lignes est et ouest cent cinq pieds chacune (105'), borné au nord par la route nationale No 8, Montréal-Hull, au sud et à l'est par ledit M. René Guay ou représentants, et à l'ouest par la prolongation du chemin; le coin nord-est du lot vendu par les présentes est situé à une distance de cent cinquante-neuf pieds (159') de la ligne de division des lots 2A et 1D du second rang dudit canton de Grenville, avec bâtisses dessus érigées. Le tout mesure anglaise plus ou moins.

« 2° Une certaine lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme formant partie du lot numéro un lettre « D » dans le second rang (ptie 1D rg. 11) mesurant vingt pieds (20') sur les côtés nord et sud par une profondeur de cent vingt-cinq pieds (125'); bornée au nord par la route nationale No 8 Montréal-Hull, au sud par Émile Champagne, à l'ouest par un chemin

rying on business under the name and style of "Geo. Meilleur Enr.", plaintiff, *vs* HOWARD DUNCAN, domiciled at St-Jovite, district of Terrebonne, defendant.

*Notice of sale*

The immovable hereinafter designated and in the possession of the defendant;

"1. A strip of land forming part of lot number four hundred and sixty-nine (pt. 469) in the official plan and book of reference for the township of De Salaberry, said strip of land measuring seventy-five feet in width by seventy-five feet in depth, and is bounded in front, on the south, by a public street, on the west, by a planned street, on the north and on the east by other parts of said lot four hundred and sixty-nine, remaining the property of Aurèle Lafleur;

2. And more particularly, the north and south lines of the lot of sold land which should be the extensions, in a straight line towards the east, of the north and south lines of the emplacement sold to Roger Locas by deed of sale 212206, and the west line of the lot of the sold land, which should be parallel to St-Georges St. north, and should be at a distance of two hundred feet to the east of said street;

3. With a house thereon erected."

To be sold at the Catholic parochial Church door of St-Jovite, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

*VILLENEUVE HUOT,*

Sheriff's Office,

*Sheriff.*

March 6, 1963.

2350-11-2

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { R ENÉ GUAY, labourer, of  
No 35 363. { Grenville, district of  
Terrebonne, plaintiff; *vs*  
HENRY CARPENTER, restaurateur of Grenville, (St. Philippe R.R. 1) said district, defendant.

*Notice of sale*

The immovables hereafter designated in the possession of the defendant;

"1. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grenville as forming part of the lot number one letter D in the second range (pt. 1D rg 11) measuring on the north and south lines seventy feet (70') each, and on the east and west lines one hundred and five feet each (105'), bounded to the north by the National Highway No. 8, Montreal-Hull, to the south and east by the said Mr René Guay or representatives, and west by the prolongation of the road; the northeast corner of the lot hereby sold is situated at a distance of one hundred and fifty-nine feet (159') of the division line of the lots 2A and 1D of the second range of the said township of Grenville, with buildings thereon erected. The whole English measures more or less.

"2. A certain strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Grenville as forming part of lot number one letter D in the second range (pt. 1D rg. 11) measuring twenty feet (20') on the north and south sides by a depth of one hundred and twenty-five (125'); bounded north by the National Highway No. 8 Montreal-Hull, south by Émile Champagne, west by a projected road,

projeté, à l'est en partie par le présent acheteur sur une distance de cent cinq pieds (105') et en partie sur une distance de vingt pieds par le morceau ou lisère de terrain ci-après décrite, le tout mesure anglaise plus ou moins. Avec bâtisses.

« 3° Une certaine lisère de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme formant partie du lot numéro une lettre « D » dans le second rang (ptie 1D rg. 11) mesurant sur les lignes est et ouest vingt pieds (20'), sur les lignes nord et sud soixante-dix pieds (70'); bornée au sud et à l'est par Émile Champagne, à l'ouest sur une largeur de vingt pieds (20') par une portion de la propriété susmentionnée et au nord par le présent acheteur. Le tout mesure anglaise plus ou moins. Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église de Grenville, MERCREDI le HUITIÈME jour de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi. (9/5/63 à 2h. p.m.).

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif,  
le 1er avril 1963.

*Le Shérif,*  
VILLENEUVE HUOT,  
2571-14-2-0

eastly partly by the present purchaser or a distance of one hundred and five feet (105') and partly on a distance of twenty feet by the piece or strip of land hereinafter described, all English measures more or less. With buildings.

"3. A certain strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Grenville as forming part of the lot number one letter D in the second range (pt. 1D rg. 11) measuring on the east and west lines twenty feet (20'), on the north and south lines seventy feet (70'); bounded south and east by Émile Champagne, west on the width of twenty feet (20') by the portion of the hereinabove property and north by the present purchaser. All English measures more or less. With buildings thereon."

To be sold "en bloc", at the church door of Grenville, WEDNESDAY, the EIGHTH day of MAY, 1963, at TWO o'clock in the afternoon. (9/5/63 at 2 p.m.)

Conditions: cash.

Sheriff's Office,  
April 1, 1963.

VILLENEUVE HUOT,  
*Sheriff.*  
2571-14-2-0

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Municipalité du comté de St-Maurice**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Michel Villemure, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au village d'Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

**Municipality of the county of St-Maurice**

Public notice is hereby given by the undersigned, Michel Villemure, secretary-treasurer of the aforementioned municipality, that the immovables hereinafter described shall be sold by public auction in the Public Hall, in the village of Yamachiche, where the council of said county holds its sessions, on THURSDAY, the NINTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-three at TENTH o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes, and other amounts due to the municipalities mentioned below, unless they shall have been paid together with the costs incurred before the sale, to wit:

Corporation de la Baie de Shawinigan — Corporation of the Baie de Shawinigan

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Sup. Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Majorique Lafrenière.....	P. 623.....	.....	35 x 25..	\$123.93	\$164.52	\$288.45

Municipalité de Saint-Mathieu — Municipality of Saint-Mathieu

André Lavergne.....	P. 50.....	6.....	.....	\$ 9.95	\$ 16.48	\$ 26.43
Borné à l'ouest par le lac Vert, à l'est par le chemin public au nord par Nérée Trudel et au sud par Arthur Lupien, cordon du rang « 7 ».		Bounded on the west by Lake Vert, on the east by the public road, on the north by Nérée Trudel and on the south by Arthur Lupien, rim of range "7".				
Réal Houle.....	P. 8.....	14.....	.....	22.45	34.25	56.70
Borne au sud par Jacques Houle, à l'ouest par la décharge du Lac Brûlé, au nord par Roland Houle et à l'est par un chemin privé conduisant au chalet.		Bounded on the south by Jacques Houle, on the west by the discharge of Lake Brûlé, on the north by Roland Houle and on the east by a private road leading to the cottage.				
Léo-Paul Rousseau.....	P. 9.....	10.....	.....	.....	.....	.....
	P. 10.....	10.....	.....	57.43	.....	57.43
P. 10 est un passage de 25 x 50 sur le terrain de Bruno Lord pour se rendre au Lac Souris. P. 9 est borné à l'est par Joseph Leclerc à l'ouest par P. E. Lavigne, au nord par le Lac Souris et au sud par Bruno Lord.		Pt. 10 is a passage of 25 x 50 on the lot of land of Bruno Lord to get to Lake Souris. Pt. 9 is bounded on the east by Joseph Leclerc, on the west by P. E. Lavigne, on the north by Lake Souris and on the south by Bruno Lord.				

Corporation de la paroisse de Trois-Rivières (scolaire)  
Corporation of the parish of Three Rivers (school)

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Sup. Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Raoul Bolduc et-and Réal Allard . . .	P. 143-81-82-83-84-85-216-217-218-219-220 . . . . .					\$ 96.99
Borné au nord par les lots P. 143, 86, 215, à l'est par le lot P. 145, à l'ouest par le Boul. St-Jean et P. 140 et au sud par le lot P. 143-80-221.						
Bounded on the north by lots Pt. 143, 86, 215, on the east by lot Pt. 145, on the west, by St-Jean Blvd., at Pt. 140 and on the south by lot Pt. 143-80-221.						
Mme-Mrs Germain Gélinas . . . . .	P. 36-20 . . . . . P. 36-21 . . . . .					166.96
Bornés au nord par le lot 36-19, à l'ouest par la rue Bourassa, au sud par le lot 36-22 rue, et à l'est par les lots 35-113 et 35-114.						
Bounded on the north by lot 36-19, on the west by Bourassa Street, on the south by lot 36-22 Street and on the east by lots 35-113 and 35-114.						
Armand Houle . . . . .	P. 62 . . . . .					\$ 36.25
Borné au sud par une rue parallèle au fleuve St-Laurent, à l'ouest par une rue nord-sud conduisant du Fleuve à la route No 2, à l'est par le lot P. 62 appartenant à madame G. Ouellet et au nord par le lot P. 62 appartenant à monsieur Auguste Garceau.						
Bounded on the south by a street parallel to the St-Lawrence River, on the west by a street north-south leading from the River to highway No. 2, on the east by lot Pt. 62 belonging to Mrs. G. Ouellet and on the north by lot Pt. 62 belonging to Auguste Garceau.						
Mlle-Miss Marguerite Lesmerises . . . . .	P. 21 . . . . .					397.12
Borné au nord par la route Ste-Marguerite, à l'ouest par le P. 22 appartenant à monsieur Roméo Gagnon, au sud et à l'est par le P. 22 appartenant à mademoiselle Françoise Gravel.						
Bounded on the north by the Ste-Marguerite highway, on the west by Pt. 22 belonging to Mr. Roméo Gagnon, on the south and on the east by Pt. 22 belonging to Miss Françoise Gravel.						
Lucien Martel . . . . .	P. 59-13 . . . . .					22.71
Borné à l'est par le P. 59 appartenant à Bernard Montour, au sud par le 59-14 appartenant à J. P. Bélanger, à l'ouest par la rue 59-25 et au nord par le lot 59-12 appartenant à A. J. Smeaton.						
Bounded on the east by Pt. 59 belonging to Bernard Montour, on the south by 59-14 belonging to J. P. Bélanger, on the west, by 59-25 Street and on the north by lot 59-12 belonging to A. J. Smeaton.						
Georges Massé . . . . .	38-176 . . . . . 38-177 . . . . .					33.50
Borné à l'est par les lots 38-175 et 38-P. 174, au sud par les lots 38-168 et 38-167, à l'ouest par les lots 38-178 et 38-166 et au nord par la rue 38-180.						
Bounded on the east by lots 38-175 and 38-Pt. 174, on the south by lots 38-168 and 38-167, on the west by lots 38-178 and 38-166 and on the north by 38-180 Street.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars . . . . .	17-83 et-and 17-84 . . . . .					
Borné à l'est par le P. 17 appartenant à Xavier Rouette, au sud par le lot 17-82, à l'ouest par la rue 17-125 et au nord par le lot 17-85.						
Bounded on the east by Pt. 17 belonging to Xavier Rouette, on the south by lot 17-82, on the west by 17-125 St. and on the north by lot 17-85.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars . . . . .	17-P-113 . . . . .					
Borné à l'est par la rue 17-125, au sud par l'autre partie du 17-113, à l'ouest par le lot P. 18 appartenant à Mme Arthur Lacerte et au nord par le lot 17-112.						
Bounded on the east by 17-125 St., on the south, by the other part of 17-113, on the west, by lot Pt. 18 belonging to Mrs. Arthur Lacerte and on the north by lot 17-112.						
Mme-Mrs. Julien Cinq-Mars . . . . .	17-P-116 et-and 117 . . . . .					342.83
Borné à l'est par la rue 17-125, au sud par le lot 17-118, à l'ouest par le lot P. 18 appartenant à Mme Arthur Lacerte et au nord par l'autre partie du 17-P-116.						
Bounded on the east by 17-125 Street, on the south by lot 17-118, on the west by lot Pt. 18 belonging to Mrs. Arthur Lacerte and on the north by the other part of 17-Pt 116.						
Radisson Construction . . . . .	38-140, 37-68, 37-105, 37-124, 37-127, 38-189, 38-233, 38-234, 38-235, 38-241, 38-277, 38-278, 38-279, 38-280, 38-281, 38-282 . . . . .					1,899.01
Les Immeubles Radisson . . . . .	P-38-201 . . . . . P-38-236 . . . . .					583.22

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie — Municipal corporation of the parish of Saint-Élie

Jean Descôteau . . . . .	P. 13 . . . . .	8 . . . . .		\$ 97.52		\$ 97.52
Borné au nord par Paul-Émile Gauthier, au sud par P. E. Corbin, à l'est par le Lac Long et à l'ouest par le chemin public.						
Bounded on the north by Paul-Émile Gauthier, on the south by P. E. Corbin, on the east by Lake Long and on the west by the public highway.						
Juneau Richard . . . . .	P. 22 . . . . .	5 . . . . .		\$ 10.45	23.36	33.81
Borné au nord par Ephrem Philibert, au sud par Ephrem Philibert, à l'est par le Lac Perchaude et à l'ouest par Ephrem Philibert.						
Bounded on the north by Ephrem Philibert, on the south by Ephrem Philibert, on the east by Lake Perchaude and on the west by Ephrem Philibert.						
Ephrem Philibert . . . . .	P. 22 . . . . .	5 . . . . .		5.34	14.49	19.86
Borné au nord par le lot No 23 du rang 5, au sud par le lot No 21 rang 5, à l'est par le lac Perchaude et Richard Juneau et à l'ouest par J. L. Gagnon.						
Bounded on the north by lot No. 23 of range 5, on the south by lot No. 21, range 5, on the east by Lake Perchaude and Richard Juneau and on the west by J. L. Gagnon.						

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie (suite)  
Municipal corporation of the parish of Saint-Élie (continued)

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Sup. Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Ephrem Philibert	19	8		\$ 6.90	\$ 18.70	\$ 25.60
Borné au nord par le lot No 20, rang 8, au sud par le lot No 18, rang 8, à l'est par le lot No 10, rang 9 et à l'ouest par le lot No 19, rang 7.						
Bounded on the north by lot No. 20, range 8, on the south by lot No 18, range 8, on the east by lot No. 10, range 9 and on the west by ot No. 19, range 7.						
Ephrem Philibert	8	9		6.90	18.70	25.60
Borné au nord par le lot No 9 du rang 9, au sud par le lot No 7 du rang 9, à l'est division des paroisses St-Élie, St-Mathieu et à l'ouest par le lot No 17 rang 8.						
Bounded on the north by lot No. 9, of range 9, on the south by lot No. 7 of range 9, on the east division of the parishes of St-Élie, St-Mathieu and on the west by lot No. 17, range 8.						
Paul Ricard	P. 13	8			24.98	24.98
Borné au nord par Paul H. Bergeron, au sud par Alphonse Plante, à l'est par le lac Long et à l'ouest par Armand Ricard et chemin public.						
Bounded on the north by Paul H. Bergeron, on the south by Alphonse Plante, on the east by Lake Long and on the west by Armand Ricard and the public highway.						

Fait à Yamachiche, le 22e jour de mars mil neuf cent soixante-trois.  
(Seau) *Le Secrétaire-trésorier,*  
2484-13-2-o M. VILLEMURE.

Given at Yamachiche, the 22nd day of March, one thousand nine hundred and sixty-three.  
(Seal) M. VILLEMURE,  
2484-13-2 Secretary-Treasurer.

Ville de St-Hubert

Correction

Dans l'avis de vente pour taxes de la Ville de St-Hubert, publié dans les éditions de la Gazette officielle de Québec du 6 mars et du 23 mars 1963, veuillez ajouter immédiatement après le dernier tableau des descriptions des lots, soit aux pages 1288 et 1457, le paragraphe suivant:  
Tous les lots ci-dessus décrits font partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert sauf dans les cas contrairement indiqués.  
2517-o

Town of St-Hubert

Correction

In the notice of the sale for taxes in the Town of St-Hubert, published in the Quebec Official Gazette on March 6 and March 23, 1963, kindly add immediately following the last table of description of the lots, that is, on pages 1288 and 1457, the following paragraph:  
All the lots described above form part of the official cadaster of the parish of St-Hubert, except in the cases where otherwise indicated.  
2517

Municipalité du comté de Sherbrooke

Avis public est donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la Municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles mentionnés ci-après seront vendus par enchère publique au Bureau d'Enregistrement, en la cité de Sherbrooke, où les séances du Conseil du comté sont tenues, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN 1963, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes pour lesquels ils sont responsables et les frais encourus:

Municipality of the county of Sherbrooke

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, secretary-treasurer of the Municipality of the county of Sherbrooke, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Registry Office Building, in the city of Sherbrooke, where the sittings of the County Council are held, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE 1963 at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred:

Immeubles dans la municipalité du canton d'Ascot  
Immoveables in the municipality of the township of Ascot

Nom Name	Lot	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Alton Brown	P. 6-H	5	\$ 62.24	\$103.40	\$165.64
Nixon Dean, succession-estate	7-A	6	3.58	5.15	8.73
Eva Carroll, succession-estate	P. 6-G	10	24.10	25.65	49.75
Napoléon Loubier	4-E.F.G.H.	9	39.00	36.24	75.24
Laurent Veilleux	15-B	1	19.75	47.60	67.35

Immeubles dans la municipalité de Waterville  
Immoveables in the municipality of Waterville

Nom Name	Lot	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Mme-Mrs Ebba McGovern	P. 44	Highland St...	\$ 14.15		\$ 14.15
Aimé Fortin	205-250	Main St.....	44.23		44.23
Dessaint, succession-estate	P. 14 indivisé-undivided	Convent St...	15.60		15.60

Immeubles de la corporation scolaire de Bonsecours (Oxford)  
Immoveables in the school corporation of Bonsecours (Oxford)

Nom Name	Lot	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Jean Ratery.....	P. 1075.....	A.....		\$ 86.00	\$ 86.00
Emile Phaneuf.....	P. 792.....	A.....		14.54	14.54

Immeubles dans la commission scolaire de Compton-Waterville (Compton)  
Immoveables in the Compton-Waterville school commission (Compton)

Clarence Fowler.....	15-F.....	3.....		\$ 21.90	\$ 21.90
Sidney Raycraft.....	P. 24b, 25c, 25d, 26c..	6.....		365.68	365.68

Immeubles dans la municipalité du canton de Compton  
Immoveables in the municipality of the township of Compton

Sidney Raycraft.....	P. 24b, 25c, 25d, 26c..	6.....	\$95.70		\$ 95.70
----------------------	-------------------------	--------	---------	--	----------

Immeubles dans la municipalité du canton d'Orford  
Immoveables in the municipality of the township of Orford

Claude Gagnon.....	P. 968, 283.....	A.....	\$ 6.10		\$ 6.10
Wellie Hamel.....	P. 829.....	14.....	6.10		6.10
Gérard Langlois.....	P. 1073.....	A.....			
Gérard Langlois.....	886.....	14.....	6.10		6.10
Hildège Tanguay.....	P. 813.....	A.....	6.10		6.10
Jean-Claude Beaulieu.....	P. 834.....	14.....	6.10		6.10
April Pearson.....	P. 792.....	A.....	8.92		8.92
Noëlla Hamel.....	P. 798.....	A.....	8.92		8.92
Exurie Robert.....	P. 1021.....	E.....	12.33		12.33
Roméo Prince.....	P. 793.....	A.....	40.80		40.80
Roland Médéor.....	834-10.....	14.....	31.28		31.28
Dollard Marchand.....	P. 833.....	14.....	65.81		65.81
Hubert Dufresne.....	P. 1086.....	B.....	45.21		45.21
Dr Paul Blais.....	P. 1074.....	A.....	47.90		47.90
Rosario Boutin.....	P. 829.....	14.....	107.92		107.92

Donné à Compton, Qué., ce 27e jour de mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,  
S. W. BRODERICK.

2535-14-2-o

Given at Compton, Que., this 27th day of March 1963.

S. W. BRODERICK,  
Secretary-Treasurer.

2535-14-2-o

Cité de Rouyn

Avis public est par la présente donné par Téléphore Moreau, secrétaire-trésorier de la cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, selon les dispositions de la Loi des Cités et Villes, au lieu ordinaire où le Conseil municipal tient ses séances; soit la Salle de l'Hôtel de Ville de la cité de Rouyn, MERCREDI, le PREMIER jour de MAI 1963, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

City of Rouyn

Public notice is hereby given by Téléphore Moreau, secretary-treasurer of the city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, that the properties herein after described will be sold by public auction in the sitting-room of the Council of the said city of Rouyn, at the city of Rouyn, WEDNESDAY, the FIRST day of MAY 1963, at TWO o'clock in the afternoon for the payment of taxes and municipal dues, school, and other taxes with interests as mentioned in the herein under statement, and costs which shall subsequently be incurred unless said taxes, interests and costs shall be paid before the said sale.

Nom sur le rôle de perception Name on the assessment roll	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
J. P. Provencher.....	Lot 269 bloc 41, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 269 block 41, township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.....	\$349.18	\$475.03	\$824.21
Antonio Lauzon.....	Lot 527 bloc 41, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 527 block 41, township of Rouyn (vacant).....	86.75		86.75

Nom sur le rôle de perception Name on the assessment roll	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes secl. School taxes	Total
Eddie Rivard	Lot 1036 bloc 41, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 1036 block 41, township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	425.02	492.77	917.79
Paul Beaulieu	Lot 1161 bloc 41, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 1161 block 41, township of Rouyn, (vacant).	43.20	56.03	99.23
Marius Lyssan	Lot 1220 bloc 41, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 1220 block 41, township of Rouyn, (vacant).	139.01		139.01
Mike Bélan	Ensemble des bâtisses et dépendances, seulement, construites sur le lot 1594 bloc 41, canton de Rouyn.— Buildings only, erected on lot 1594 block 41, township of Rouyn, together with all rights, members and appurtenances.	\$ 94.08	\$ 50.36	\$ 144.44
Jules Trépanier	Lots 283-13, 14, 15, 16, 18, 19, 23, 24, bloc 8, canton de Rouyn, (vacant).— Lots 283-13, 14, 15, 16, 18, 19, 23, 24 bloc 8, township of Rouyn (vacant).	156.69	323.62	480.31
André Caron	Lots 283-37, 38 bloc 8, canton de Rouyn, (vacants).— Lots 283-37, 38 block 8 (vacant).	128.52	127.96	256.48
Julien Wlosinski	Lot 566 bloc 8, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 566 block 8 township of Rouyn (vacant).	101.52		101.52
Noëlla Baribeau	Lot 575 bloc 8, canton de Rouyn (vacant).— Lot 575 block 8, township of Rouyn (vacant).	93.69	34.54	128.23
Huguette Lemire Caron	Lots 702 et 703 bloc 8, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lots 702 et 703 block 8 township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights members and appurtenances.	616.81	706.91	1,323.72
Ethel Hein	Lot 543 bloc 8, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 543 block 8, township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	289.92	88.13	378.05
Joseph Benoit	Lot 93 sub. 32 bloc 201, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 93 sub. 32 block 201 (township of Rouyn, (vacant).	83.49	29.24	112.73
François Dubois	Lots 95 sub. 7A et sub. 7B bloc 201 canton de Rouyn, (vacant).— Lots 95 sub. 7A and sub. 7B block 201 township of Rouyn (vacant).	268.64	86.43	355.07
Cléridan Lapointe	Ensemble des bâtisses, seulement, construites sur lot 117 bloc 201 canton de Rouyn, avec dépendances.— Buildings only, erected on lot 117 block 201, township of Rouyn, together with all rights, members and appurtenances.	35.40	40.60	76.00
Marie Bélanger	Lot 36 bloc 125, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 36 block 125, township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.	135.05	141.08	276.13
John Beck	Lot 39 bloc 125, canton de Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 39 block 125, township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights members and appurtenances.	58.65	49.67	108.32
André Jubinville	Lot 26-A sub. 18 rang 7 Sud, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 26-A sub. 18 range 7 South, township of Rouyn, (vacant).	74.43		74.43
J. M. Jubinville	Lot 26-A sub. 18 rang 7 Sud, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 26A sub. 18 range 7 South, township of Rouyn, (vacant).	74.43	6.30	80.73
Paul Lehouiller	Lot 26 sub. 6 rang 6 Nord, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 26 sub. 6 range 6 North, township of Rouyn, (vacant).	152.28	68.29	220.67
Steve Simburski	Lot 26, sub. 12, rang 6 Nord, canton de Rouyn, (vacant).— Lot 26 sub. 12 range 6 North, township of Rouyn, (vacant).	152.92	23.88	176.80

Donné à Rouyn, ce 29e jour de mars 1963.

Le Secrétaire-trésorier,  
TÉLESPHORE MOREAU.

2563-14-2-o

Given at Rouyn, this 29th day of March 1963

TÉLESPHORE MOREAU,  
Secretary-Treasurer.

2563-14-2-o

**Municipalité du comté  
de Rivière-du-Loup**

Aux contribuables de la susdite Municipalité.

Avis public est donné, par les présentes, par le soussigné, Paul-E. Roy, secrétaire-trésorier de la susdite Municipalité, que JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, au chef-lieu du Comté, à l'Hôtel-de-Ville de Rivière-du-Loup, en la Cité de Rivière-du-Loup, seront vendus, à l'enchère publique, les immeubles ci-après désignés, pour non paiement des taxes municipales,

**Municipality of the county  
of Rivière-du-Loup**

To the ratepayers of the above said Municipality.

Public notice is given, by these presents by the undersigned, Paul-E. Roy, secretary-treasurer of the said municipality that THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-three, at TEN o'clock in the forenoon, in the County Seat of the County, at the Town Hall of Rivière-du-Loup, in the city of Rivière-du-Loup, shall be sold, by public auction, the immoveables hereinafter

scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdits taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, à savoir:

designated, for the non-payment of municipal, school taxes, costs and charges due on each of these immovables, unless the said taxes, costs and charges are paid and acquitted with costs incurred before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger  
Municipality of the parish of Saint-François-Xavier-de-Viger

Nom du propriétaire Name of proprietor	Adresse Address	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Succ.-Est. Alex. Blanchet..	St-Frs-Xav. de Viger.....	14.....	8.....	\$ 35.50	\$ 63.00	\$ 1.50	\$100.00

Municipalité de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup  
Municipality of the parish of Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup

Jean-Marie Côté.....	336 Témisc., Riv.-du-L...	P. 171..	2.....	\$ 57.57	\$267.13	\$ 3.00	\$327.70
----------------------	---------------------------	----------	--------	----------	----------	---------	----------

Donné à St-Arsène, ce vingt-huitième jour de mars mil neuf cent soixante-trois.

Given at St-Arsène, this twenty-eighth day of March, one thousand nine hundred and sixty-three.

2568-14-2-o  
Le Secrétaire-trésorier,  
PAUL-ÉMILE ROY.

2568-14-2

PAUL-ÉMILE ROY,  
Secretary-Treasurer.

## INDEX No 14

### ACTIONS en séparations de biens

Meunier vs Rouillier.....	1707
Tremblay vs Lefebvre.....	1707

### ARRÊTÉS en Conseil

42 - Pose d'affiches, de panneaux-réclames, d'enseignes lumineuses et l'établissement de cimetières d'automobiles le long des autoroutes et des voies de raccordement.....	1722
42 - Placing of posters, panel-boards, luminous signs and the establishment of automobile cemeteries along autoroutes and road junctions.....	1722
449 - Loi de l'impôt sur le revenu et Loi de l'impôt sur les corporations (Plans différés de participation aux bénéfices).....	1708
449 - Income tax Act and corporation tax Act (Deferred profit sharing plans).....	1708
492 - Construction, Abitibi-Est et al.....	1708
492 - Construction, Abitibi-West et al.....	1708
493-A - Robe, Province.....	1719
493-A - Dress, Province.....	1719
493-B - Construction, Montréal.....	1720
493-C - Fer et bronze d'ornementation, Montréal.....	1721
493-C - Ornamental iron and bronze, Montreal.....	1721
493-D - Construction, Québec.....	1721
493-E - Matériaux de construction, Montréal.....	7121
493-E - Building materials, Montreal.....	1721
493-F - Commerce de détail, Chicoutimi.....	1722

### ACTIONS for Separation as to Property

### ORDERS in Council

### AVIS

Église Baptiste Évangélique de Verdun (L) - (Requête - Petition).....	1724
Mountainview Baptist Church (Const.- Inc.).....	1723
Trois-Rivières, par. (Requête - Petition).....	1723

### NOTICES

### BILLS

Sanctioned.....	1724
Sanctionnés.....	1724

### BILLS

### Chartes — Abandon de

Association Néerlandaise de Montréal Je Maintiendrai (L).....	1726
Bagot Construction Inc.....	1727
Compagnie Locale de Téléphone de St-Julien (La).....	1726
Crémerie Sorel Inc.....	1726
Liberty/Realty Inc.....	1727
Mathieu (Jacques) Inc.....	1727
St. Catherine-Crescent Development Corporation Ltd.....	1726

### Charters — Surrender of

### COMPAGNIES

Avis relatifs  
à la loi des  
Autorisée  
à faire des affaires

### COMPANIES

Notices relative  
to the Act of  
Licensed  
to do Business

ABCC Finance (Ontario) Limited..... 1725

<b>Chartes —</b>	<b>Charters —</b>		
<b>Abandon de</b>	<b>Surrender of</b>		
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited.	1727	Bel-Air Taxi Inc. . . . .	1670
Toldi Ltd. . . . .	1726	Bellemare (Julien) Inc. . . . .	1670
United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd. . . . .	1727	Bellemare (René) Ltée . . . . .	1670
		Bernard Development Inc. . . . .	1671
		Bert Électrique Limitée . . . . .	1671
		Boulangier (J. H.) Limitée . . . . .	1671
		Bromont Inc. . . . .	1672
		Bucoviner Relief Association of Montreal . . . . .	1672
<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>	C. P. C. Direct Mailing Ltd. . . . .	1673
Ace Metal Strip Ltd. (Dir.) . . . . .	1727	Campeau — Chomedey Construction Inc. . . . .	1673
Association of English-Speaking Interns of Montreal (Dir.) . . . . .	1728	Cartier Plumbing & Heating Inc. . . . .	1692
Association of English-Speaking Interns of Montreal (Règl.—By-laws) . . . . .	1728	Cassette Inc. (La) . . . . .	1673
Austin Toilet Service Inc. (Dir.) . . . . .	1730	Central Tobacco Sales Ltd. . . . .	1674
B.T.U. Products Corporation (Dir.) . . . . .	1734	Centre Commercial de Repentigny Inc. . . . .	1674
Bétonnière Mont-Bruno Limitée (Dir.) . . . . .	1728	Chaussures Beau-Pied Ltée (Les) . . . . .	1674
Boisbrillant Realities Inc. (Dir.) . . . . .	1732	Cie de Construction Cabi (1963) Ltée (La) . . . . .	1675
Chambre d'Immeubles de Québec (Dir.) . . . . .	1729	Cie de Navigation du Golfe Ltée (La) . . . . .	1675
Chambre d'Immeubles de Québec (Règl.) . . . . .	1729	Cie d'Excavation Lajeunesse Ltée (La) . . . . .	1675
Club de Curling Laval sur le Lac (Le) — (Dir.) . . . . .	1730	Club des Cent Inc. (Le) . . . . .	1676
Club de Curling Laval sur le Lac (Le) — (Règl.—By-laws) . . . . .	1730	Club Marco Inc. . . . .	1676
Club de la Traction sur Routes (Québec) Inc. (Le) — (Règl.) . . . . .	1733	Club Social des Gourmets de Chandler . . . . .	1676
Corporation des Produits B.T.U. (Dir.) . . . . .	1734	Club Social et Sportif Fais Bien . . . . .	1677
Export Corporation (of Canada) Limited (Dir.) . . . . .	1730	Clubs de Chasse & Pêche St-Laurent Inc. (Les) . . . . .	1695
Flaury Holdings Inc. (Dir.) . . . . .	7131	Colibri Construction Ltée . . . . .	1677
Immeubles Boisbrillant Inc. (Les) — (Dir.) . . . . .	1732	Commercial Warehouse Inc. . . . .	1677
Loisirs pour les Handicapés Inc. (Dir.) . . . . .	1731	Compagnie Da-Ri Ltée (La) . . . . .	1678
Loisirs pour les Handicapés Inc. (Règl.) . . . . .	1732	Comptoir Agricole St-Hyacinthe Inc. . . . .	1678
Mon-Mart Discount Department Stores Inc. (Dir.) . . . . .	1729	Corporation Chimique Prudentielle (La) . . . . .	1679
Motor Truck Club (Quebec) Inc. (The) — (By-laws) . . . . .	1733	Courchesne (B.) & Fils Inc. . . . .	1679
Motors Limited (Dir.) . . . . .	1735	Crands Limited (Correction) . . . . .	1735
Mount Bruno Ready Mix Limited (Dir.) . . . . .	1728	Crevier (Lucien) & Fils Limitée . . . . .	1679
Northco International Ltd. (Dir.) . . . . .	1731	Cuisine Sales Corp. . . . .	1680
Quebec Real Estate Board (Dir.) . . . . .	1729	DesBiens Natural Gas Heating Inc. . . . .	1680
Quebec Real Estate Board (By-laws) . . . . .	1729	Dominion Ribbon & Carbon Inc. . . . .	1680
Recreation for the Handicapped Inc. (Dir.) . . . . .	1731	Dorval Delicatessen Ltd. . . . .	1681
Recreation for the Handicapped Inc. (By-laws) . . . . .	1732	Dubois Holding Corporation Ltd. . . . .	1681
Rim Rock Oils Ltd. (Dir.) . . . . .	1729	Eastern Floats Ltd. . . . .	1681
St. Lawrence Sea Products Co. (Dir.) . . . . .	1733	Édifice Montcalm Inc. . . . .	1682
Sherbrooke Oxygen & Supplies Limited (Dist.: actif — assets) . . . . .	1734	Elmwood Steak House Ltd. . . . .	1682
Trois-Rivières Paper Box Ltd (Dir.) . . . . .	1732	Entrepôt Commercial Inc. . . . .	1677
United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd (Dist.: actif — assets) . . . . .	1733	Entreprises Huki Inc. (Les) . . . . .	1682
Société Jacques Labrecque Limitée (La) — (Dir.) . . . . .	1733	Franceur Auto Parts Inc. . . . .	1683
		G. & L. Auto Parts Inc. . . . .	1683
<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>	Genie Gifts Inc. (Correction) . . . . .	1735
Abaca Inc. . . . .	1664	Gulf Navigation Co. Ltd. . . . .	1675
Agences de Publicité Ahuntsic Inc. (Les) . . . . .	1665	Gendreau (J. Camille) Inc. . . . .	1684
Alden Realty Inc. . . . .	1665	Giant Holding Corporation . . . . .	1684
Ameublements St-Jean Limitée . . . . .	1665	Harvey & Simard Inc. . . . .	1684
Artisanat Aris-Tocrate Cie Limitée . . . . .	1666	Hôtel Richelieu Motel Inc. . . . .	1685
Association Commerciale de Roberval Limitée (L') . . . . .	1666	Hy Fashions Ltd. . . . .	1685
Auberge de France Ltée . . . . .	1666	Immeubles des Chutes Inc. (Les) . . . . .	1685
Auberge de la Chaumière Inc. . . . .	1667	Immeubles Rivière-aux-Pins Inc. (Les) . . . . .	1686
Audette Express Inc. . . . .	1667	Imprimerie-Librairie Côté Limitée . . . . .	1686
Austro-Canadian Electric Co. Ltd. . . . .	1667	Industries St-Gabriel Inc. (Les) . . . . .	1686
Auto-Air Leasing Limited . . . . .	1668	Inter State Paving Inc. . . . .	1687
Pierre Auto Location Inc. . . . .	1668	Jeunette Inc. . . . .	1687
Baby-Snap Ltd. . . . .	1668	Kane Bros Inc. . . . .	1687
Beaulieu (Paul) Inc. . . . .	1669	Lahaie (G.) Inc. . . . .	1688
Beau-Pied Shoes Ltd. . . . .	1674	Paix dans la Montagne Inc. (La) . . . . .	1688
Beaurepaire Swimming Club . . . . .	1669	Lecar Ltée . . . . .	1688
		Ligue des Contribuables de Longueuil (La) . . . . .	1689
		Marché St. Louis Inc. . . . .	1689
		Montcalm Building Inc. . . . .	1682
		Nasa Enterprises Incorporated . . . . .	1689
		One Hundred Club Inc. (The) . . . . .	1676
		P. & D. Transport Inc. . . . .	1690
		Pacific Fur Company . . . . .	1690
		Panneton (R.) Inc. . . . .	1690
		Papineau Musique Ltée . . . . .	1691
		Placements de Dolbeau Limitée (Les) . . . . .	1691
		Placements Bellaria Inc. (Les) . . . . .	1691

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Sièges sociaux	Head Offices
Plomberie & Chauffage Cartier Inc. ....	1692	Barone Co. Ltd. ....	1736
Poly-Glot (1963) Inc. ....	1692	203 Cote St. Catherine Road Inc. ....	1736
Prestige Construction Ltd. ....	1692	Couvrette & Provost Ltée. ....	1736
Prestige Construction Ltée. ....	1692	Des Lauriers (Georges) (Montreal) Ltd. ....	1737
Productions Ciné-Jeunes Inc. (Les) ....	1693	Épiceries Frontenac Inc. ....	1737
Produits Alba Inc. ....	1693	Épiceries Presto Ltée. ....	1737
Prudential Chemical Corporation. ....	1679	Gabriel Management Limited. ....	1738
Radi-Air Inc. ....	1694	Imprimerie Stella Limitée. ....	1737
Rapid Inc. ....	1694	Lucerne Cleaners (1963) Limited. ....	1738
St-Armand Transport Inc. ....	1694	Nettoyeurs Lucerne (1963) Limitée. ....	1738
St. Jean Roofing Inc. ....	1694	Savoy Holdings Ltd. ....	1736
St. Gabriel Industries Inc. ....	1686	Télécommunications Richelieu Limitée. ....	1738
St. Lawrence Fishing & Hunting Club Inc. ....	1695	Utilités Sanitaires Laurentide Inc. ....	1736
Service des Loisirs Saint-Sixte. ....	1695		
Société de Gestion Montcalm Inc. (La). ....	1696	<b>DEMANDES</b>	<b>APPLICATIONS</b>
Société de Navigation Touristique Limi- tée (La) ....	1696	<b>à la Législature</b>	<b>to Legislature</b>
Société d'Incinération des Cantons de l'Est Inc. ....	1696	Estate Origène Gobeille. ....	1738
Société d'Incinération du Bas St-Lau- rent Inc. ....	1697	Pierrefonds, ville - town. ....	1739
Sun Valley Motel Inc. ....	1697	Succession Origène Gobeille. ....	1738
Taverne Legault Inc. ....	1697		
Touliatos (Canada) Limited. ....	1698	<b>EXAMEN</b>	<b>EXAMINATION</b>
Tourbière Berger Inc. (La). ....	1698	<b>du Barreau</b>	<b>Bar</b>
Trafalgar Investments Ltd. ....	1698	Québec, étude - study. ....	1739
Uniformes Québécois Inc. (Les) ....	1699		
Verdin Inc. ....	1699	<b>Liquidation</b>	<b>Winding</b>
Vitrierie Lalongé Inc. ....	1699	Coopérative du Bas Perfection Inc. ....	1740
Westmount Draperies Inc. ....	1700	Dante (G.L.) Construction Inc. ....	1740
Yamel Inc. ....	1700		
		<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>
<b>Lettres patentes</b>	<b>Supplementary</b>	<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>
<b>supplémentaires</b>	<b>Letters Patent</b>	Ayersville, village ( <i>Requête pour déclarer en défaut - Petition to declare in de- fault</i> ) ....	1740
Administration Commerciale Inc. ....	1702	Magog, canton - township ( <i>Publ.</i> ) ....	1740
Association Provinciale des Construc- teurs d'Habitations du Québec Inc. ....	1701		
Bureau d'Ajustement Hébert Ltée. ....	1704	<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>
Canadian Insurance Claims Service Cor- poration. ....	1701	<i>Industrie laitière:</i>	<i>Dairy Industry:</i>
Chalet Barb-Q Incorporated. ....	1701	Ord. 5-62-B (Sud de la province - de Québec - Southern Quebec province). ....	1741
Chalet Barb-Q Incorporée. ....	1701		
Châteauguay Sand Incorporated. ....	1702	<b>Instruction publique</b>	<b>Education</b>
Clix Fastener Corporation. ....	1702	<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>	
Club de Golf Mont Gabriel, Inc. ....	1702	Bellerive ( <i>Dem.- Appl.</i> ) ....	1741
Commercial Administration Inc. ....	1702	Montbeillard et Rollet ( <i>Dem.- Appl.</i> ) ....	1742
Economic Forms & Supports Inc. ....	1703	Petit-Pabos ( <i>Dem.- Appl.</i> ) ....	1742
Edlaff Limited. ....	1703	St-Michel-de-Rougemont, par. ( <i>Dem.- Appl.</i> ) ....	1742
Foam Specialty Supply Inc. ....	1703	Val-Jalbert ( <i>Dem.- Appl.</i> ) ....	1742
Fonderie St-Hyacinthe Foundry Ltd. ....	1703		
Formes & Supports Économiques Inc. (Les) ....	1703	<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>
Gala Manufacturing Inc. ....	1703	<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Germer Holdings Corp. ....	1704	Girard, canton - township. ....	1742
Girard Inc. ....	1704	Lachine, par. ....	1743
Hébert Adjustment Bureau Ltd. ....	1704	Montréal, par. ....	1743
Immeubles Nelson Inc. ....	1705	Ste-Foye, par. ....	1743
Italian Room Shoe Salon Inc. (The) ....	1705	Ste-Foye, par. ....	1743
Juvénat de-la-Salle. ....	1705	St-Vincent-de-Paul, par. ....	1743
Mija Corporation. ....	1705		
Mill-Cloak Mfg. Inc. ....	1705	<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
Mont Gabriel Golf Club, Inc. ....	1702	<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>	
Pieds Légers (1963) Inc. (Les) ....	1706	Coiffeurs pour hommes et dames, Qué- bec ( <i>Mod.</i> ) ....	1743
Placements Marthe Gagnon Ltée. ....	1706	Men's and ladies' hairdressers, Quebec ( <i>Amend.</i> ) ....	1743
Quebec Provincial Home Builders Asso- ciation Inc. ....	1701		
Robel Construction Inc. ....	1706	<b>NOMINATIONS</b>	<b>APPOINTMENTS</b>
Rod Service Ltée-Ltd. ....	1706	Divers. ....	1744
Service Canadien d'Évaluation de Sinis- tres Inc. ....	1701	Miscellaneous. ....	1744
Sugermor Holdings Inc. ....	1707	Présidents d'élection. ....	1744
Towne Auto Leasing Inc. ....	1707	Returning-Officers. ....	1744

<b>SOUMISSIONS</b>	<b>TENDERS</b>	<b>MacLachlan vs Latour</b> .....	1758
Bedford, ville - town.....	1745	<b>Rooke vs Laframboise</b> .....	1759
Cap-de-la-Madeleine, c.s.-s.c.....	1749	<b>Russell vs Léger</b> .....	1758
Dollard-des-Ormeaux, ville - town.....	1751		
Greenfield Park, c.s.p.-p.s.c.....	1747	<b>Iberville</b>	<b>Iberville</b>
Labrecque (St-Léon), munic.....	1748	Case (J.I.) Credit Corporation vs Jette.	1760
Québec, c.s.c.-c.s.c.....	1746	Household Finance Corporation of Canada vs Lavarière et vir.....	1761
<b>SYNDICATS</b>	<b>SYNDICATES</b>		
<b>Coopératifs</b>	<b>Cooperative</b>	<b>Joliette</b>	<b>Joliette</b>
Caisse d'Établissement de l'U.C.C. de Sherbrooke (La) - (Nom - Name ch.).....	1752	Joliette, c.s.-s.c. vs Allen.....	1762
Caisse Populaire de Saint-Barnabé Nord (La) - (Nom - Name ch.).....	1752		
		<b>Kamouraska</b>	<b>Kamouraska</b>
<b>Professionnel</b>	<b>Professional</b>	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Bérubé.....	1762
Association des Principaux de la Cité de Hull (Const.-Inc.).....	1752	Québec Farm Credit Bureau (The) vs Bérubé.....	1762
<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	<b>Montmagny</b>	<b>Montmagny</b>
<b>Effets non-réclamés</b>	<b>Unclaimed Goods</b>	Lévis Automobile Inc. vs Gamache....	1763
Canadian Pacific Express Company....	1753		
		<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>	St-Elzéar, c.s.-s.c. vs Jardins Montmartre Ltée.....	1763
Ferland vs Lehouillier et al.....	1754	Saint-François, c.s.-s.c. vs Bockler Investment Corp. et al.....	1764
Meilleur vs Charpentier et al.....	1753	Sauriol vs Boivin et al.....	1765
<b>Loi de faillite</b>	<b>Bankruptcy Act</b>	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Thibeault, Camille.....	1754	Lambert (Marcel) Inc. vs Blanchet et al.	1765
<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>
<b>Beauharnois</b>	<b>Beauharnois</b>	Crown Life Insurance Co. (The) vs Gingras.....	1766
Prudential Insurance Company of America (The) vs Slimmon.....	1755		
Central Mortgage and Housing Corporation vs Parrish.....	1755	<b>Saguenay</b>	<b>Saguenay</b>
Société Centrale d'Hypothèques et de Logement vs Parrish.....	1755	Interprovincial Building Credits Ltd. vs Desbiens.....	1766
<b>Bedford</b>	<b>Bedford</b>	<b>Témiscamingue</b>	<b>Témiscamingue</b>
Légaré vs Mainville.....	1756	Boulangier vs Pétrin et al.....	1767
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Tessier.....	1756		
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Tessier.....	1756		
<b>Chicoutimi</b>	<b>Chicoutimi</b>	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Dallaire (Justin) Ltée vs Bertrand et al.	1757	Guay vs Carpenter.....	1768
		Meilleur vs Duncan.....	1767
<b>Gaspé</b>	<b>Gaspé</b>	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
St-Laurent vs Therrien.....	1757	Rivière-du-Loup, comté - county.....	1773
		Rouyn, cité - city.....	1772
<b>Hull</b>	<b>Hull</b>	St-Hubert, ville - town (Correction)....	1771
Dent vs Boisvert.....	1760	Sherbrooke, comté - county.....	1771
Imperial Oil Ltd. vs Aylmer Park Development.....	1759	St-Maurice, comté - county.....	1769

